

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12289 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MARDI 31 JUILLET 1984

Moscou tance la RDA

Dur été pour les Allemands de l'Est : non seulement on les prive de leurs médailles olympiques, mais l'espèce de lune de miel qu'ils vivaient depuis près d'un an avec la République fédérale semble en danger.

Jamais les relations inter-allemandes n'avaient été aussi intenses qu'au cours des derniers mois. La population de RDA sait ce qu'elle a à y gagner, et qui va bien au-delà des aides économiques consenties par Bonn. Or les dirigeants ouest-allemands viennent d'être sévèrement pris à parti pour leur conception des relations avec Berlin-Est, dans un article de la « Pravda » qui apparaît comme un coup de semonce destiné à M. Honecker.

On sentait croître depuis plusieurs mois l'irritation de Moscou. Les accusations de « revanchisme » s'étaient multipliées contre la République fédérale, comme à chaque fois qu'un des alliés de l'URSS fait preuve d'indiscipline et se voit accusé d'entretenir avec l'Occident des relations coupables. Moscou reprochait à la République fédérale de chercher à rétablir les frontières de 1937, incluant des régions tchécoslovaques, polonaises et soviétiques, sans parler de l'Allemagne orientale. M. Honecker lui-même semblait ces derniers temps très peu fibre de ses mouvements : alors que sa visite — suscitée fois différée — en République fédérale paraissait acquise pour l'instant, la date n'en était pas officiellement annoncée.

Les contreparties consenties par Berlin-Est à l'octroi d'un important crédit par la République fédérale, il y a quelques jours, étaient d'autre part tellement minimes que les dirigeants ouest-allemands pouvaient en être non seulement déçus, mais gênés. N'avaient-ils pas, lors de leur arrivée au pouvoir, critiqué le laxisme de leurs prédécesseurs sociaux-démocrates envers la RDA et prôné une politique de « document d'orientation » : pas d'aide économique sans concessions substantielles de la RDA sur le plan humanitaire ?

L'article de la « Pravda » ne fait donc que mettre les points sur les « i ». Mais il constitue la première mise en cause publique, bien qu'indirecte, du chef de l'Etat et du parti est-allemand, implicitement accusé de ne faire le complice d'une politique ouest-allemande visant à saper la « souveraineté de la RDA » et l'« ordre socialiste » dans ce pays. Le retour du pendule semble ainsi amorcé après une longue période pendant laquelle le Kremlin avait paru jouer la carte allemande.

Tout rapprochement entre les deux Etats allemands comporte pour Moscou des avantages et des risques. Les premiers seraient une meilleure compréhension de la part de la République fédérale, non négligeable lorsque par exemple l'invasion de l'Afghanistan ou la crise polonaise accroissent les tensions Est-Ouest ou lorsque se livre dans l'opinion occidentale la bataille des euromissiles. Mais le risque est de voir s'éloigner du bercail l'allié jusqu'à présent exemplaire et le moins problématique.

Quelle que soit la spécificité des « intérêts allemands », la détente n'est pas divisible, et Moscou rappelle actuellement à M. Honecker ce qu'en d'autres circonstances ses alliés rappelaient à M. Helmut Schmidt. Le coup est sévère pour le chef du parti est-allemand, dont l'ambition est de faire de la RDA un véritable « Etat à part entière ». Sévère aussi pour les Allemands de l'Ouest, qui plaçaient quelques espoirs dans la venue en République fédérale de M. Honecker. Cette visite — si elle a lieu — risque en effet de ne pas apporter de bien grandes améliorations dans les relations entre les deux Allemagnes.

« Pacification » à Beyrouth

Le président Gemayel a pu visiter les deux côtés de la ligne de démarcation qui est en cours de démantèlement

De notre correspondant

Beyrouth. — Dans un geste symbolique, le président Aminé Gemayel s'est rendu, le dimanche 29 juillet, dans les deux secteurs de la capitale. Faut-il en tirer des conclusions sur le règlement de la crise ? On rappelle plutôt que le Liban vit actuellement sous le régime de la double escouade.

Ainsi, le plan de pacification du grand Beyrouth engendrait-il des progrès sensibles le long de la ligne de démarcation, un incident symptomatique à Beyrouth-Ouest (secteur musulman) rappelle aussitôt la précarité d'une sécurité toujours dépendante du bon vouloir des ex-belligérants.

Le chef de gouvernement, M. Karamé, enfin en mesure de se prévaloir d'un résultat tangible sur le terrain se rendit à Damas pour solliciter un appui plus efficace et à Djeddah pour demander des fonds, il en revient avec des brassées de bonnes paroles mais sans un sou vaillant, tandis qu'à Tripoli, sa ville natale, le canon tonne malgré l'omnipotence de l'armée syrienne tout autour de la cité. Le leader druze, M. Walid Joumblatt, donne-t-il l'écoulement au chef maronite, M. Dany Chamoun à Moukharra, au cœur du Chouf, qui fut en septembre dernier le théâtre d'une guerre farouche et de massacres sanglants débouchant sur un exode des chrétiens, à jour même, quelques heures plus tard, s'écroule le front de la montagne pourtant calme depuis la pacification de Beyrouth au début du mois et théoriquement promis lui aussi au bénéfice d'un plan de sécurité similaire à celui de la capitale.

La leçon des armes se consolide et vaillat que vaillat s'étend, mais l'avenir reste plein d'incertitude, même les observateurs les plus avertis de tous bords, sont unanimes à exprimer que la crise libanaise est désormais entrée dans sa phase de régression. Cela requerra encore des années et cooptera de multiples rebondissements, notamment des rebondissements violents, mais, selon la formule heureuse du commandant de la place militaire de Beyrouth, le général Mohammed el Hajj, « le début de la fin de la guerre dix ans a commencé ». A la base de cette conviction, le constat que tous les seigneurs de la guerre ont mesuré les limites de leur éventuelle victoire et de l'autorité

qu'ils peuvent imposer à leur adversaire-partenaire, notamment de communauté à communauté : « Plus de ligne de démarcation désormais ; plus de Beyrouth-est ni de Beyrouth-ouest, mais la capitale unique d'un Liban unique. »

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

JEUX OLYMPIQUES

- Deux records du monde en natation : Michael Gross (RFA) 200 mètres libre Steve Lunqvist (EU) 100 mètres brasse
- Deux titres américains en cyclisme sur route
- Deux médailles chinoises en tir

(Lire pages 10 et 11 les articles de nos envoyés spéciaux PIERRE GEORGES, ALAIN GIRAUDO et CLAUDE LAMOTTE)

Le PC durcit ses critiques

Les dirigeants communistes multiplient leurs interventions contre les orientations du nouveau premier ministre

Faute d'avoir pu retenu au gouvernement les communistes, qui, de toute façon, ne voulaient plus y rester, le nouveau premier ministre s'est consolé en affirmant, mardi dernier, devant l'Assemblée nationale, que les socialistes et leurs alliés contestataires continueraient néanmoins « sur la même route pour avancer dans la même direction ».

A supposer que M. Laurent Fabius ait eu ce jour-là la naïveté de penser réellement ce qu'il disait, le

chef de gouvernement se voit aujourd'hui contraint, par les communistes eux-mêmes, de modifier sa vision de l'évolution de sa majorité. Si le PCF demeure pour l'instant « sur la même route » que le PS, ce n'est certainement plus « pour avancer dans la même direction ». C'est, au contraire, pour proposer aux électeurs de gauche de suivre une autre voie.

La direction du Parti communiste, dès à présent, campagne contre le nouveau gouvernement en multipliant ses critiques contre les premières orientations de M. Fabius, au moment où celui-ci continue ses échanges de vues avec les représentants des organisations syndicales.

Pendant le week-end, plusieurs des principaux dirigeants du PCF, ainsi que la presse du parti, se sont relayés pour soumettre le successeur de M. Pierre Mauroy à un puissant tir de barrage et d'abord, l'ancien ministre des transports, M. Charles Fiterman.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 7.)

Une carte bancaire unique

Un grand événement s'est produit le lundi 30 juillet dans le monde financier, avec la signature de l'accord entre tous les réseaux bancaires pour l'établissement d'une carte de paiement et de retrait pour toute la France. Cette carte sera acceptée par l'ensemble des guichets de banque, des distributeurs de billets, des terminaux point de vente et des commerçants habitués aux cartes. C'est ce qu'on appelle l'interbancaire totale.

Cet événement, il est vrai, était attendu puisqu'un accord de principe sur l'édification d'une carte unique avait été conclu le 27 janvier dernier entre les deux grands réseaux de cartes de paiement : le Groupement d'intérêt économique carte bleue et les établissements mutualistes : Crédit agricole et Crédit mutuel (le Monde du 31 janvier).

Le GIE carte bleue, ce sont deux-cent-dix banques commerciales d'abord (depuis 1971), puis, très récemment, les caisses d'épargne, les trente-huit banques populaires et maintenant les PTI avec leur vingt mille guichets dans toute la France. Au total, près de six millions de porteurs de cartes et, potentiellement, peut-être le double. Les mutualistes, c'est essentiellement le Crédit agricole (six millions de porteurs de carte verte, surtout pour les retraits de billets), plus le Crédit mutuel.

Cet accord de principe avait été précédé de longs mois de négociations, chacune des deux parties campant sur ses positions, le Crédit agricole, notamment, ne voulant pas risquer de perdre son identité en se fondant avec le GIE carte bleue. S'y ajoutaient d'épineuses questions de sigles, de logos et de tarification des services. Mais la pression sur les négociateurs était trop forte pour qu'un échec soit envisageable. D'un côté, les investissements dans la « monétique » (carte de retrait, carte de paiement et transfert électronique de fonds) sont devenus si lourds qu'une concurrence sauvage entre réseaux devient absolument ruineuse. De l'autre, la clientèle comprenait difficilement qu'elle ne puisse utiliser ces cartes dans toute la France et dans tous les guichets ou distributeurs de billets, tandis que les commerçants se refusaient à se lier à un réseau particulier ou à multiplier les terminaux point de vente. Enfin, les pouvoirs publics, soucieux de réduire ou de plafonner le coût des services bancaires, exerçaient une incitation discrète, mais ô combien efficace.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 22.)

Le juillet du président

par JEAN-MARIE COLOMBANI

Moins de quinze jours ont été nécessaires au chef de l'Etat pour changer le décor, pour amorcer un changement de climat, de saison, dans l'espoir de renverser le rapport des forces d'ici au printemps 1986. Car il ne faut pas se tromper : la demande de MM. Chirac et Lecanuet d'une dissolution de l'Assemblée nationale comme l'attitude de la majorité sénatoriale qui bloque la procédure référendaire ne sont que les prémisses de la bataille législative. Celle-ci se jouera vraisemblablement, au train où vont les choses, pour ou contre le maintien du président à l'Elysée. N'ayant pour seul soutien que les siens, sachant que toute ouverture politique lui est refusée, M. Mitterrand tente de passer en force dans l'opinion. De ce point de vue, la partie vient seulement de s'engager.

Le décor, donc, n'est plus le même. Le symbole, le langage et l'attitude du pouvoir ont déjà changé. Tout dans le style de M. Fabius, ou plutôt dans la façon dont il a choisi d'exercer sa fonction, l'oppose à M. Mauroy. Succédant à

celui qui incarnait successivement deux politiques contraires, M. Fabius a promis de parler vrai. Le retrait du texte Savary sur l'école, le report de la discussion de la loi sur la presse, ont rendu crédible cette promesse d'un nouveau langage, reflet d'une nouvelle attitude.

Il fallait d'abord débayer le terrain et faire oublier le sectarisme et les attitudes supposées aux libéraux : la proposition présidentielle de référendum, quel que soit son sort, est conçue dans ce but. Mieux : si le référendum n'a pas lieu, la gauche (ou plutôt désormais le pouvoir, puisque le PC n'est plus de la partie) peut même tenter de retourner contre l'opposition l'accusation de sectarisme ou, au moins, de mauvaise volonté libérale.

Pour mieux convaincre que la bonne volonté est désormais au pouvoir, M. Fabius lance un mot d'ordre : « moderniser et rassembler » — analogue à celui de M. Chaban-

Delmas en 1969, et qui pourrait être celui de n'importe quel premier ministre, pourvu qu'il soit, au choix, social-démocrate ou libéral. A M. Fabius, donc, ce beau rôle. A M. Jospin le soin de déployer l'étendard socialiste et de mener la bataille politique contre l'opposition. Fabius — Jospin, c'est le tandem du président pour 1986.

Une image qui se renouvelle, un terrain — celui des libéraux — désormais déminé, un meilleur partage des rôles entre gouvernement et parti (ce qui implique que le PS n'ait plus d'états d'âme, d'où le renouveau de M. Chevènement), une opposition sur la défensive : le bilan de ce juillet du président paraît impressionnant. Il a pourtant ses limites.

Au premier rang de celles-ci se trouve la pauvreté d'un renouvellement, trop exclusivement limité à la personne du premier ministre.

(Lire la suite page 6 ainsi que l'article de MAURICE DUVERGER « Le Vaudeville du Sénat ».)

Pretoria et l'« immoralité »

De notre correspondant

Johannesburg. — Les mariages inter-raciaux vont-ils être autorisés prochainement en Afrique du Sud ? La question est à l'ordre du jour. De fortes pressions sont en faveur de l'abolition de deux lois, qui interdisent de telles pratiques : la section 16 de l'Immorality Act et la prohibition des mariages mixtes. Une commission parlementaire de douze membres, mise sur pied pour examiner ce délicat problème, vient d'estimer que celles-ci ne pouvaient pas être amendées et qu'il fallait purement et simplement les supprimer. Il faut cependant compter aussi avec la farouche détermination des partisans du statu quo. Ces deux textes sévères auront très certainement la vie dure. Ils constituent en effet l'une des pierres d'angle du système ségrégationniste. A la fin des années 50, cette législation fut adoptée pour préserver l'identité africaine menacée d'être dénaturée par des amours auxiliaires ou entre jeunes gens de couleur de peau différente.

Dès 1902 pour la province du Cap et l'année suivante dans les trois autres, les relations sexuelles entre femmes blanches et hommes noirs étaient passibles de poursuites pénales. Puis en 1927, la loi Hertzog (Immorality Act) prohiba tout rapport sexuel hors mariage entre

Blancs et Noirs. Enfin, en 1949, la loi de prohibition sur les mariages mixtes compléta l'arsenal répressif. Sa clef de voûte fut placée, en 1950, par un amendement étendant aux Indiens et aux métis les dispositions de 1927. « Dieu nous a créés différemment, c'est pour l'honneur de Dieu que nous devons préserver cette différence », déclarait à l'époque Koot Vorster de l'Eglise réformée hollandaise, la NGK, la plus importante des Eglises réformées blanches. Depuis cette date, près de 20000 Sud-Africains ont été poursuivis. Une honte que beaucoup d'entre eux n'ont pu supporter : cette mise au ban de la société a entraîné de nombreux suicides ou des talls.

Entre 1974 et 1982, mille cinq cent trente-six personnes ont été convaincues d'infraction à ces deux textes. Pour la seule année 1983, le chiffre s'élève à cent cinquante-deux. Actuellement, les sanctions sont la plupart du temps assorties du sursis, mais des peines fermes sont aussi prononcées. Il est cependant de plus en plus manifeste que la police, qui autrefois venait épier derrière les

persiennes ou renifler les draps, fait maintenant la sourde oreille quand quelqu'un vient lui faire part de ses soupçons sur des agissements « immoraux et illégaux » qui se dérouleraient chez son voisin.

Comme le fait remarquer le quotidien libéral Le Star : « Pendant deux cent quatre-vingt-dix-huit ans de l'histoire de notre pays, Blancs et Noirs ont dormi ensemble et fondé ainsi la solide dynastie afrikaner ». L'arrivée au pouvoir, en 1948, du Parti nationaliste, qui dirige toujours la nation sud-africaine, a mis un terme à ce « dévoiement de la chair ». Il n'empêche : depuis quelques années, le droit naturel d'aimer un être d'une race différente tend à reprendre le dessus. Les mariages mixtes existent, même s'ils sont nuls et non avenue. L'officiant risque d'ailleurs une amende de 700 F. Certains couples se convertissent à l'islam pour pouvoir convoler en justes noces. Bien que la police ferme souvent les yeux, tout particulièrement dans les grandes villes et notamment à Durban où la communauté indienne est importante, les couples illégaux ou non ne peuvent théoriquement vivre ensemble.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 4.)

M. Chevènement à l'éducation nationale : l'homme et ses idées les dossiers qui l'attendent

LIRE PAGE 8 LES ARTICLES DE CATHERINE ARDITI et JEAN-MARC THÉOLLEYRE

La situation démographique de la France : la mortalité a augmenté en 1983

LIRE PAGE 21 L'ARTICLE DE MICHEL NORLECOURT

Dans « le Monde de l'économie » L'offensive en Europe de la société American Telephone and Telegraph : un article d'ERIC LE BOUCHER

L'avenir de l'agriculture et de la société rurale : un entretien avec M. Henri Mendras (PAGES 15 ET 16)

Des jeunes nous écrivent...

« Engagez-vous », qu'ils disaient

Les partis veulent recruter parmi les jeunes : mais ces jeunes militants, que vont-ils devenir au sein de ces appareils politiques ? Le schéma le plus classique consiste à les inciter à se cantonner à des mouvements de jeunesse, c'est-à-dire à une vie normale du parti auquel ils ont adhéré. Que les mouvements de jeunesse soient RPR, giscardien, socialiste ou communiste, ils n'en demeurent pas moins des mouvements de jeunesse. Que penser d'un mouvement de jeunes socialistes ou de vieux giscardiens, mouvements que l'on nous conseillait de rejoindre à partir d'un certain âge ?

Mais si, malgré ces multiples offres alléchantes, le jeune militant décide de prendre part de façon effective à la vie de son parti, comment alors pour lui un long parcours semé d'embûches. Il est et reste un jeune, un jeune qui peut souvent se voir affecté à des problèmes liés à son âge (et encore !) et non aux grands thèmes qui peuvent pourtant avoir motivé son engagement. On peut, dès dix-huit ans, voter en fonction d'orientations géo-

rales, mais point n'est possible de s'en occuper réellement dans le cadre d'un parti. Quand on a dix-huit ou vingt ans, on peut mourir à Beyrouth, mais surtout pas siéger à une commission de défense nationale dans un parti politique. Quant à accéder à un poste de responsabilité (fût-ce un poste local), que de difficultés !

Alors messieurs les politiciens, si vous voulez réellement que les jeunes viennent et restent dans vos formations, permettez-leur l'accès à toutes les fonctions qui jusqu'alors leur étaient quasiment inaccessibles. Si les jeunes ont un avenir, peut-être ont-ils des idées sur cet avenir et peut-être souhaitent-ils le préparer avec vous.

Même si on a souvent associé la jeunesse aux sports (voir les minières n'ont pas que des jambes pour courir, ils ont aussi une tête pour réfléchir).

CHRISTOPHE CEVASCO,
étudiant en sciences politiques,
membre du Parti socialiste
des Bouches-du-Rhône.
STÉPHEN GAUTIER,
étudiant en sciences politiques,
membre du Parti républicain
du Var.

Je vois dans mes songes...

Dieu que l'on m'a peu donné les moyens, dans ma jeunesse, de vivre une fraternité dont on ne m'avait rien appris ! Aussi, depuis quelque temps, me suis-je mis à rêver les enfants à venir de l'Europe. Je rêve de colloques, de congrès multipliés au cours desquels on se mettrait d'accord, en premier lieu, sur les bases d'enseignements communs délivrés aux plus jeunes des Européens. Par exemple, on instituerait dans chaque pays un apprentissage de plusieurs langues dès les premières années de la scolarité.

Il y a quatre cent trente-cinq ans, du Bellay, défendait et illustrait la langue française, se demandant pourquoi les hommes de son temps étaient plus « brévaillés » (1) que leurs aînés et répondait : parce qu'ils passaient leur vie à étudier le grec et le latin et n'ont ainsi plus le temps de consacrer à la pensée créatrice.

Aujourd'hui, pourtant, une défense et illustration de la culture européenne doit affirmer qu'il faut profiter de la grande capacité des enfants à la formation linguistique pour permettre un enseignement précoce et véritable de cette culture. Ainsi, dans mes songes, je vois des lycéens qui, déjà maîtres de plusieurs langues (2), suivent au lycée (où — pourquoi pas ? — ils peuvent encore s'initier à de nouvelles) des cours non plus de *de-din-din* ni de *to know-knew-known* (choses avec lesquelles ils jonglent), mais de littérature et de civilisation alle-

mandes, anglaises, etc., ainsi que des cours d'histoire et de géographie européennes.

Je vois encore, dès un âge propice, des enfants, des échanges d'élèves entre pays. Que la faculté d'envoyer son enfant six mois, un an ou plus dans une autre culture ne soit plus le privilège de quelques-uns !

Que les infrastructures soient créées qui permettraient cette mobilité devienne monnaie courante, élément même du mode de vie ! De cet échange, je rêve aussi le développement au niveau universitaire. Il faut dire et répéter qu'il est possible, si tous les pays concernés veulent bien s'en donner les moyens, de rendre chaque Européen à sa culture tout en préservant son identité particulière, nationale. L'Europe culturelle (peut-être bien conditionnée sine qua non d'une Europe économique) est sans doute une des plus grandes idées de ce temps. Que tout ce qui pense en cet endroit de la planète ne l'abandonne plus jamais ! Comme j'aurais aimé pour ma part être plus qu'un écolier, qu'un lycéen puis qu'un étudiant français... et français seulement. Je n'aurais aujourd'hui pas tant à essayer de rattraper.

LAURENT LEFELS,
étudiant (Vincennes).

(1) *Brévaillé* : stérile.
(2) Rolf Liebermann, dans le *Monde* d'aujourd'hui daté 25-26 mars 1984, rappelle l'exemple de la Suisse, où chacun est trilingue.

Donner l'envie de découvrir

Mon bachelier n'est pas loin : il y a trois ans, j'étais en terminale. J'ai gardé un excellent souvenir de cette classe car j'y ai acquis une des richesses les plus précieuses, la curiosité intellectuelle. Celle-ci fait, hélas ! défaut à tant de personnes, jeunes et moins jeunes... Comment inciter un « savoir », quel qu'il soit, à des gens qui ne veulent pas apprendre ? Comment apporter des réponses à ceux qui ne se posent pas de questions ?

A quoi bon créer des bibliothèques et des salles de documentation au sein des lycées s'il n'y a pas de lecteurs, sauf au rayon des BD ?

Il faut donner aux jeunes l'envie de découvrir. La responsabilité n'en incombe que partiellement au professeur, car tout se joue dans un cadre plus large : la famille, l'environnement. C'est en suivant le modèle de comportement de ses parents, de

ses proches, que l'enfant, voire l'adolescent, adoptera une attitude « volontaire » vis-à-vis de la culture.

Cette conception est sans doute élitiste. J'irai pourtant plus loin : c'est avouer l'échec de la démocratisation de l'enseignement.

Nous sommes confrontés à un problème scolaire dont l'origine dérive directement d'un problème de société. A l'époque où la culture se met à la disposition de tous sans exception, rares sont ceux qui la découvrent. Elle est encore l'appanage des privilégiés pour lesquels le savoir fait partie du patrimoine familial.

Alors, à quoi bon s'étonner de la médiocrité et de l'apathie des jeunes générations si leurs aînés se complaisent dans l'inculture ?

SOPHIE LE FLAMANC
(Villeneuve-d'Ascq).

De temps à autre, le *Monde* rassemble des lettres de jeunes pour les publier dans la rubrique qu'il a ouverte plus largement, voici un an, à ses lecteurs.

Cette mise en commun n'a évidemment pas pour but de « parquer » nos correspondants lycéens, étudiants ou à peine sortis de l'adolescence comme venant d'une autre planète.

« On meurt tous les jours d'avortement légal »

« On meurt encore en France d'avortement clandestin ». C'était le titre d'un court article paru dans le *Monde* du 11 mai 1984. « On meurt tous les jours de l'absence d'avortement légal », c'est le titre que nous aimerions, quant à nous, donner à cette lettre. Nous avons vingt ans, nous sommes étudiants, nous ne sommes ni les derniers des réactionnaires ni l'avant-garde de l'obscurantisme ; simplement, nous ne comprenons pas et nous n'admettons pas.

La loi reconnaît à l'enfant conçu, avant sa naissance, le droit à l'héritage, et l'article 311 du code civil organise une protection spéciale de l'enfant à naître. De manière beaucoup plus générale, le comité national d'éthique mis en place par le Président de la République affirme dans un document récent (cf. *Le Monde*, 24 mai 1984) : « L'embryon ou le fœtus doit être reconnu comme une personne humaine qui est ou a été vivante et dont le respect s'impose à tous... » Cent quatre-vingt-dix mille avortements légaux en 1983, c'est le respect qu'accorde notre société à ces « personnes humaines » en subventionnant généreusement ce que le biologiste agnostique Jean Rostand qualifiait un peu malicieusement de « petit crime » (« L'avortement est un petit crime, mais c'est un crime », avait-il dit). Les myopes, les malentendants et beaucoup d'autres seraient heureux de profiter de telles largesses...

Avons-nous le droit de faire l'économie d'une réflexion approfondie sur la nature de l'embryon et de ne pas en tirer les conséquences ? Quelle est la logique d'une législation qui qualifie de « délit » un acte abortif pratiqué plus de dix semaines après la conception ? Mais, personne humaine au-delà... Pas un biologiste sérieux ne souscrit à l'absurdité des considérations, ou alors les conclusions de la science varient suivant les latitudes : les délais sont de vingt-deux semaines en R.F.A., vingt-quatre dans la plupart des Etats aux Etats-Unis, vingt-huit en Grande-Bretagne.

Aussi nous ne comprenons pas que l'incertitude puisse tenir lieu de norme. Et nous ne l'admettons pas parce que nous voyons trop bien que cette incertitude est en quelque sorte un hommage que la société de la matière rend à celle de l'esprit. Entendons-nous bien : il n'est pas dans notre intention de jeter la pierre à ceux et à celles qui sont trop souvent abusés par l'esprit du temps. Tout juste espérons-nous apporter notre pierre à un débat dont on ne pourra se dispenser durablement.

MARIE COLIN,
lettres classiques, Sorbonne
(Paris-IV).
DAVID GASCHIGNARD,
Institut d'études politiques, Paris.
BEATRICE LE BESCHU,
école normale d'instituteurs.

C'est pour ça que je suis de gauche

Parce que ce sont les ouvriers, les misérables, les opprimés, les bourgeois délaissés qui ont fait la Révolution de 1789 et toute son œuvre.

Parce que des enfants travaillaient dans les mines.

Parce que des paysans travaillaient comme des bêtes sur des terres qu'ils ne possédaient pas.

Parce que des dizaines de milliers de communards étaient fusillés par les Versaillais pendant que les Prussiens occupaient le pays.

Parce que des hommes ont refusé de se battre en 1917 et qu'ils ont été fusillés.

Parce que c'est le Front populaire qui a fait les congés payés, la semaine de 40 heures et que pour la première fois une femme était ministre.

Parce que ce sont surtout des communistes, des socialistes, des chrétiens qui ont résisté contre les Allemands entre 1939 et 1945, pendant qu'une bonne partie des classes possédantes une fois de plus collaborait ou trahissait.

Parce que mai 1968 a fait évoluer les mœurs et fait prendre conscience à la jeunesse.

Parce que, depuis mai 1981, certaines choses changent et qu'un nou-

vel humanisme paraît dans la manière de traiter les choses.

C'est pour ça, entre autres, que je suis toujours de gauche. A gauche toute !

FRANÇOIS FREMONT,
vingt-sept ans (Beauvais).

Travailler au consensus

Nous n'en sommes pas à la perte de la République, mais une telle situation est possible ; les jeunes attendent autre chose de leurs aînés actuellement au pouvoir ou dans l'opposition. Soit nous réveillons les barreaux du passé, dont la France n'a pas été exempte, et la vie politique peut disparaître ; soit se réalise un consensus minimal sur les règles du jeu, un consensus moral qui est de la responsabilité de tous. Là est la condition, me semble-t-il, de l'émergence d'une nouvelle catégorie d'hommes politiques, auxquels il appartient de répondre aux questions que pose ce que se pose la société française. Il y a là une question de responsabilité, mais aussi de liberté.

BENOIT VACHON,
étudiant en sciences
politiques (Paris).

Simplement, il nous apparaît qu'il est important de saisir mieux, aujourd'hui, les réactions de ceux qui auront de pleines responsabilités vers l'an 2000.

Si l'on en juge, en tout cas, par la plupart des extraits que nous publions ci-dessous, le rejet du « politique », analysé par nombre de sociologues, est un courant qui n'emporte pas toute la jeunesse.

Les fausses priorités

M. Mitterrand, l'aimerais vous dire ceci. Au lieu de définitivement vous radicaliser à propos d'un débat sur l'école digne du Moyen Âge (vous osez parler, après cela, de rassembler les Français ?), au lieu de gaspiller des millions aux quatre coins du monde dans vos voyages dont les Français n'ont que faire (le climat national est-il malsain ?), au lieu de brader les industries nouvelles comme une potion magique qui résoudra tous nos problèmes, au lieu, enfin, d'étrangler financièrement les entreprises pour après leur reprocher de ne pas gagner d'argent (voyez le temps et l'argent nécessaires pour en créer une !), au lieu de tout cela, donnez de l'argent à la recherche, à l'université, à l'enseignement, c'est-à-dire à l'avenir ! Ni le charbon, ni l'acier, ni la construction navale, à moins d'être ultra-modernisée (ce qui implique ce que l'on sait et le courage de le faire), ne sont l'avenir, qu'on le vende ou non !

Tant que notre pays se saignera à insérer comme priorité nationale la construction d'autoroutes ou de stations de ski, à financer des casinos boiteux sans avenir, sans se rendre compte que tout cela n'est qu'impuissance et éternelle fuite en avant pendant que le reste souffoque, alors nous continuerons de glisser vers le sous-développement.

Ne serait-il pas enfin temps de préférer à une politique de court terme une politique de long terme ? La première, pratiquée depuis plus de cinquante ans, n'ayant pour but que d'éviter le pire par tous les moyens en englobant des milliards pour maintenir des équilibres instables. La seconde préférant parier sur l'avenir en regardant plus loin que les élections suivantes : bien évidemment, elle suppose d'avoir du courage et du temps.

Vous avez les deux, monsieur le Président.

Si pour une fois on mettait de côté les idéologies destructrices, les passions éphémères, les satisfactions faciles et les revendications mesquines pour enfin essayer de s'en sortir ?

L'histoire, pour vous si importante, ne s'attache pas aux chefs d'Etat démagogiques, mais bien plus à ceux qui ont réalisé (ou même seulement tenté) quelque chose de grand, en sacrifiant parfois leur carrière.

Là est la morale.

PHILIPPE S.,
étudiant, dix-neuf ans
(Caen).

Richesse du pluralisme

Puisque m'a été donnée l'opportunité de vivre, je désire vivre la vie sans être importuné par la bêtise qu'est le racisme. L'affirmation, mesdames et messieurs les racistes, que la richesse de l'homme réside dans la rencontre et la connaissance de l'autre et que les rendez-vous que chaque fois vous ratez ne contribuent qu'à capitaliser votre appauvrissement.

YAMINA KROURI,
lycéenne (Montpellier).

Une Europe unie pour un monde sans peur

Cette nuit, j'ai rêvé qu'un grand oiseau bleu me prenait sur son dos pour faire un beau voyage il m'a emporté très loin, vers les nuages... Et de là-haut, je n'en croyais pas mes yeux : j'ai vu une Europe unie, j'ai vu un monde sans peur.

J'ai vu des enfants de tous les pays qui se donnaient la main comme des amis. Ces enfants chantaient une jolie mélodie ils n'avaient qu'une voix et qu'un seul cœur, ils chantaient pour une Europe unie, ils chantaient pour un monde sans peur.

Je n'ai vu nulle trace de guerre : l'Europe n'avait pas de frontières. Et dans un grand feu, brûlaient tous les canons et les fusils. Ils brûlaient pour une Europe unie, ils brûlaient pour un monde sans peur.

Lorsque je me suis réveillé, l'oiseau n'était plus là... Alors, quand je suis arrivé à l'école, j'ai serré la main de mes amis. Et je me suis réconcilié avec mes ennemis. Pour le premier pas d'une Europe unie, Pour le premier pas d'un monde sans peur.

JEROME HENRION,
dix ans
élève de l'Ecole européenne
(Bruxelles).

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 658572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	ABONNEMENTS			
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dir. ; Tunisie, 280 fr. ; Allemagne, 28 M. ; Belgique, 120 F. ; Côte-d'Ivoire, 300 F. CFA ; Danemark, 750 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Gr.-B., 50 p. ; Grèce, 85 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Inde, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 1 000 L. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 800 kr. ; Pays-Bas, 175 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Singapour, 300 F. CFA ; Suède, 775 kr. ; Suisse, 150 L. ; Thaïlande, 110 baht.				
Édité par la S.A.R.L. le Monde				
Gérant : André Laurens, directeur de la publication				
Anciens directeurs : Hubert Bonneau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)				
Imprimeur : S.A. des Imprimeries de France, 100 rue de Valenciennes, 75013 Paris				
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration				
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037				

Le Monde
ABONNEMENTS VACANCES

	FRANCE	ETRANGER (Voie normale)
15 jours	65 F	119 F
3 semaines	95 F	173 F
1 mois	120 F	227 F
1 mois 1/2	175 F	335 F
2 mois	230 F	444 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23 poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement le *Monde* à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE - Service des Abonnements
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au *Monde* du au
Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Ci-joint mon versement F

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

« Pacification » à Beyrouth

(Suite de la première page.)

Au cours de sa tournée imprévue de dimanche, des deux côtés de la ligne de démarcation, le président Amine Gemayel n'a cessé de répéter ce leitmotiv en se mêlant à la population des zones limitrophes, qui lui a réservé bon accueil, notamment au secteur musulman. Durant trois heures, il a parcouru la « zone tampon » où s'activent les démineurs de l'armée et les ouvriers du milliardaire libano-saoudien, M. Rafic Hariri, pour débarrasser le centre ville et ses prolongements des séquelles de la guerre. A défaut de lui redonner vie — cela demanderait des années et 20 milliards de francs —, on entend bien du moins le réinsérer dans les échanges et activités de la

ville. En particulier, les deux voies de passage dites du Ring et de So-deep devraient être ouvertes mercredi, ce qui, dans le langage codé propre à Beyrouth, signifie : phase de grande détente.

Un incident « mineur »

Tous les habitants de Beyrouth en sont satisfaits, même s'ils ne sont pas sûrs — comme ils l'étaient à l'automne 1982 avant que les événements ne les démontrent lourdement — que la guerre est derrière eux, ne serait-ce qu'à l'échelle de leur vie. Ils se donnent pour l'instant deux échéances : sûrement plus de guerre avant la fin de l'été, probablement pas avant la fin de l'année. Après ça, on verra...

Dimanche un incident — « mineur » selon les normes libanaises puisqu'il n'a duré que deux heures, n'a mis en jeu que des mitrailleuses et des roquettes, et n'a fait que deux morts et neuf blessés — a démontré à l'évidence que la paix instaurée à Beyrouth n'est pas le résultat de l'acte d'autorité d'un gouvernement ayant restauré son pouvoir, et qu'en fait de sécurité son compte le bon vouloir des milices. Car, comme le note la presse, l'armée, à qui les milices sont censées avoir cédé le pas, n'est intervenue qu'après une bonne heure de violents combats et, plus grave encore, après avoir obtenu l'accord des belligérants, « démontrant », selon le quotidien *Le Jour*, la vulnérabilité du plan de sécurité, qui ne tient que par le bon plaisir de ceux qui pourraient, s'ils le voulaient — nul n'est dupe de la comédie du « remisage » des armes lourdes — renvoyer dans-dans toute la population beyrouthine dans ses abris.

Quant à la visite de M. Rachid Karameh en Arabie saoudite, elle s'est soldée, contrairement à l'impression de succès émanant des déclarations publiques, par une double fin de non-recevoir : non à la réouverture de l'ambassade saoudienne ou même d'une antenne consulaire, en raison de l'insécurité à Beyrouth-ouest ; non au déblocage des fonds ou à l'octroi de nouvelles aides en attendant la confirmation du retour de la paix et de la stabilité au Liban.

Echaudés, les Saoudiens ne font pas assez confiance aux Libanais pour leur accorder l'argent qu'ils réclament de la crise au Proche-Orient, et ils se sont dérobés dans quelque nouveau retour de feu de la crise libanaise. « Donnez-nous la sécurité et nous sommes disposés à dépasser nos engagements antérieurs », aurait déclaré le roi Fahd à M. Karameh. Le solide impayé des engagements saoudiens pris au sommet arabe de Tunis de 1979 est de 451 millions de dollars, sur un total de 6 milliards de dollars : le Liban n'en a d'ailleurs reçu en tout et pour tout que près de 1 milliard. Les autres bailleurs de fonds défilants sont les différents pays pétroliers du Golfe.

LUCIEN GEORGE.

Le « Plan Brejnev » L'URSS PRÉCISE SA PROPOSITION DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT

L'URSS a rejeté solennellement, dimanche 29 juillet, sa proposition de tenir une conférence internationale sur le Proche-Orient, en en précisant pour la première fois les modalités.

Par le biais d'un document diffusé par l'agence Tass, Moscou rappelle son « plan » en six points pour un règlement de la crise au Proche-Orient formulé par Leonid Brejnev en septembre 1982. Ce projet préconise notamment, outre la reconnaissance explicite du droit d'Israël à l'existence et la création d'un Etat palestinien, la restitution aux Arabes de la partie orientale de Jérusalem et l'obligation d'associer l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à un règlement global au Proche-Orient.

Le Kremlin renouvelle également son projet de conférence sur le Proche-Orient sous l'égide des Nations unies, qui avait été présenté pour la première fois par Leonid Brejnev en mai 1981.

Sans avancer de date pour une telle conférence, l'Union soviétique estime qu'elle pourrait s'engager au niveau des ministres des affaires étrangères des pays participants et se poursuivre à celui de « représentants spéciaux ». Les ministres pourraient, en cas de nécessité, prendre part périodiquement aux travaux de la conférence, ajoute le document.

Une telle conférence devra, selon Moscou, réunir les participants suivants :

- 1) Israël et tous les pays arabes ayant une frontière commune avec lui (Syrie, Jordanie, Egypte, Liban).
- 2) L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en tant qu'unique représentant de la légitimité du peuple palestinien. L'OLP devra avoir un statut de membre à part entière.
- 3) L'URSS et les Etats-Unis, en tant qu'Etats jouant un rôle important dans les affaires du Proche-Orient.
- 4) La conférence pourra, en cas de consentement général, réunir d'autres Etats du Proche-Orient ou de régions adjacentes « capables d'apporter une contribution positive au règlement du problème du Proche-Orient ».

Sans tarder, Israël a rejeté dimanche « totalement » la proposition soviétique en affirmant par la bouche de M. Uri Pazmer, porte-parole de la présidence du conseil, que « seules des négociations entre Israël et les pays arabes peuvent améliorer la situation dans la région ». — (AFP.)

L'union nationale en Israël ne pourrait se faire qu'au détriment du peuple palestinien

nous déclare M. Boutros-Ghali
ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères

De passage à Paris, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, nous a fait part de sa « vive déception » sur les résultats des élections israéliennes. « Nous aurions souhaité, dit-il, une Knesset qui eût rendu possible un gouvernement fort avec lequel nous aurions pu discuter. C'est loin d'être le cas. Nous n'avons pas de préférence particulière : les travaillistes proposent d'engager un nouveau dialogue avec des idées nouvelles. Mais il ne faut pas oublier que c'est avec le Likoud que nous avons signé le traité de paix. Maintenant, nous n'aurons tout au plus qu'une union nationale fragile dont l'objectif essentiel sera de régler les problèmes économiques d'Israël. Cela ne pourra se faire qu'au détriment du peuple palestinien, puisque les deux principaux interlocuteurs vont continuer leur politique de colonisation. »

En conséquence, le ministre égyptien estime qu'il existe peu de chances que les relations entre l'Egypte et Israël, gelées depuis mars 1979, puissent s'améliorer.

attitude aujourd'hui. Il y a là un phénomène d'érosion qui est très grave... L'immobilisme est tragique pour les Palestiniens dont la situation se détériore de plus en plus. »

M. Boutros-Ghali souhaite dissiper toute équivoque au sujet de l'attitude égyptienne à l'égard des « droits nationaux » du peuple palestinien. « Notre position, souligne-t-il, est très claire : nous sommes en faveur du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris le droit de créer son propre Etat. Il ne nous empêche pas cependant que les Palestiniens devraient former actuellement un gouvernement en exil. » Nous avons longtemps préconisé une telle solution, car cela aurait pu avoir un impact sur l'opinion publique internationale. Maintenant, je pense que ce qui est important, c'est que les Palestiniens règlent leurs contradictions et leurs divergences. »

« On parle souvent d'une « option égyptienne ». En fait, nous sommes

pour toute initiative susceptible de relancer le problème palestinien et éviter que dans quelques mois ou années, nous nous trouvions devant un fait nouveau : l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza. Le jour où il n'y aura plus de territoires à rendre aux Palestiniens, il ne sera plus possible de faire la paix. Donc, « l'option égyptienne » vise à sauvegarder la spécificité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, alors que la politique israélienne consiste à détruire cette spécificité. Tant qu'il y aura un million et demi de Palestiniens qui maintiendront leurs institutions dans les territoires occupés, on pourra négocier et trouver une solution. Mais le jour où les Palestiniens perdront leur spécificité et se transformeront en « lumpen-proletariat », ce sera comme si nous avions perdu ces territoires. »

Propos recueillis par
JEAN GUEYRAS.

LE VOTE ARABE EN ISRAEL

Plus de la moitié des électeurs souhaitent la création d'un Etat palestinien

De notre correspondant

Jérusalem. — L'une des plus intéressantes leçons des élections législatives du 23 juillet concerne le vote des minorités non juives. Celui-ci exprime en effet une montée sensible du nationalisme parmi la communauté arabe d'Israël.

17 % des citoyens israéliens — soit environ un sur six — ne sont pas juifs. Parmi ces 710 000 Arabes, plus des trois quarts sont musulmans, 14 % chrétiens et 9 % druzes. Si tous les électeurs arabes voulaient pour une même liste, ils pourraient envoyer douze des leurs au Parlement (sur un total de cent vingt députés). Ce n'est bien sûr qu'une hypothèse d'école car le vote arabe est presque aussi « éclaté » que le vote juif. Les gouvernements israéliens successifs ont eu du mal à réunir tous les votes pour empêcher la création d'une liste arabe unique dont pourrait dépendre le sort des coalitions au pouvoir.

Sept Arabes dont deux druzes siègent donc à la Knesset : deux membres — sur quatre élus — du Front Hadash dominé par le Parti communiste Rakah, deux militants du Front travailliste, un représentant — sur deux élus — de la Liste progressiste pour la paix. Les deux druzes appartiennent l'un au Likoud, l'autre au petit parti de centre gauche Shinui, allié des travaillistes.

Pour la première fois, plus d'un électeur arabe sur deux (52 %) a soutenu des listes favorables sans le moindre équivoque à l'avènement d'un Etat palestinien au côté de l'Etat hébreu. Les communistes ont en effet recueilli 34 % des suffrages contre 18 % à la liste progressiste pour la paix dirigée par un avocat de Haïfa, M. Mohamed Miani. Cette dernière liste — judéo-arabe — a réalisé une remarquable percée (Le Monde

déjà du 8/9 juillet). Le général de réserve Mati Peled a été élu en compagnie de M. Miani.

Une forte participation

L'existence de la Liste progressiste pour la paix explique sans doute la forte participation au scrutin — 76 % — de la minorité arabe. Cette poussée de civisme traduit un vif sursaut d'intérêt de la part d'une communauté qui, au fil des consultations, boudait de plus en plus les urnes en obéissant pour une part aux consignes de boycottage émises par certains mouvements extrémistes. La participation électorale était ainsi tombée de 92 % en 1955 à 68 % lors du dernier scrutin.

Globalement, la liste communiste — mixte elle aussi mais dirigée par un juif, M. Meir Wilner, depuis 1956, mais a maintenu ses positions. Elle préserve son score en Galilée, l'améliore légèrement à Nazareth et perd du terrain à Haïfa, bastion de M. Miani.

Mais la Liste progressiste pour la paix a surtout « mordu » sur l'électorat travailliste, notamment dans le nord du pays. Le parti de M. Péris venait en tête, en 1981, parmi la communauté arabe avec 41 % des voix, devançant même assez nettement le Hadash. Cette année, il n'en recueille que 23 % et n'a pas progressé en termes absolus.

Plusieurs milliers de voix qui ont manqué aux travaillistes sont allées au parti Yahad de M. Ezer Weizman. L'ancien ministre de la Défense a mené une campagne très active parmi les Arabes, recueillant 6 % de leurs voix. En milieu arabe, les travaillistes ont en fin de compte cédé du terrain à la fois sur leur gauche et sur leur droite.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

AMÉRIQUES

Chili

L'opposition prépare de nouvelles manifestations contre le régime

Correspondance

Santiago. — Les 4 et 5 septembre, nous avons un rendez-vous d'honneur avec la nation. Le pays se prépare pour une manifestation pacifique. A l'occasion de cette grande mobilisation, je demanderai personnellement à tous les dirigeants d'être à leur poste. Le président du Parti démocrate-chrétien, M. Gabriel Valdés, a profité, le dimanche 29 juillet, du vingt-septième anniversaire de la principale formation politique du Chili pour annoncer la relance de l'offensive contre le régime du général Pinochet. Les responsabilités sont, cette fois, clairement définies : ce sera aux partis politiques de prendre la tête du mouvement. Trop souvent, dans le passé, ils s'étaient contentés d'« accompagner » les actions déclenchées par les syndicats. En outre, M. Gabriel Valdés a invité les Chiliens à répondre le 9 août à l'appel pour la vie — lancé par l'Eglise catholique.

Depuis le semi-échec de la journée de protestation du 11 mai, l'opposition semble paralysée. Aucune manifestation massive n'a mis le gouvernement en difficulté. La grève générale prévue en avril, puis reportée à la fin de juillet, a dû être à nouveau ajournée. Le président du PDC a admis que beaucoup de Chiliens se sentaient découragés « face à la division et à la faiblesse de l'opposition ». Il estime cependant que le gouvernement aurait tort de croire victoire. « Il n'a d'autre objectif que d'administrer le désastre », dit-il. Selon lui, les diverses tentatives du ministre de l'Intérieur, M. Onofre Jarpa, pour assurer au ré-

gime une base politique ont échoué. « Dénué de tout projet politique, économique et social, le gouvernement voudrait nous faire croire que le seul problème grave, au Chili, est le Parti communiste. »

La réalité est tout autre. L'extension de la misère et l'absence d'espoir, tel est le résultat de ces onze années inutiles et tragiques de notre histoire. Plus grave encore : « Le Chili est en pleine décomposition nationale. Comment le Parti démocrate-chrétien entend-il tirer le pays de la décadence ? M. Gabriel Valdés rejette l'utilisation de la violence, « seul le peuple organisé permettra l'établissement d'un nouvel ordre », dit-il. Dans ce but, il veut renforcer l'alliance démocratique (1), et mieux coordonner son action avec ses bases d'appui.

Dans son discours de dimanche, M. Gabriel Valdés n'a exigé ni le départ du général Pinochet ni le rétablissement de la démocratie « ahora » (tout de suite). Le contraste était évident entre les cris de « Pinochet, CNI, assassins du pays ! » et « Il va tomber, il va tomber ! », lancés par les quelque 5 000 militants réunis, et le discours modéré du principal leader de l'opposition.

JACQUES DESPRÉS.

(1) L'alliance démocratique regroupe le Parti démocrate-chrétien, la droite républicaine, le Parti social-démocrate, le parti radical et le plupart des fractions du Parti socialiste.

Brsil

Deux tribus d'Amazonie mettent en cause Elf-Aquitaine

De notre correspondant

Berne. — Premier Indien élu en 1982 au Congrès de Brasília, M. Mario Jurana, cacique de la tribu des Xavante, du Mato Grosso, est venu apporter son témoignage à la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, qui reprend ses travaux ce lundi 30 juillet, à Genève. Mais il espère aussi et surtout, nous a-t-il expliqué, mettre à profit son voyage en Europe pour rencontrer le président Mitterrand et lui exposer la situation actuelle des Indiens d'Amazonie.

« Ce qui me préoccupe en ce moment, dit-il, c'est le différend entre mes frères Sateré-Maué et Mundurucu et la société française Elf-Aquitaine dans la région de Manaus. Je suis sûr que le président Mitterrand nous comprendra et nous aidera à résoudre ce problème. Je compte lui dire que la terre d'Amazonie est terre des Indiens, qui ne font de mal à personne. Il faut qu'il retire cette entreprise de chez nous, car elle n'a rien à y faire et n'a pas à envahir nos territoires ni à porter préjudice aux Mundurucu et aux Sateré-Maué, qui y vivent depuis des temps immémoriaux. »

Depuis 1981, Elf-Aquitaine faisait de la prospection pétrolière en Amazonie en vertu d'un contrat de risque passé avec la compagnie nationale brésilienne Petrobras. Les forages n'ayant pas donné les résultats escomptés, les recherches ont été suspendues. Jusqu'ici, Elf-Aquitaine a versé quelque 6 000 dollars d'indemnités, alors que les deux tribus, fortes d'environ 7 000 Indiens, lui réclament

encore près de 300 000 dollars de dédommagement. Se faisant, leur porte-parole, M. Jurana, n'est pas tendre pour l'entreprise française : « Non seulement Elf-Aquitaine a envahi le territoire indigène, en recherchant du pétrole, mais elle a provoqué des dommages incalculables aux Mundurucu et aux Sateré-Maué en détruisant la forêt, en tuant le gibier et en laissant sur tout le territoire, entre le fleuve Madeira et Tapajós, des bâtons de dynamite non explosés, ce qui met en danger la vie des Indiens. Quatre Sateré-Maué ont été tués par des explosions et à la suite de plaintes, 197 bâtons de dynamite ont été retirés de la région. »

Le cacique Xavante accuse encore Elf-Aquitaine « de faul sa responsabilité criminelle sous prétexte d'avoir déjà indemnisé les Indiens, ce qui n'est pas vrai puisqu'ils continuent de réclamer et de rendre l'entreprise responsable aussi bien de la mort de leurs frères, que des risques qu'ils encouraient encore sur leur territoire envahi par les explosifs enterrés. »

J.-C. B.

[La société ELF-Aquitaine précise par sa part qu'un accord a été conclu, la semaine passée au Brésil, entre les compagnies pétrolières (Petrobras, ELF et la Compagnie brésilienne de géophysique) et l'ensemble des représentants des Indiens, ainsi que la Fondation nationale de l'Indien, sur le montant des indemnités supplémentaires réclamées par les tribus (50 000 dollars environ), qui s'ajouteraient aux premières indemnités versées.]

ICD

Section : BTS Services Informatiques.

Constitué pour l'essentiel par les cours préparant à l'examen du BTS « Services Informatiques », le programme comporte en outre des aspects fondamentaux qui font son originalité :

- des stages pratiques en entreprise apportant une réelle expérience ;
- un entraînement avec support vidéo pour développer vos capacités de communication ;
- formation aux techniques de recherche d'emploi.

Ces acquis « font la différence » au moment crucial de l'embauche.

Le laboratoire informatique de l'ICD comporte des IBM PC, IBM XT, APPLE II, APPLE IIE et de nombreuses machines de traitement de texte.

L'ICD est proche des milieux professionnels et des entreprises.

L'admission, au niveau bac, comporte un examen écrit et une épreuve orale.

ICD/BTS Informatique 63, avenue de Villiers - 75017 Paris 766.84.22.

RENTREE 84

Pour mieux connaître les écoles, les métiers et les débouchés.

orientations

le guide ORIENTATIONS 84 : 300 pages de conseils 3000 adresses

Pour recevoir ORIENTATION SERVICE et le guide ORIENTATIONS 84 : 300 pages de conseils 3000 adresses

Nom

Adresse

A adresser à : ORIENTATIONS SERVICE/IDECOM - 57, avenue Montaigne, 75008 PARIS - accompagné d'un chèque de 70 F (54 F + frais de port).

EPITA

Après votre classe de terminale, vous suivrez un enseignement sur 2 ans préparant au BTS INFORMATIQUE tout en incluant des enseignements spécifiques (Dessin assisté sur ordinateur, base de données, télétraitement, conception micro, programmation avancée).

Ils facilitent l'accès tant au second cycle universitaire qu'aux qualifications évolutives dans l'industrie.

Nos meilleurs étudiants peuvent postuler pour la 3^e année d'approfondissement en alternance avec l'insertion professionnelle chez les constructeurs, ou les meilleurs prestataires de services, nos partenaires.

Votre esprit de responsabilité et de création sera valorisé par un stage étendu, et la réalisation de produits réels pour l'industrie avec l'appui des enseignants émanant d'universités Françaises et Américaines, des grandes écoles, de l'industrie et d'organismes de recherche.

44, rue Duhamel - 75018 Paris 587.39.50

DIPLOMATIE

La visite écourtée de l'« homme fort » birman imprévisible général Ne Win

Imprévisible général Ne Win ! La première visite en France de celui qui demeure l'« homme fort » de la Birmanie, bien qu'ayant quitté le pouvoir depuis 1980, n'a été en fait qu'un « coup d'essai ». Arrivé jeudi, il a quitté Paris samedi 28 juillet en fin de matinée pour « conversations personnelles », selon un communiqué du Quai d'Orsay. Si cette visite prévue pour une semaine avait lieu « à titre privé », il n'en reste pas moins que le général Ne Win devait être reçu le 1^{er} août par le président Mitterrand et qu'un déjeuner devait être offert, ce même jour, en son honneur par M. Claude Cheysson (le Monde du 28 juillet).

Au ministère des relations extérieures, le protocole s'interroge sur ce départ soudain alors que le général Ne Win avait fait savoir que la Birmanie tenait à resserrer ses liens avec Paris. Égards insuffisants ? Détail ayant pu choquer un hôte susceptible ? Autant de questions qui restent sans réponse. Le général Ne Win a annoncé brutalement vendredi en fin de matinée sa décision à sa suite, composée

d'une cinquantaine de personnes. On peut aisément imaginer l'agitation que cela a produit au sein de l'administration française. Il a été décidé qu'une deuxième visite aurait lieu « prochainement ».

Comme ses concitoyens, le général Ne Win est superstitieux et sensible aux oracles des astrologues. L'un d'eux était attaché à sa suite et aurait-il déconseillé la prolongation de son séjour ? Selon une rumeur courant dans les milieux diplomatiques, le général Ne Win avait annulé son voyage en Grande-Bretagne pour les obsèques, le 15 septembre 1979, de lord Mountbatten, assassiné par l'IRA. Un astrologue avait prédit... que son avion s'écraserait. A l'ambassade de Birmanie, la concierge se contente de déclarer que les locaux diplomatiques sont fermés pour « quelques jours, car les diplomates ont beaucoup de travail ». Préparent-ils déjà le deuxième séjour du général Ne Win ? Autre question sans réponse.

J. B.

546 diplomates... criminels en dix ans

De notre correspondant

Londres. — Agressions à main armée, chantage, vols, incestes, attentats à la pudeur... Au cours des dix dernières années, 546 crimes ou délits particulièrement graves — pouvant valoir des peines d'un mois à six mois d'emprisonnement — ont été commis par des membres du corps diplomatique en Grande-Bretagne. Plus d'un cas par semaine.

Voilà ce qu'a récemment révélé un rapport publié par le Foreign Office, qui a eu pour effet d'aggraver le ressentiment de nombreux Britanniques qui n'ont toujours pas accepté d'avoir vu partir impunément les trente occupants de l'ambassade de Libye, parmi lesquels se trouvaient les auteurs de la fusillade du 17 avril (qui a coûté la vie à un agent de police) sans parler de l'incident plus récent avec le Nigeria, après la tentative d'expédition d'un opposant par la « valise diplomatique ».

Rejoignant d'autres membres de la Chambre des communes qui font campagne pour une révision des règles de l'immunité dont jouissent les diplomates et une surveillance plus stricte des valises diplomatiques, M. Bowen Wells, député conservateur, vient de demander, en se fondant sur ce rapport, que le gouvernement et la police se montrent « beaucoup plus sévères » : il prétend que cela est possible, même dans les limites actuellement fixées par la convention de Vienne.

Le Foreign Office a indiqué que à chaque fois qu'un diplomate est fortement soupçonné d'un crime, le gouvernement exige son renvoi et que, durant les deux dernières années, vingt-trois personnes ont quitté Londres pour cette raison. Le Foreign Office se refuse à désigner les pays d'origine de ces diplomates. Mais M. Wells croit savoir qu'il s'agit « surtout de pays d'Afrique et

du Moyen-Orient ». M. Wells souligne, d'autre part, que, puisqu'il ne peut y avoir de procès dans ces cas, les victimes ne peuvent pas normalement bénéficier de dommages-intérêts.

F. C.

ASIE

Pakistan

APRÈS UN DOUBLE ATTENTAT CONTRE LA RÉSISTANCE Les autorités pakistanaises demandent aux mouvements afghans de quitter Peshawar

Les autorités pakistanaises ont invité lundi 30 juillet tous les mouvements de la résistance afghane basés à Peshawar, capitale provinciale du Nord-Ouest, près de la frontière afghane, à quitter la ville avant le 31 août prochain.

Cette décision survient après qu'un chef d'un des mouvements afghans eût échappé samedi dans cette même ville à un attentat, qui a fait six morts et vingt-deux blessés.

Un deuxième attentat a fait aussi six morts et vingt-neuf blessés, le même jour, dans le village de Sada, situé à 16 kilomètres de la frontière afghane. M. Rustam Chah, commissaire aux réfugiés afghans dans la province de Peshawar, a nié que l'ordre de quitter la ville soit lié au premier attentat.

L'arrivée massive de réfugiés afghans dans cette ville et la rivalité de plus en plus aiguë entre les mou-

vements de résistance ont aggravé la situation dans cette agglomération ces derniers mois.

La Toyota qui a explosé devant le quartier général du Hezbi Islami, l'une des principales organisations de la résistance, avait été piégée pour tuer le chef du mouvement, M. Gulbuddin Hekmatyar, a affirmé un porte-parole de l'organisation, en soulignant que l'explosion a eu lieu au moment où, comme chaque samedi, celui-ci s'adressait à ses partisans. Exceptionnellement, M. Hekmatyar était absent.

Agé de cinquante ans, vice-président de l'Alliance de la résistance qui regroupe sept mouvements fondamentaux, M. Hekmatyar est considéré comme l'un des chefs les plus influents de cette résistance et les plus hostiles à toute négociation avec Kaboul. Le Hezbi Islami a été impliqué dans des affrontements avec son parti rival, le Jamiat Islami.

Les autorités pakistanaises s'écarteraient l'hypothèse selon laquelle cet attentat serait un épisode des luttes entre organisations rivales. Toutefois, on n'exclut pas non plus l'action de services secrets afghans ou soviétiques. Un porte-parole de l'Alliance des sept partis a accusé le KGB d'avoir perpétré l'attentat et annonce qu'en représailles, les moudjahidins lanceront une attaque de grande ampleur contre des objectifs militaires soviétiques « à l'intérieur du territoire soviétique ». Il ajoute que les « ambassades soviétiques à Kaboul et dans une autre capitale seront détruites ».

Aucune explication n'a été donnée concernant le deuxième attentat et aucune relation n'a pu être faite entre les deux événements. Pour Radio-Kaboul cependant, les deux attentats illustrent la lutte entre diverses factions afghanes au Pakistan. « Ce ne sont pas les derniers incidents. Il peut s'en produire d'autres », a assuré la radio afghane.

Par ailleurs, une commission de la Chambre des représentants a voté en secret, selon le Washington Post, une aide supplémentaire de 50 millions de dollars destinée à la résistance afghane pour lui permettre de remplacer le matériel militaire détruit lors de l'offensive soviétique dans la vallée du Panjshir de ce printemps. De ce fait, l'aide clandestine américaine à la résistance afghane s'élèverait, pour 1984, à 85 millions de dollars. — (AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

(AFP, Reuter, AP.)

EUROPE

Pologne

En attendant les « politiques »

Varsovie (AFP). — Depuis une semaine, un square de Varsovie voit se répéter chaque jour un étonnant manège. Sous les châtaigniers et les saules pleureurs, un groupe de gens se rassemblent, parlent, attendent. Subitement ils s'animent, crient et se mettent à courir : de l'autre côté de la rue, un « amnésié » vient de sortir de la prison de la rue Rakowiecka.

Au premier jour de l'entrée en vigueur de la loi d'amnistie, une petite foule de familles chargées de fleurs étaient venues attendre sur le trottoir, avec des journalistes, devant les hautes portes grises et blanches de la prison, en l'espace d'une journée, tout ce petit monde fut fermement délogé, et un dispositif policier mis en place pour maintenir un no man's land aux abords de la prison.

Il en faut plus pour décourager des mères, femmes ou amis de militants détenus depuis de longs mois dans la plus grande prison de Varsovie. Dès mardi 24 au matin, les familles se sont donné rendez-vous dans le jardin public de l'autre côté de la rue Rakowiecka, en plein quartier militaire, d'où, à travers un grillage, on a un excellent point de vue sur l'entrée du pénitencier.

Pour certains, l'attente va être longue. Personne, pas même les avocats, n'est informé à l'avance de la libération d'un amnésié. On retrouve ainsi de jour en jour un garçon de vingt ans, seul au monde, qui vient de loin attendre sa mère, détenue politique. Chaque soir, lorsque le dernier libéré sort, il observe tristement : « Elle ne va pas sortir ce soir, je crois. »

Ce n'est qu'au quatrième jour qu'un après-midi, sous des trombes d'eau, il la reconnaît soudain quand les lourdes portes s'ouvrent sur un groupe de trois femmes. Là, oubliant tout le monde et son petit sac de plastique laissé sur un banc, il s'élance vite qu'il glisse dans la boue et court étreindre sa mère au milieu de la rue.

Le mot « Solidarité » revient sans cesse sur les lèvres des familles, à la boutonnière des libérés. Un ancien membre de Solidarité, revenu le lendemain de sa libération pour attendre « son collègue », se taille un franc succès en montrant des blagues anticomunistes qui font rire aux éclats. Les libérés d'hier reviennent encourager les autres, aux côtés de personnalités de Solidarité, anciens membres de l'état de siège.

« Solidarité » à la boutonnière

On apprend rapidement à distinguer les amnésiés des gardiens de prison en civil lorsqu'ils sortent de Rakowiecka. Le détenu libéré marque un temps d'hésitation devant la prison, une fois la porte refermée. Visiblement, il est étonné et déçu de ne voir personne sur le trottoir. Un coup d'œil à droite, un coup d'œil à gauche, ses poquets en plastique à la main, il ne sait où aller. Si ses proches l'attendent en face, dans le parc, ils hurlent son nom et se jettent à sa rencontre sans prendre garde aux voitures, sur l'embrasser longuement, émus jusqu'aux larmes.

Parfois, c'est une fausse joie. « Michel, Michel », crie vainement une femme en voyant sortir un jeune homme. Un immense désarroi dans les yeux, elle se retourne et dit : « Je ne reconnais même plus mon fils. » L'un d'eux, depuis quelques jours, les détenus se sont arrêtés de changer de cellule. Sauter que les « politiques » aient fait insulter, en sortant, par des droits communs, auxquels ils ont rétorqué qu'ils devraient tout le remerciement car « si tout le monde sort, c'est parce que nous avons vu les dollars de Reagan ». Trois jeunes libérés marchent fièrement des timbres saisis clandestinement en prison et du sceau de la démocratie. Ils repartent, salués par des mains levées en « V » de victoire.

APRES LE VOTE DE STRASBOURG BLOQUANT LES REMBOURSEMENTS A LA GRANDE-BRETAGNE

La décision du Parlement européen « risque de créer de sérieuses difficultés » déclare M. Roland Dumas

La décision prise vendredi à Strasbourg par le Parlement européen de bloquer le remboursement promis au Royaume-Uni (Le Monde daté 29-30 juillet) « risque de créer de sérieuses difficultés pour le bon fonctionnement de la Communauté », a déclaré M. Roland Dumas, ministre français des Affaires européennes et porte-parole du gouvernement, dans un communiqué publié dimanche 29 juillet à Paris.

Tout en observant que la résolution votée à Strasbourg par le Parlement « se situe bien dans le cadre des pouvoirs budgétaires qui sont les siens », M. Dumas a souligné qu'elle suspendait l'application des décisions prises à Fontainebleau par les chefs d'Etat et de gouvernement et « ne contribue pas de façon constructive à la solution des problèmes budgétaires de la Communauté pour l'année 1984 ». « Le gouvernement français, conclut le ministre, souhaite que toutes les institutions de la Communauté collaborent sereinement à la mise en application de l'accord d'ensemble intervenu à Fontainebleau dans le respect des engagements pris par les pays membres dans le cadre du traité. »

De même M. Fabius, premier ministre, a estimé qu'il faut « trouver les moyens pour que ce qui a été

décidé au sommet de Fontainebleau soit exécuté. (...) Puisqu'on a résolu les plus graves problèmes, a-t-il ajouté, on ne doit pas buter sur des problèmes qui sont tout de même moins difficiles. »

A Londres, où M. Thatcher a accusé le Parlement européen de s'être conduit de manière « très grossière égoïste » en adoptant cette résolution « absolument méprisante », les milieux officiels estiment qu'il y a urgence à réformer le statut du Parlement européen, à mieux définir ses droits et ses devoirs.

De son côté M. Pflimlin, nouveau président du Parlement européen, annonce dans un entretien publié dimanche par le quotidien l'Alsace qu'une « concertation » aura lieu prochainement entre le bureau chargé de l'assemblée qu'il préside et le conseil des ministres des Dix. Une telle concertation, destinée à « créer un climat de confiance avec le conseil des ministres » et à « donner plus de poids au Parlement européen », n'a eu lieu qu'une ou deux fois dans le passé, a précisé M. Pflimlin, avant d'ajouter : « J'ai fait une proposition en ce sens à M. FitzGerald, premier ministre irlandais qui assure la présidence du conseil européen, et il l'a acceptée. »

RFA

Une controverse autour d'une centrale thermique provoque le rappel du Parlement en session extraordinaire

Correspondance

Bonn. — En pleine pause estivale, le Parlement ouest-allemand va devoir se réunir en session extraordinaire, mardi 31 juillet, à la demande des sociaux-démocrates et des Verts, pour débattre de la mise en route de la nouvelle centrale électrique de Buschhaus, à Helmstedt, en Basse-Saxe. Le gouvernement souhaite autoriser le fonctionnement de la centrale sans attendre qu'elle soit équipée d'une installation de désulfuration, prévue pour 1988 seulement. Les libéraux, qui se sont opposés en conseil des ministres à ce projet, risquent pour la première fois de voter contre leurs partenaires de la coalition gouvernementale.

Les explications fournies vendredi à la commission des affaires intérieures du Bundestag ont été jugées insatisfaisantes par l'opposition. Le compromis élaboré par le ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann (CSU), et par le ministre-président de Basse-Saxe, M. Albrecht (CDU), prévoit bien une diminution des émissions de dioxyde de soufre dans la région d'Helmstedt, mais il contrevient partiellement à une résolution, adoptée le 28 juin dernier, qui demandait formellement que la centrale « ne soit mise en service qu'après la construction d'une installation de désulfuration ».

Buschhaus avait été conçue dès 1977 pour permettre à la Compagnie minière de Braunschweig (BKB) d'exploiter des ressources en charbon à haute teneur en soufre. Elle doit remplacer à terme les deux centrales actuellement en service à Helmstedt, qui utilisent une lignite dont le gisement arrive à épuisement. La mise en service de la nouvelle installation, qui fournira une puissance de 350 mégawatts, permettra le maintien de plusieurs centaines d'emplois dans une région défavorisée sur le plan économique. Contrairement à la centrale française de Gardanne, qui doit être équipée à grands frais de filtres spéciaux pour pouvoir utiliser le char-

bon de Provence, lui aussi à haute teneur en soufre, la BKB n'avait pas prévu au départ de doter Buschhaus d'installations de désulfuration. Devant l'importance prise par le problème de la pollution atmosphérique en Allemagne fédérale, les responsables ont dû modifier leur plan, et les équipements nécessaires ne seront pas prêts avant 1988. En attendant, la centrale devait commencer à fonctionner à partir de ce mois d'août.

La résolution adoptée par le Bundestag a obligé les autorités à préparer en toute hâte de nouvelles propositions. Jusqu'en 1988, la centrale, qui n'utiliserait qu'une partie de sa puissance, fonctionnerait avec de la lignite et l'une des deux centrales actuellement en fonctionnement, Offleben I, d'une puissance de 245 mégawatts, serait immédiatement arrêtée. Le résultat serait une diminution des émissions de dioxyde de soufre de 20 000 tonnes par an. Face à la controverse qui s'est développée, le conseil des ministres, réuni mercredi dernier, avait décidé, à la demande des libéraux, de repousser sa décision d'une semaine, en attendant la convocation d'une réunion extraordinaire de la commission des affaires intérieures du Bundestag.

L'affaire était tentante pour le parti libéral, en quête d'occasions pour se démarquer de ses partenaires de la majorité. Malgré l'approbation des propositions gouvernementales par le syndicat des mineurs et l'Union des syndicats allemands (DGB), le Parti social-démocrate pouvait difficilement demeurer en reste. Estimant les explications du gouvernement insatisfaisantes, ses responsables ont accusé, vendredi, le chancelier Helmut Kohl d'avoir tenté de tirer profit de la période des vacances pour passer outre à la résolution du Bundestag.

HENRI DE BRESSON.

URSS

M. Gromyko « ne croit pas » que la rencontre de Vienne sur l'espace aura lieu

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, a affirmé un grand « pessimisme » à propos du projet de négociations soviéto-américaines sur les armes spatiales, prévues à Vienne

pour le mois de septembre. Revenant, dans sa résidence de vacances près de Yalta, sur la mer Noire, le sénateur américain, M. George Mac Govern, M. Gromyko s'est attaché à donner à son interlocuteur l'impression que les conversations de Vienne n'auraient pas lieu. M. Gromyko, a indiqué le sénateur démocrate après la rencontre, a aussi déclaré qu'il ne s'attendait pas à une amélioration des relations entre Moscou et Washington si le président Reagan était réélu à la Maison Blanche, et il a beaucoup insisté sur la nécessité d'inclure les forces nucléaires française et britannique dans les négociations sur les euromissiles. D'autre part, M. Mac Govern a trouvé M. Gromyko en « excellente forme physique ». Il l'a vu aller se baigner trois fois dans la même journée.

D'autre part, l'amiral Sergueï Gorchkov, commandant en chef de la flotte soviétique, a insisté, dans un entretien publié dimanche 29 juillet par la Pravda, sur la capacité de frappe nucléaire de la flotte et des sous-marins soviétiques. « Les océans qui, jadis, protégeaient l'Amérique, ont désormais perdu leur caractère de rempart », a déclaré l'amiral Gorchkov, qui s'exprimait, comme il est de tradition, à l'occasion de la Journée de la flotte soviétique.

L'URSS a annoncé en novembre 1983, dans le cadre des « contre-mesures » consécutives à la mise en place des premiers euromissiles américains, le déploiement « dans les océans et les mers » de fusées soviétiques capables de menacer directement le territoire des Etats-Unis. — (UPI, AP, AFP).

Un groupe de juifs soviétiques a lancé un appel au président Mitterrand afin qu'il appuie leur demande d'émigration, s-4-on apprit dimanche 29 juillet, à Moscou. Les représentants de cent dix-huit familles juives de Leningrad, Moscou, Odessa et d'autres villes, demandent à quitter l'URSS dans le cadre d'un rapatriement, et non plus, comme jusqu'à présent, au titre de la rééducation des familles. Le nombre d'émigrants juifs est tombé de 51 320 en 1979 à 1 314 l'année dernière.

L'avenir

du cinéma soviétique...

Le directeur des studios Mosfilm, la principale unité de création cinématographique en URSS, a fait état dans la Pravda du 27 juillet des sévères critiques émises contre le travail de ses studios par la direction du parti. Pour remettre le Mosfilm dans la bonne voie, explique M. Nikolai Simov, le comité central a formulé des recommandations très précises, notamment sur le choix des scénarios.

Les prochains films de la Mosfilm devront ainsi mettre en valeur un certain nombre de héros positifs : Un jeune directeur d'usine inspiré par la révolution technologique ; un scientifique plein d'imagination qui s'efforce de mettre en pratique ses idées ; un kolkhozien conscient des problèmes du moment et qui se consacre à l'introduction de nouvelles méthodes de travail ; un diplomate qui parvient à faire triompher la politique soviétique dans les négociations internationales sur le désarmement. En outre, les sujets classiques liés à « la victoire héroïque du peuple soviétique contre le fascisme » (c'est-à-dire la guerre de 1941-1945), à la révolution de 1917 ne seront pas oubliés.

Autres sujets à illustrer dans les meilleurs délais : Les bonnes relations entre l'URSS et l'Inde, et la longue amitié des peuples soviétiques et polonais.

Ce programme doit donner des regrets au grand metteur en scène Andreï Tarkovsky, qui a annoncé au début de juillet sa décision de s'installer en Occident. — (Reuter.)

L'Histoire au présent est chez Marabout

448 pages
29,50 F

marabout

CET ETE GARDEZ LE MONDE EN TETE

CHAQUE JOUR :
JEUX OLYMPIQUES
Deux pages (du 30-7 au 15-8) avec tous les résultats et les commentaires de nos envoyés spéciaux : Pierre Georges, Alain Giraud, Claude Lamotte.

PLACE AUX ENFANTS
A partir du 1^{er} août 1984, une grande enquête sur les six-douze ans : des reportages, des entretiens, des témoignages.

HISTOIRE D'AMOUR LA BD DE KONK
ET CHAQUE WEEK-END dans notre supplément

Le Monde Aujourd'hui
UN ETE ROMAN
Six promenades dans des régions riches en architecture romane et un concours

LES AVENTURES DE LA RAISON
Une enquête sur les mutations de la pensée contemporaine.

ILLUSTRES SAUVAGES
Ces peuples primitifs qui ont frappé l'imagination de l'Occident.

Le Monde

Le Monde
REALISEE CHAQUE SEMAINE
UNE EDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

O ne flatte pas,
elle séduit

277.00.00

Le gouvernement veut en appeler à l'opinion

Ce dernier, par la voix de M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, ne manque pas d'insister sur l'incohérence qu'il y a à demander un référendum et à refuser une constitution.

Dès à présent, le gouvernement entend prendre à témoin l'opinion. Ainsi ne voit-il pas d'un mauvais œil - loin s'en faut - la création, annoncée lundi matin 30 juillet, d'un comité de soutien au référendum constitutionnel souhaité par M. Mitterrand.

A. Ch

Le vaudeville du Sénat

**ASSURANCE
CONTRE LE
ET LE CA**
*Une bonne p
c'est l'affaire de*
Etude et devis gratuits sur
882
Protection et con
181, rue Dider
Installations conformes aux normes

JEAN-MARIE COLOMBANI

Après avoir donné l'impression, notamment au lendemain de la manifestation du 24 juin, de tenir le pouvoir à la merci d'un dernier coup d'épée, l'opposition voit réduire

Une bonne protection électronique
c'est l'affaire de professionnels qualifiés
Etude et devis gratuits sur simple demande au
882-20-16
Protection et communication industrielles
181, rue Biderot, 94500 Champigny
Installations conformes aux normes des assurances - Financements personnalisés

JEAN-MARIE COLOMBANI

LE DÉBAT A L'INTÉRIEUR DE LA MAJORITÉ

M. CHARLES FITERMAN :
l'orientation de M. Fabius
n'est pas de nature à résoudre
les problèmes du pays

M. Charles Fiterman, ancien ministre des transports, a commenté, vendredi 27 juillet à Ajaccio, où il se trouvait à l'occasion d'une réunion consacrée aux prochaines élections régionales, la récente déclaration de politique générale de M. Laurent Fabius : « J'ai pris connaissance avec attention du discours du premier ministre à l'Assemblée nationale, a-t-il déclaré. Je le dis sans vouloir faire aucun procès d'intention, avec sincérité et impartialité : je ne crois pas que l'orientation qu'il a exposée soit de nature à résoudre les problèmes du pays. Nous ne pouvons pas laisser croire à ceux qui nous font confiance que nous disposons encore des moyens de travailler efficacement au sein du gouvernement. (...) Masquer les problèmes, cacher la vérité, servir d'obstacles et d'indicateurs, c'est de dire la vérité, aussi désagréable soit-elle », conclut M. Fiterman.

M. Paul Laurent : la modernisation
est depuis toujours notre affaire

« Après avoir accompli à partir de 1982 un nombre appréciable de progrès importants, le gouvernement a opéré une réorientation de sa politique qui s'est traduite par l'aggravation du chômage, la stagnation de l'activité économique, le recul du pouvoir d'achat des salariés et des revenus des agriculteurs, ainsi que par d'autres conséquences négatives, en particulier pour l'école », a déclaré, dimanche 29 juillet à Nice, M. Paul Laurent, secrétaire du comité central du Parti communiste français, qui participait à la fête annuelle du PCF des Alpes-Maritimes.

« Ma deuxième remarque, c'est que, si l'on veut développer l'emploi productif moderne, alors il faut enfin écarter nos propositions. Bien entendu, nous sommes sur tous les fronts où l'emploi productif est menacé par un patronat uniquement préoccupé de casse et de spéculation financière. Cela est bien connu.

Mais nos propositions vont beaucoup plus loin.

« Dans toutes les régions, dans toutes les branches essentielles, les communistes sont porteurs de propositions de création d'entreprises nouvelles, de modernisation, de financement, qui ne demandent qu'à prendre vie. De la machine-outil à la chimie fine, des PME à la grande entreprise, nous proposons, après en avoir discuté avec les ouvriers, les techniciens, les ingénieurs, les cadres, l'extension réelle de notre appareil industriel à la mesure de notre temps. »

Or, a déploré M. Laurent, « les seules prévisions concrètes dont il soit question, c'est un nouveau recul de l'emploi, la suppression d'entreprises existantes souvent ultramodernes, comme Ligne-act à Fos-sur-Mer, c'est aussi une politique dite de soutien aux entreprises qui étouffe le choix d'aider celles qui font progresser l'emploi et la production intérieure. »

Le PC durcit ses critiques

(Suite de la première page.)

Prénant pour la première fois la parole en public depuis son départ du gouvernement, M. Fiterman a dit crûment, à Ajaccio, que les lignes directrices préconisées par M. Fabius le 24 juin au Palais-Bourbon ne lui paraissent pas « de nature à résoudre les problèmes du pays ».

A Nice, M. Paul Laurent, qui la direction du PCF a fait monter depuis plusieurs semaines en première ligne, a répliqué, lui, au nouveau premier ministre que « parler de moderniser la France », c'est bien mais que « pour moderniser il faut créer des emplois » et que « l'emploi productif moderne, c'est la grande affaire du Parti communiste français ».

Dans l'*Humanité* dimanche, François Hilsun n'avait pas manqué d'exploiter contre le gouvernement le train de hausses annoncées pour augmenter les recettes budgétaires. Il est revenu à la charge dans l'édition du quotidien du Parti communiste, lundi, pour souligner que ces mesures « sont l'expression d'une politique de rigueur qui s'attaque au pouvoir d'achat des salariés et des petits et moyens paysans ».

Toutes ces interventions prolongent, et amplifient, le commentaire critique qu'avait formulé M. André Lajoinie, au nom de son parti, le 24 juillet, à l'encontre de la politique défendue par M. Fabius, pour justifier l'abstention des communistes lors du vote de « confiance ».

De toute évidence, le PCF a décidé de ne laisser désormais aucun répit au gouvernement et le fait qu'il engage cette campagne sans observer la moindre trêve estivale confirme aussi son souci de prévenir, autant que possible, les critiques que sa rupture avec le PS lui vaudra au sein de la gauche française au fur et à mesure que la préparation des prochaines consultations électorales accentuera les clivages à l'intérieur de la majorité présidentielle.

Cette motion même de majorité présidentielle semble considérée par la direction du PCF comme devenue une coquille vide. Les communistes ne la perçoivent plus que sous la forme d'une alliance purement formelle. La preuve en est que les porte-parole du PCF n'hésitent pas à joindre leurs voix aux dirigeants de

l'opposition qui usent volontiers d'arguments spécieux pour essayer de justifier leur opposition tacite au projet de réforme constitutionnelle voulu par M. François Mitterrand. Comme l'opposition, le PCF estime que suivre le président de la République dans sa proposition risquerait d'accentuer le caractère présidentiel des institutions de la V^e République, avec tous les risques de pouvoir personnel qui en résultent.

Au milieu de RMC, lundi matin, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a prononcé à ce sujet des paroles rejoignant celles du président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, la veille sur la même antenne.

Rien ne réussira à l'échapper donc plus, côté socialiste, à la contestation communiste. Bien qu'il se défende de vouloir pratiquer une opposition systématique au gouvernement, le PCF se montre ainsi déterminé à avancer, cependant, dans le rôle ambigu de l'allié qui soutient sans participer, et en soutenant de moins en moins.

ALAIN ROLLAT.

LES OFFRES D'OUVERTURE DU PREMIER MINISTRE

POINT DE VUE Ouvrir de vrais dialogues

LES Français attendent des hommes politiques, aux choses qu'un échange d'inventives ou la répétition de slogans dérisoires.

J'appartiens à une famille politique qui n'a jamais pris son parti de l'exclusion d'une moitié des Français des grands débats nationaux. Aux débordements style « Valencia » des premières années du septennat, aux prétentions socialistes d'ailleurs de monopoliser la réflexion, sinon la vérité, nous n'avons jamais répondu par d'autres outenances.

Animés par cet esprit, pourquoi n'aurions-nous pas relevé le changement de ton et de discours du nouveau premier ministre ? Pour ma part, je ne pouvais pas écarter sans examen l'invitation que m'a faite M. Fabius de représenter l'opposition dans une réflexion sur les retraites.

J'ai pourtant été amené à décliner cette offre. D'abord parce que la participation et l'orchestration qui l'accompagneraient auraient inévitablement nourri tous les soupçons. Ensuite parce que je constatais l'absence de la concertation préalable, indispensable pour donner au dialogue souhaité les bases claires susceptibles d'assurer sa réussite. Trois conditions m'auraient semblé nécessaires :

Une condition de neutralité d'abord. Le gouvernement, en appelant ainsi la participation et l'orchestration, doit éviter de paraître le complice, car c'est condamner par avance leur travail à la suspicion et les vouer à la marginalisation. Il doit être clair que le contrat nous lie devant les électeurs, lors des élections de 1981, ne peut être dénoué par des initiatives individuelles prises sans que les électeurs aient exprimé un nouvel avis. L'honnêteté exige que cette règle ne soit pas transgressée.

Condition de clarté ensuite. Si le gouvernement souhaite un dialogue institutionnel avec l'opposition parlementaire, peut-il ignorer totalement les groupes politiques en donnant le sentiment de les court-circuiter et de leur opposer des individus ? Certes, il peut être intéressant, pour innover, de solliciter le concours de certaines personnalités choisies pour leurs compétences ; encore faut-il qu'il y ait accord avec leur groupe respectif,

par JACQUES BARROT (*)

sur les marges du jeu, pour éviter les ambiguïtés qui ôteraient au travail engagé sa crédibilité nécessaire.

Enfin, une condition d'efficacité. Les moyens et les objectifs d'une réflexion commune doivent être suffisants pour éviter l'équivoque de l'insignifiance. En l'occurrence, une prospective sur les régimes de retraite exige d'abord le concours de spécialistes, démographes et actuaires, et la concertation des partenaires socio-professionnels en charge de gestion. Ce faisant, on découvre les risques pris avec un abaissement généralisé de la retraite, au moment où la baisse de la natalité et l'allongement de la durée de vie

(*) Député UDF-CDS de Haute-Loire, ancien ministre.

rendent déjà la situation délicate. Mais ce bilan étant fait, les personnalités politiques pourront engager un dialogue sur des bases objectives. Un vrai dialogue, qui ne dispensera en définitive ni les hommes au pouvoir d'assumer leurs choix ni l'opposition d'exercer sa fonction critique. Du moins, ce travail approfondi permettra-t-il la confrontation de pour sur le fond des choses et d'être à la mesure des problèmes posés aux Français.

Rien ne réussira si le pouvoir ne renonce pas à en faire l'occasion de « coups » politiques. Ou, tout simplement, s'il en reste à une approche trop superficielle pour ne pas tourner court. Avec le CDS, l'estime que la gravité des problèmes posés, la sauvegarde d'une vie démocratique, exigent pourtant l'ouverture de vrais dialogues.

M. Jacques Chirac : refus absolu de tout compromis

Soudeur tire « Croire en l'Occident », M. Jacques Chirac écrit notamment dans le *Figaro* du 30 juillet : « Si l'opposition représente déjà, de fait, la nette majorité de l'opinion, c'est sans doute en raison de la déception provoquée par une pratique dont les contradictions nous poussent à accuser un déclin dont la population ressent quotidiennement les effets ; mais c'est aussi, j'en ai la conviction, parce que le pays ouvre les yeux sur la réalité de la menace qui pèse sur ses libertés. »

« Découvre qu'une nation peut passer d'un système de civilisation à un autre sans violence, sans invasion, sans bruit de bottes, mais au terme d'un processus presque paisible, alternant subtilement les techniques éprouvées de la promesse et du cynisme. »

M. Chirac accuse ensuite le pouvoir d'avoir « ressuscité par ses propositions » l'extrême droite et de chercher, ajoute-t-il, « à l'attiser par tous les moyens, dans l'espoir de braver cette menace comme un épouvantail devant les électeurs : ce sera de moi, la violence dans la rue ou la paix par le socialisme ; le

désordre évocateur des plus mauvais souvenirs ou le gant de velours de l'Etat collectiviste. »

« Oui, continue M. Chirac, je crois que les Français ont compris que cette stratégie fait partie des scénarios imaginés par une équipe d'idéologues résolue à tout pour se maintenir à ce que, contre ce danger, il n'existe qu'une parade : l'affirmation nette et serène des valeurs qui sont les nôtres, la solidarité sans faille de tous ceux que ces valeurs rassemblent, le rappel obstiné des solutions que nous jugeons les plus aptes à les maintenir. Le refus absolu de tout compromis, et, en réponse aux provocations, le respect des règles républicaines, seul susceptible d'obliger nos adversaires à s'incliner devant les prochaines échéances électorales (...). Cette attitude est peut-être pour nous comme pour l'ensemble de l'Occident, une des dernières chances de la liberté (...). De même qu'elle doit guider notre conduite dans le débat politique intérieur, l'affirmation des valeurs occidentales constitue, dans la situation présente du monde, un devoir auquel on ne saurait se dérober. »

La mort du colonel Rémy

Gilbert Renault, dit le colonel Rémy, héros de la Résistance et compagnon de la Libération, est mort à l'âge de soixante-neuf ans, dimanche matin 29 juillet, dans une chambre d'hôtel de Guingamp (Côtes-du-Nord). Il devait participer dans cette ville aux cérémonies du quarantième anniversaire des combats du maquis de Plébidy-Saint-Connan.

Les obsèques du colonel Rémy auront lieu, mercredi après-midi 1^{er} août, en présence du ministre de la défense, M. Charles Hernu, à Lannemezan où il s'était retiré. Le président de la République a adressé à sa veuve un message dans lequel il souligne « le rôle éminent de ce combattant dans la convergence entre la résistance intérieure et la France libre ».

RÉSISTANT ET ÉCRIVAIN

Dans sa ville de Vannes (Morbihan) où il naquit le 6 août 1904, Gilbert Renault ne s'appelait pas encore Rémy lorsqu'il prit un premier emploi d'ouvrier à la Banque de France, pour ensuite s'occuper, vers 1937, du financement de films, dont l'un, d'Abel Gance, le ruina. Sonne alors l'appel du 18 juin 1940 par lequel le général de Gaulle invite les Français à continuer le combat. A trente-six ans, le citoyen de Vannes se rend à Lorient, vogue avec son frère à bord d'un chalutier et il débarque en Angleterre où, le 28 juin, sous le pseudonyme de Rémy, il entre dans les Forces françaises libres à Londres.

Commence alors l'un de ces destins de la Résistance, dont la fille aînée de Rémy, Catherine de Castillon, racontera les diverses péripéties dans un livre, paru en 1970, où son père apparaît au milieu d'une série d'aventures dramatiques et parfois farfelues, grand jeu animé par un homme séduisant, original et plein d'une imagination débordante.

Fondateur, dès 1940, de la Confrérie Notre-Dame, qui devait devenir le deuxième réseau de renseignements créé en territoire occupé, Rémy participe à tous ces combats qui rassemblent ceux que, plus tard, on appellera les « hommes de l'ombre ». Il retourne, dès le 10 août 1940, en France avec pour mission de contrôler les mouvements de l'ennemi. La contre-espionnage allemand le rattrape et, en juin 1942, il l'identifie, lui et sa famille qui se cache en Bretagne. Pour se venger, le Gestapo arrête sa mère et ses sœurs. Son jeune frère et l'un de ses oncles trouveront la mort en déportation, tandis que l'un de ses cousins sera fusillé. Malgré cela, Rémy, irrésistible, continue son action en France et jusqu'en Afrique et en Italie. Il sera fait compagnon de la Libération le 13 mars 1942.

Durant tout ce temps, Rémy réussira à faire partager à sa famille une vie clandestine qu'elle vivra avec intensité, jusqu'au jour où il reçoit l'ordre de la mettre à l'abri en Angleterre après une traversée de la Manche dans les routes à poisson d'un chalutier. Lui, il ne décide d'arrêter, à la tête de la Confrérie Notre-Dame, devenue en 1944 le réseau « CND- ».

Plus tard, notamment après la fin de la guerre d'Algérie, Rémy se séparera encore du général de Gaulle, en se montrant partisan d'une très large amnistie pour l'union des Français. Dans son livre *Dix ans avec de Gaulle*, paru en 1971, il fera le point de ses relations avec le chef de la France libre, pour lequel il a toujours gardé une admiration mêlée de respect. « On en a fait un être surhumain, écrit-il notamment. Je le montre comme un grand homme, avec ses sautes d'humeur et son humour. »

Compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, Rémy était titulaire de nombreuses décorations étrangères (dont la Distinguished Service Order et la Legion of Merit) et il était commandeur de la Légion d'honneur.

J. L.

O ne joue pas, elle gagne. 277.00.00

INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA
T O K Y O
JAPANESE MANAGEMENT PROGRAM
(sessions de 2 mois)
Sociologie politico-administrative
Economie prospective
Relations tri-latérales
Finance
Marketing
Ressources humaines
Découverte de l'entreprise japonaise (Sony, Honda, Mitsui...)
Pénétration du milieu socio-culturel (Kyoto, Nara...)
Etude d'implantation étrangère au Japon : Séminaires de création d'entreprise
Séminaire complémentaire en Corée
Niveau requis : Diplômés enseignement supérieur / Jeunes Cadres d'entreprises
I.M.U.A.
8-10-34 Akasaka Minato-Ku Tokyo 107, Japon
Tél. : (3) 402.12.65 - télex : 242 2966 IMU J
Renseignements et inscriptions : Centre d'Information pour l'Europe - M. I.E.G.A.L.
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris - France. Tél. (1) 297.50.94

Le Monde

société

M. CHEVÈNEMENT A L'ÉDUCATION NATIONALE

Le nouveau ministre devra d'abord gérer les réformes de son prédécesseur

« Reconstruire l'école est sans aucun doute l'un des défis majeurs de la prochaine période historique », écrit M. Jean-Pierre Chevènement le 18 mai 1982. A cette date, il était ministre de la recherche et de l'industrie et s'adressait ainsi à M. Roland Carraz, qui était alors député de la Côte-d'Or, en lui confiant — non sans esquisser un peu sur les prérogatives de M. Alain Savary — une mission sur « la recherche en éducation et en socialisation de l'enfant » (1).

Reconstruire l'école de la République ? M. Chevènement s'est sans doute mis à l'œuvre dès son installation rue de Grenelle où il a trouvé un vaste chantier inachevé, celui de la rénovation pédagogique entreprise par M. Alain Savary, notamment pour lutter contre l'échec scolaire. Ce n'est pas sur ce terrain qu'il est d'abord attendu après les avatars du projet de loi sur l'enseignement privé. Mais la remise en état de l'école publique est étroitement liée au dossier de l'école privée. Comme son prédécesseur, M. Chevènement en semble convaincu lorsqu'il déclare : « La seule querelle scolaire qui vaille est celle de la qualité. C'est un langage qui n'est pas pour déplaire aux responsables de l'enseignement catholique, le nouveau ministre de l'éducation nationale n'a jamais, il est vrai, fait preuve d'intérêt à l'égard de ce débat. Quant aux députés du CERES, ils ont généralement soutenu le projet Savary au sein du groupe socialiste.

Sur ce terrain comme sur celui de la rénovation — ou de la reconstruction — de l'école publique, M. Chevènement dispose, en fait, de peu de temps. Deux ans à peine jusqu'aux élections législatives.

Mais il bénéficie des acquis de trois années de réflexion, de concertation et de changements qualitatifs prodigement amorcés dans un domaine à la fois explosif et caractérisé par la force d'inertie. Ils lui seront d'autant plus précieux que des échéances ayant valeur de test sont proches. La première sera sans nul doute celle de la rentrée scolaire qui verra une nouvelle fois affluer des dizaines de milliers d'élèves supplémentaires dans les collèges et les lycées. En fait, la rentrée 1984 est préparée depuis bientôt un an par les services ministériels. Les mêmes qui l'avaient techniquement réussie l'an dernier alors qu'elle était placée sous la haute surveillance du président de la République. Accueillir davantage d'élèves sans beaucoup

de moyens supplémentaires suppose pour les enseignants d'accepter des classes un peu plus chargées. C'est à la nouvelle équipe gouvernementale qu'il appartiendra de le faire comprendre.

Au-delà des problèmes quantitatifs, la rentrée 1984 est en même temps celle de la mise en œuvre de réformes décidées par M. Savary. La rénovation des collèges doit faire ses premiers pas dans 10 à 15 % des établissements, qui s'y sont préparés durant l'année scolaire qui vient de s'achever. Cette réforme a été mal accueillie par une partie non négligeable du corps enseignant qui y voit un bouleversement de ses habitudes. Tandis que les syndicats qui l'ont soutenue (le SNI-PEGC et le SGEN-CFDT) reprochaient à M. Savary trop de prudence dans l'application. Entre ces deux extrêmes, il est peu vraisemblable que M. Chevènement puisse faire un autre choix que celui de son prédécesseur.

Une autre « première » aura lieu à l'occasion de la rentrée universitaire : la mise en œuvre en premier cycle de la loi sur l'enseignement supérieur. Votée en 1983, après de violentes manifestations au printemps, et la fronde des professeurs à l'automne, la loi semble aujourd'hui mieux acceptée par ceux qui sont chargés de l'appliquer et qui ont élaboré dans une soumission d'universités quelque quatre cents projets de premier cycle. Entre-temps, il est vrai, les universitaires ont obtenu quelques apaisements sur leur statut et leurs carrières.

Son comportement à l'égard des syndicats d'enseignants, nombreux, puissants, divisés sur la politique à mener en matière d'éducation nationale, sera déterminant. Au sein même des syndicats qui sont engagés aux côtés de la gauche et se reflètent toutes ses tendances, les stratégies divergent. M. Chevènement entretenait jusqu'à présent de bonnes relations avec les dirigeants du plus gros bastion, la FEN. Si, au sein du Parti socialiste, M. Chevènement est un des plus proches du Parti communiste, à la FEN, les enseignants du CERES ont toujours milité à l'intérieur de la tendance socialiste (unité, indépendance et démocratie), non seulement pour empêcher la tendance communiste de prendre le pouvoir, mais aussi pour tenter de faire évoluer de l'intérieur la majorité syndicale.

Le nouveau ministre de l'éducation nationale ne devra pas seulement « rassembler ». Il lui faudra aussi mobiliser ceux qui font tourner le système éducatif. Sans oublier l'essentiel : les jeunes.

Le nouveau ministre de l'éducation nationale ne devra pas seulement « rassembler ». Il lui faudra aussi mobiliser ceux qui font tourner le système éducatif. Sans oublier l'essentiel : les jeunes.

CATHERINE ARDITTI

(1) Ce rapport remis à M. Laurent Fabius, après qu'il ait succédé à M. Chevènement, au ministère de l'Industrie et de la Recherche, est publié à la Documentation Française.

Mobiliser les enseignants

Le calendrier de M. Chevènement à l'automne sera décidément bien encombré par les retombées de décisions dont il n'aura pas eu l'initiative. Même le budget pour 1985, qu'il lui faudra défendre devant le Parlement, est pratiquement « bouclé ».

Mais la qualité de l'enseignement n'est pas seulement affaire de crédits. Par sa formation, et son itinéraire personnel, M. Chevènement devrait attirer beaucoup de prix aux contenus de l'enseignement, à la modernisation des connaissances aujourd'hui indispensables à tout citoyen. Sur ce terrain aussi, les travaux ont commencé, mais le nouveau ministre pourra sans doute, davantage que dans les mesures à caractère technique, imprimer sa volonté.

Ses idées, ses souhaits

« Les inégalités doivent être combattues à la racine »

« La démocratisation de l'enseignement par l'augmentation des crédits et l'allongement des études n'est plus suffisante (...). La refonte du système d'enseignement doit aussi s'inspirer de deux idées principales : — les inégalités sont aussi bien d'ordre culturel que matériel. Elles doivent être combattues à la racine. Le développement de l'enseignement dans la petite enfance, l'allongement du tronc commun, la suppression des ségrégations internes, le recyclage des maîtres doivent pourvoir chacun d'une solide formation de base ; — l'acquisition du savoir professionnel doit être incorporée à la vie active et laissée au libre choix des intéressés. » (Cité par le socialisme, 1973).

(...) Il faut ressusciter le sens de l'effort. Substituer à la sélection par l'échec une sélection démocratique fondée sur des critères intellectuels. Élever la qualité de l'enseignement, cela passe à la fois par une révision

« La laïcité est une conquête permanente »

« Il n'y a pas de projet éducatif indépendant d'un projet de société. C'est bien pourquoi la laïcité fut toujours un combat. Et c'est bien pourquoi aussi la crise actuelle de la laïcité, qui va de pair avec celle de l'école, illustre, à mon avis, chez ceux qui s'en réclament, une carence beaucoup plus fondamentale : la perte du sens du combat (...). La laïcité, comme la raison, est une conquête permanente et toujours menacée (...).

Je définis la laïcité comme la croyance en la possibilité d'une fraternité humaine fondée en raison (...). La laïcité ne va pas sans la lutte : ainsi s'annonce la nécessité du ressourcement que je crois nécessaire (...).

Comment faire admettre que la lutte des classes est présente dans des proportions diverses il est vrai, — dans la tête de chacun, maître ou élève ? Comment faire

dialoguer d'égal à égal le fils d'ouvrier et le fils de bourgeois, les petits Français et les enfants d'immigrés ?

« Bien évidemment une telle conception de la laïcité est inséparable d'un projet pédagogique fondé sur le dialogue, l'initiative, la créativité, mais aussi sur le soutien aux plus dévalorisés.

« Le risque cependant serait, sous prétexte de « décentralisation » ou de « politique contractuelle » de dissoudre l'école dans une pluralité de filières et de réseaux éducatifs qui ne feraient que reproduire en son sein le désordre et les ségrégations existant dans la société civile (...).

« J'approuve Louis Legrand quand il écrit : « Une école catholique séparée n'a plus aucune raison d'exister puisqu'elle est rendue possible en droit au sein de l'école publique unique (...) ». (Revue École et socialisme, avril 1979).

« L'enseignement public doit faire preuve de sa supériorité »

« Le nœud de l'affaire, c'est la restauration de l'école de la République. Ce qui compte d'abord, c'est la qualité de l'enseignement public. Quand il aura fait la preuve de sa supériorité — encore faut-il lui en donner les moyens financiers et humains et lui en communiquer l'ambition, — le problème se posera tout différemment. On a trop dramatisé toutes ces affaires d'école : il y a beaucoup de religion là-dedans. » (Figaro-Magazine, mars 1984).

« Parce que la matière grise est notre principale richesse, la qualité de l'enseignement est la base même du redressement national. Elle est la

DE MÈRE LAÏQUE... ET CATHOLIQUE

« J'ai été au catéchisme dès l'âge de sept ans et je garde en bon souvenir de l'enseignement de mon école (...). Cela dit, ma famille est plutôt d'esprit laïque. Les principes de la III^e République y sont à l'honneur. Ainsi mes parents étaient-ils de farouches adversaires de l'école privée. Dans les années 1959-1960, époque où le CNAL avait lancé une pétition contre la loi Debré, ma mère, qui portait alors ses deux jeunes fils fatigués, grésillait

« Restaurer le sens de l'effort »

« La séparation verticale entre deux écoles ou si l'on préfère deux réseaux (le réseau primaire — professionnel — et le réseau secondaire (supérieur), sans réelle communication entre eux, reflète ce processus de ségrégation qui fonde pour plus tard la division entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent. Une telle structure préfigurant la future division du travail dans la société capitaliste est la négation même de la société autogestionnaire que nous voulons construire (...).

« Les structures actuelles de commandement et la hiérarchie dans l'organisation et dans l'administration de l'éducation nationale ne sont pas compatibles avec le développement d'une école favorisant l'exercice effectif des responsabilités chez

Le voilà donc le beau gosse et turbulent du PS au 110 de la rue de Grenelle, en cet hôtel de Courtilles aux pilastres corinthiens, siège depuis 1929 du ministère de l'Instruction publique devenu ministère de l'éducation nationale. Le voilà surtout en ces lieux comme un patron heureux, Jean-Pierre Chevènement, savourant l'heure d'un retour aux affaires et surtout, dit-il, dans « une nouvelle période ». Seize mois plus tôt, il avait quitté le département du ministère de la Recherche et de l'Industrie à cinquante pas de là, après le fameux « Un ministre ça ferme sa gueule. S'il veut l'ouvrir il démissionne ». Seize mois de retraite mais non de silence. Le chef de file du CERES a dit ce qu'il avait à dire. Il a fait savoir et sans discrétion ses désaccords sur la politique économique de M. Delors. Il a éprouvé ce qu'il appelle « la difficulté d'être un homme politique anticorrompiste ». Maintenant il entend « assurer dans les meilleures conditions la rénovation de notre système éducatif ». La tâche lui plaît : « J'aime l'école. Vraiment, ça me boite ».

On n'est pas fils d'instituteurs pour rien. Le temps est loin où l'enfant de cinq ans rêvait d'être le conducteur du tacot qui, du côté de Rusey, dans le Haut-Doubs, cabotait en crachant sa fumée. Mais les racines franco-comtoises sont toujours là, qui permettent d'évoquer un grand-père ancien fermier

devenu garde forestier et une grand-mère qui tenait un hôtel-restaurant. On mesura très vite que lui, Jean-Pierre, serait un brillant sujet, entrement dit qu'il serait « quelqu'un ». Et lui le premier. Car il le confesse sans fioritures. Que ce soit d'abord à la commune du Labier, le village où exerçaient papa et maman, que ce soit au lycée Victor-Hugo de Besançon, de la sixième à la philo, s'il ne fut pas toujours le premier de la classe, il n'en fut jamais loin, avec en prime quelques succès au concours général.

Avec un pareil bagage la voie est toute tracée pour Normale supérieure. Il préfère Sciences-po et l'ENA. L'histoire, elle, exige un intermédiaire en Algérie. De 1961 à 1962, le sous-lieutenant du contingent Chevènement parcourut les djebels et y gagna la croix de la valeur militaire. « L'Algérie a beaucoup accéléré ma maturité ».

Après avoir eu en 1958, la fin de la IV^e République. L'adoption qu'il avait vécue sans passion excessive cette agonie. Même s'il défiait la Bastille à la République, manifestant anonyme oriant avec les autres « De Gaulle au musée ! », quelques jours avant la rentrée de l'exilé de Colombey, ce n'était pas par attachement à un régime qui lui faisait vivre « une période d'humiliation depuis Dien-Bien-Phu ». Non vraiment, admettre alors à la SFIO n'aurait pas été qu'une « idée saugrenue ».

Il y adhère pourtant en 1964, un an avant sa sortie de l'ENA. « On sentait une évolution de la gauche vers la droite. Il fallait bien faire quelque chose ». Bien sûr, il y avait le PC, mais pour un homme des frontières de l'Est, avec leurs traditions catholiques, même s'il s'agit d'une fibre de gauche, non vraiment. Le PSU ? « Il déclinait en tout sens. » Qui donc lui a dit : « Va donc voir Guy Mollet » ? Il y est allé avec quelques autres comme Alain Gomez, avec déjà des idées d'union de la gauche, un désir de « remonter tout ça ». Guy Mollet est venu, roti par deux ou trois prophètes ardents en robe de chambre, et leur dit à peu près : « Très bien jeunes gens, allez donc voir à la quatorzième section ». Ils y furent pour cinq ans. Mais, dès 1965, ils fondèrent le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste. Cela faisait CERES, et c'était voulu. La déesse de la fertilité, de la fécondité, de la globe, « de la globe aussi par voie de conséquence », ajoute Jean-Pierre Chevènement, se trouvait masculinisée mais allait faire parler d'elle.

Le CERES, au départ, n'est pas un contrat, seulement un laboratoire d'idées pour l'élaboration d'un programme d'union. A qui pourrait-il faire peur avec ses trois fondateurs ? D'autres vinrent : Didier Motchane, Georges Sarre. En 1969, ils étaient quelques centaines. Mais au congrès d'Épinay-sur-Seine, avec 8,5 % des mandats, le CERES devenait arbitre pour départager le courant Mitterrand-Defferre et le courant Mollet-Savary. Il imposa le premier. Jean-Pierre Chevènement en savoura encore aujourd'hui le souvenir.

Il prémit du poids, le jeune homme romantique. La France connaissait maintenant cette silhouette dégingante, ce visage bien construit, cette chevelure abondante, et ce faux angélisme. A force de se manifester, de ruer dans les brancards, il forçait l'attention. Bientôt il allait recevoir son label : « Le Debré de la gauche ». Il effleura d'un être agacé : « Je pense avoir une certaine clarté, une rigueur dans mes comportements et mes choix. J'invoque le salut public. Mais c'est une expression que n'a pas inventé Michel Debré. Ça existait avant lui. » Alors Jean-Pierre Chevènement. Saint-Just ? Il préférerait, surtout sachant que la fin ne sera pas la même. Le petit sourire amusé le fait du moins comprendre.

L'instant d'après il dira : « On peut avoir des opinions divergentes, mais la gauche comme la droite ont pour but de rassembler un pays et ne peuvent le faire que sur des objectifs d'intérêt national. Chacun peut rassembler à son tour. » C'est là qu'il glisse : « J'ai de l'estime pour Michel Debré et j'entretiens avec lui des relations cordiales. Évidemment, c'est la politique économique et sociale qui nous divise toujours le plus ».

Il y a autre chose. Voilà aujourd'hui Jean-Pierre Chevènement successeur immédiat d'Alain Savary et dans un ministère où s'était conçu le projet de réforme de l'école privée, cause de tellement de remous que son auteur dut en démissionner avec les suites que l'on sait. Ironie des jeux politiques, Car

JE FERME MA GUEULE !

UN MINISTRE CA FERME SA GUEULE. SI CA VEUT L'OUVRIER, CA DÉMISSIONNE. (D'après un dessin de PLANTU)

DES CAMÉRONS POUR PROTÉGER

IN BREF

Marcheuse de l'espérance

regagné la Terre

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

Le monde de la politique

devenir garde forestier et une grand-mère qui tenait un hôtel-restaurant. On mesura très vite que lui, Jean-Pierre, serait un brillant sujet, entrement dit qu'il serait « quelqu'un ». Et lui le premier. Car il le confesse sans fioritures. Que ce soit d'abord à la commune du Labier, le village où exerçaient papa et maman, que ce soit au lycée Victor-Hugo de Besançon, de la sixième à la philo, s'il ne fut pas toujours le premier de la classe, il n'en fut jamais loin, avec en prime quelques succès au concours général.

Avec un pareil bagage la voie est toute tracée pour Normale supérieure. Il préfère Sciences-po et l'ENA. L'histoire, elle, exige un intermédiaire en Algérie. De 1961 à 1962, le sous-lieutenant du contingent Chevènement parcourut les djebels et y gagna la croix de la valeur militaire. « L'Algérie a beaucoup accéléré ma maturité ».

Après avoir eu en 1958, la fin de la IV^e République. L'adoption qu'il avait vécue sans passion excessive cette agonie. Même s'il défiait la Bastille à la République, manifestant anonyme oriant avec les autres « De Gaulle au musée ! », quelques jours avant la rentrée de l'exilé de Colombey, ce n'était pas par attachement à un régime qui lui faisait vivre « une période d'humiliation depuis Dien-Bien-Phu ». Non vraiment, admettre alors à la SFIO n'aurait pas été qu'une « idée saugrenue ».

Il y adhère pourtant en 1964, un an avant sa sortie de l'ENA. « On sentait une évolution de la gauche vers la droite. Il fallait bien faire quelque chose ». Bien sûr, il y avait le PC, mais pour un homme des frontières de l'Est, avec leurs traditions catholiques, même s'il s'agit d'une fibre de gauche, non vraiment. Le PSU ? « Il déclinait en tout sens. » Qui donc lui a dit : « Va donc voir Guy Mollet » ? Il y est allé avec quelques autres comme Alain Gomez, avec déjà des idées d'union de la gauche, un désir de « remonter tout ça ». Guy Mollet est venu, roti par deux ou trois prophètes ardents en robe de chambre, et leur dit à peu près : « Très bien jeunes gens, allez donc voir à la quatorzième section ». Ils y furent pour cinq ans. Mais, dès 1965, ils fondèrent le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste. Cela faisait CERES, et c'était voulu. La déesse de la fertilité, de la fécondité, de la globe, « de la globe aussi par voie de conséquence », ajoute Jean-Pierre Chevènement, se trouvait masculinisée mais allait faire parler d'elle.

Le CERES, au départ, n'est pas un contrat, seulement un laboratoire d'idées pour l'élaboration d'un programme d'union. A qui pourrait-il faire peur avec ses trois fondateurs ? D'autres vinrent : Didier Motchane, Georges Sarre. En 1969, ils étaient quelques centaines. Mais au congrès d'Épinay-sur-Seine, avec 8,5 % des mandats, le CERES devenait arbitre pour départager le courant Mitterrand-Defferre et le courant Mollet-Savary. Il imposa le premier. Jean-Pierre Chevènement en savoura encore aujourd'hui le souvenir.

Il prémit du poids, le jeune homme romantique. La France connaissait maintenant cette silhouette dégingante, ce visage bien construit, cette chevelure abondante, et ce faux angélisme. A force de se manifester, de ruer dans les brancards, il forçait l'attention. Bientôt il allait recevoir son label : « Le Debré de la gauche ». Il effleura d'un être agacé : « Je pense avoir une certaine clarté, une rigueur dans mes comportements et mes choix. J'invoque le salut public. Mais c'est une expression que n'a pas inventé Michel Debré. Ça existait avant lui. » Alors Jean-Pierre Chevènement. Saint-Just ? Il préférerait, surtout sachant que la fin ne sera pas la même. Le petit sourire amusé le fait du moins comprendre.

L'instant d'après il dira : « On peut avoir des opinions divergentes, mais la gauche comme la droite ont pour but de rassembler un pays et ne peuvent le faire que sur des objectifs d'intérêt national. Chacun peut rassembler à son tour. » C'est là qu'il glisse : « J'ai de l'estime pour Michel Debré et j'entretiens avec lui des relations cordiales. Évidemment, c'est la politique économique et sociale qui nous divise toujours le plus ».

Il y a autre chose. Voilà aujourd'hui Jean-Pierre Chevènement successeur immédiat d'Alain Savary et dans un ministère où s'était conçu le projet de réforme de l'école privée, cause de tellement de remous que son auteur dut en démissionner avec les suites que l'on sait. Ironie des jeux politiques, Car

devenir garde forestier et une grand-mère qui tenait un hôtel-restaurant. On mesura très vite que lui, Jean-Pierre, serait un brillant sujet, entrement dit qu'il serait « quelqu'un ». Et lui le premier. Car il le confesse sans fioritures. Que ce soit d'abord à la commune du Labier, le village où exerçaient papa et maman, que ce soit au lycée Victor-Hugo de Besançon, de la sixième à la philo, s'il ne fut pas toujours le premier de la classe, il n'en fut jamais loin, avec en prime quelques succès au concours général.

Avec un pareil bagage la voie est toute tracée pour Normale supérieure. Il préfère Sciences-po et l'ENA. L'histoire, elle, exige un intermédiaire en Algérie. De 1961 à 1962, le sous-lieutenant du contingent Chevènement parcourut les djebels et y gagna la croix de la valeur militaire. « L'Algérie a beaucoup accéléré ma maturité ».

Après avoir eu en 1958, la fin de la IV^e République. L'adoption qu'il avait vécue sans passion excessive cette agonie. Même s'il défiait la Bastille à la République, manifestant anonyme oriant avec les autres « De Gaulle au musée ! », quelques jours avant la rentrée de l'exilé de Colombey, ce n'était pas par attachement à un régime qui lui faisait vivre « une période d'humiliation depuis Dien-Bien-Phu ». Non vraiment, admettre alors à la SFIO n'aurait pas été qu'une « idée saugrenue ».

Il y adhère pourtant en 1964, un an avant sa sortie de l'ENA. « On sentait une évolution de la gauche vers la droite. Il fallait bien faire quelque chose ». Bien sûr, il y avait le PC, mais pour un homme des frontières de l'Est, avec leurs traditions catholiques, même s'il s'agit d'une fibre de gauche, non vraiment. Le PSU ? « Il déclinait en tout sens. » Qui donc lui a dit : « Va donc voir Guy Mollet » ? Il y est allé avec quelques autres comme Alain Gomez, avec déjà des idées d'union de la gauche, un désir de « remonter tout ça ». Guy Mollet est venu, roti par deux ou trois prophètes ardents en robe de chambre, et leur dit à peu près : « Très bien jeunes gens, allez donc voir à la quatorzième section ». Ils y furent pour cinq ans. Mais, dès 1965, ils fondèrent le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste. Cela faisait CERES, et c'était voulu. La déesse de la fertilité, de la fécondité, de la globe, « de la globe aussi par voie de conséquence », ajoute Jean-Pierre Chevènement, se trouvait masculinisée mais allait faire parler d'elle.

Le CERES, au départ, n'est pas un contrat, seulement un laboratoire d'idées pour l'élaboration d'un programme d'union. A qui pourrait-il faire peur avec ses trois fondateurs ? D'autres vinrent : Didier Motchane, Georges Sarre. En 1969, ils étaient quelques centaines. Mais au congrès d'Épinay-sur-Seine, avec 8,5 % des mandats, le CERES devenait arbitre pour départager le courant Mitterrand-Defferre et le courant Mollet-Savary. Il imposa le premier. Jean-Pierre Chevènement en savoura encore aujourd'hui le souvenir.

Il prémit du poids, le jeune homme romantique. La France connaissait maintenant cette silhouette dégingante, ce visage bien construit, cette chevelure abondante, et ce faux angélisme. A force de se manifester, de ruer dans les brancards, il forçait l'attention. Bientôt il allait recevoir son label : « Le Debré de la gauche ». Il effleura d'un être agacé : « Je pense avoir une certaine clarté, une rigueur dans mes comportements et mes choix. J'invoque le salut public. Mais c'est une expression que n'a pas inventé Michel Debré. Ça existait avant lui. » Alors Jean-Pierre Chevènement. Saint-Just ? Il préférerait, surtout sachant que la fin ne sera pas la même. Le petit sourire amusé le fait du moins comprendre.

L'instant d'après il dira : « On peut avoir des opinions divergentes, mais la gauche comme la droite ont pour but de rassembler un pays et ne peuvent le faire que sur des objectifs d'intérêt national. Chacun peut rassembler à son tour. » C'est là qu'il glisse : « J'ai de l'estime pour Michel Debré et j'entretiens avec lui des relations cordiales. Évidemment, c'est la politique économique et sociale qui nous divise toujours le plus ».

Il y a autre chose. Voilà aujourd'hui Jean-Pierre Chevènement successeur immédiat d'Alain Savary et dans un ministère où s'était conçu le projet de réforme de l'école privée, cause de tellement de remous que son auteur dut en démissionner avec les suites que l'on sait. Ironie des jeux politiques, Car

devenir garde forestier et une grand-mère qui tenait un hôtel-restaurant. On mesura très vite que lui, Jean-Pierre, serait un brillant sujet, entrement dit qu'il serait « quelqu'un ». Et lui le premier. Car il le confesse sans fioritures. Que ce soit d'abord à la commune du Labier, le village où exerçaient papa et maman, que ce soit au lycée Victor-Hugo de Besançon, de la sixième à la philo, s'il ne fut pas toujours le premier de la classe, il n'en fut jamais loin, avec en prime quelques succès au concours général.

Avec un pareil bagage la voie est toute tracée pour Normale supérieure. Il préfère Sciences-po et l'ENA. L'histoire, elle, exige un intermédiaire en Algérie. De 1961 à 1962, le sous-lieutenant du contingent Chevènement parcourut les djebels et y gagna la croix de la valeur militaire. « L'Algérie a beaucoup accéléré ma maturité ».

Après avoir eu en 1958, la fin de la IV^e République. L'adoption qu'il avait vécue sans passion excessive cette agonie. Même s'il défiait la Bastille à la République, manifestant anonyme oriant avec les autres « De Gaulle au musée ! », quelques jours avant la rentrée de l'exilé de Colombey, ce n'était pas par attachement à un régime qui lui faisait vivre « une période d'humiliation depuis Dien-Bien-Phu ». Non vraiment, admettre alors à la SFIO n'aurait pas été qu'une « idée saugrenue ».

Il y adhère pourtant en 1964, un an avant sa sortie de l'ENA. « On sentait une évolution de la gauche vers la droite. Il fallait bien faire quelque chose ». Bien sûr, il y avait le PC, mais pour un homme des frontières de l'Est, avec leurs traditions catholiques, même s'il s'agit d'une fibre de gauche, non vraiment. Le PSU ? « Il déclinait en tout sens. » Qui donc lui a dit : « Va donc voir Guy Mollet » ? Il y est allé avec quelques autres comme Alain Gomez, avec déjà des idées d'union de la gauche, un désir de « remonter tout ça ». Guy Mollet est venu, roti par deux ou trois prophètes ardents en robe de chambre, et leur dit à peu près : « Très bien jeunes gens, allez donc voir à la quatorzième section ». Ils y furent pour cinq ans. Mais, dès 1965, ils fondèrent le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste. Cela faisait CERES, et c'était voulu. La déesse de la fertilité, de la fécondité, de la globe, « de la globe aussi par voie de conséquence », ajoute Jean-Pierre Chevènement, se trouvait masculinisée mais allait faire parler d'elle.

Le CERES, au départ, n'est pas un contrat, seulement un laboratoire d'idées pour l'élaboration d'un programme d'union. A qui pourrait-il faire peur avec ses trois fondateurs ? D'autres vinrent : Didier Motchane, Georges Sarre. En 1969, ils étaient quelques centaines. Mais au congrès d'Épinay-sur-Seine, avec 8,5 % des mandats, le CERES devenait arbitre pour départager le courant Mitterrand-Defferre et le courant Mollet-Savary. Il imposa le premier. Jean-Pierre Chevènement en savoura encore aujourd'hui le souvenir.

Il prémit du poids, le jeune homme romantique. La France connaissait maintenant cette silhouette dégingante, ce visage bien construit, cette chevelure abondante, et ce faux angélisme. A force de se manifester, de ruer dans les brancards, il forçait l'attention. Bientôt il allait recevoir son label : « Le Debré de la gauche ». Il effleura d'un être agacé : « Je pense avoir une certaine clarté, une rigueur dans mes comportements et mes choix. J'invoque le salut public. Mais c'est une expression que n'a pas inventé Michel Debré. Ça existait avant lui. » Alors Jean-Pierre Chevènement. Saint-Just ? Il préférerait, surtout sachant que la fin ne sera pas la même. Le petit sourire amusé le fait du moins comprendre.

L'instant d'après il dira : « On peut avoir des opinions divergentes, mais la gauche comme la droite ont pour but de rassembler un pays et ne peuvent le faire que sur des objectifs d'intérêt national. Chacun peut rassembler à son tour. » C'est là qu'il glisse : « J'ai de l'estime pour Michel Debré et j'entretiens avec lui des relations cordiales. Évidemment, c'est la politique économique et sociale qui nous divise toujours le plus ».

Il y a autre chose. Voilà aujourd'hui Jean-Pierre Chevènement successeur immédiat d'Alain Savary et dans un ministère où s'était conçu le projet de réforme de l'école privée, cause de tellement de remous que son auteur dut en démissionner avec les suites que l'on sait. Ironie des jeux politiques, Car

devenir garde forestier et une grand-mère qui tenait un hôtel-restaurant. On mesura très vite que lui, Jean-Pierre, serait un brillant sujet, entrement dit qu'il serait « quelqu'un ». Et lui le premier. Car il le confesse sans fioritures. Que ce soit d'abord à la commune du Labier, le village où exerçaient papa et maman, que ce soit au lycée Victor-Hugo de Besançon, de la sixième à la philo, s'il ne fut pas toujours le premier de la classe, il n'en fut jamais loin, avec en prime quelques succès au concours général.

Avec un pareil bagage la voie est toute tracée pour Normale supérieure. Il préfère Sciences-po et l'ENA. L'histoire, elle, exige un intermédiaire en Algérie. De 1961 à 1962, le sous-lieutenant du contingent Chevènement parcourut les djebels et y gagna la croix de la valeur militaire. « L'Algérie a beaucoup accéléré ma maturité ».

Après avoir eu en 1958, la fin de la IV^e République. L'adoption qu'il avait vécue sans passion excessive cette agonie. Même s'il défiait la Bastille à la République, manifestant anonyme oriant avec les autres « De Gaulle au musée ! », quelques jours avant la rentrée de l'exilé de Colombey, ce n'était pas par attachement à un régime qui lui faisait vivre « une période d'humiliation depuis Dien-Bien-Phu ». Non vraiment, admettre alors à la SFIO n'aurait pas été qu'une « idée saugrenue ».

Il y adhère pourtant en 1964, un an avant sa sortie de l'ENA. « On sentait une évolution de la gauche vers la droite. Il fallait bien faire quelque chose ». Bien sûr, il y avait le PC, mais pour un homme des frontières de l'Est, avec leurs traditions catholiques, même s'il s'agit d'une fibre de gauche, non vraiment. Le PSU ? « Il déclinait en tout sens. » Qui donc lui a dit : « Va donc voir Guy Mollet » ? Il y est allé avec quelques autres comme Alain Gomez, avec déjà des idées d'union de la gauche, un désir de « remonter tout ça ». Guy Mollet est venu, roti par deux ou trois prophètes ardents en robe de chambre, et leur dit à peu près : « Très bien jeunes gens, allez donc voir à la quatorzième section ». Ils y furent pour cinq ans. Mais, dès 1965, ils fondèrent le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste. Cela faisait CERES, et c'était voulu. La déesse de la fertilité, de la fécondité, de la globe, « de la globe aussi par voie de conséquence », ajoute Jean-Pierre Chevènement, se trouvait masculinisée mais allait faire parler d'elle.

Le CERES, au départ, n'est pas un contrat, seulement un laboratoire d'idées pour l'élaboration d'un programme d'union. A qui pourrait-il faire peur avec ses trois fondateurs ? D'autres vinrent : Didier Motchane, Georges Sarre. En 1969, ils étaient quelques centaines. Mais au congrès d'Épinay-sur-Seine, avec 8,5 % des mandats, le CERES devenait arbitre pour départager le courant Mitterrand-Defferre et le courant Mollet-Savary. Il imposa le premier. Jean-Pierre Chevènement en savoura encore aujourd'hui le souvenir.

Il prémit du poids, le jeune homme romantique. La France connaissait maintenant cette silhouette dégingante, ce visage bien construit, cette chevelure abondante, et ce faux angélisme. A force de se manifester, de ruer dans les brancards, il forçait l'attention. Bientôt il allait recevoir son label : « Le Debré de la gauche ». Il effleura d'un être agacé : « Je pense avoir une certaine clarté, une rigueur dans



NATATION

Hercule à vingt ans

Los Angeles. — Il fallait Hercule, pas moins, pour mettre en échec l'armée américaine dont le razza a commencé dès le premier jour, à la piscine olympique. Il a vingt ans. Il mesure 2 m 02. Atlemand de l'Ouest, il s'appelle Michael Gross. Il a remporté la médaille d'or du 200 mètres nage libre en établissant de 11 centimètres de seconde son propre record du monde (1 m 47 s 44) et en laissant à distance respectable son principal rival, l'Américain Mike Heath (1 m 49 s 10).

De suspense, il n'y en a pas eu. Gross était en tête dès le plongeon de départ. De manière déborder, il a parcouru assez lentement les premiers 100 mètres (53 s 14). Cependant, son avance était déjà trop importante pour qu'il puisse être inquiété dans la dernière longueur, son point fort.

A coup sûr, le géant blond de Francfort va, à lui seul, ouvrir une brèche dans le mur en or qu'ont commencé à se bâtir les Américains. Il va s'aligner au total, dans six épreuves (200 m nage libre, 100 et 200 m papillon et les trois relais). On ne voit pas bien, en particulier, qui pourrait empêcher de s'approprier une nouvelle médaille d'or dans le 200 m papillon dont il détient le record du monde (1 m 57 s 05).

Il ne faudrait pourtant pas croire que ce surdoué des bassins n'ait pas d'autre horizon qu'une ligne d'eau dans sa vie. Roulant en Porsche, habitant l'un des quartiers les plus huppés de Francfort, il refuse abominablement de se laisser enfermer dans la piège de la course aux médailles. Son entraîneur, Helmut Oelerich, reconnaît qu'il aurait pu s'inscrire, beaucoup plus à l'entraînement en cette année olympique. Mais Michael Gross avait décidé de donner la

Correspondance

priorité à ses examens de fin d'études secondaires, brillamment réussis.

Gross n'a d'ailleurs, jamais été un nageur forcé. Alors que ses principaux rivaux alignent à longueur de journée des longueurs de bassin, il ne consacre, pour sa part, que quatre heures par jour à l'entraînement : deux pour la natation, deux pour la gymnastique et le judo. Pas question pour lui de s'astreindre à un quelconque régime alimentaire : sa passion pour la pâtisserie est bien connue. Ni police, ni ascète, un jeune homme au caractère bien trempé seulement : c'est donc lui qui a empêché les Américains de rattraper tous les titres décernés le premier jour.

Piscine arrosée

Car dans cette piscine olympique construite sur le campus de l'Université de Californie du Sud grâce au financement des « restaurants fast-food » Mac Donald (40 millions de dollars), le spectacle est fabuleux. Du haut des échafaudages-tribunes qui s'élèvent presque verticalement, on regarde le baigneur comme le fond d'un puits. Et on vient assez tôt le matin, on voit le spectacle rare d'un piscine qu'on arrose (il, étanche refroidir son eau chauffée par le soleil de la Californie : 31° souvent, et les nageurs se plaignent).

C'est dans ce cadre que l'Américain Steve Lundquist a remporté le 100 mètres brasse (1 m 1 s 86) en battant le record du monde de son compatriote John Moffat (1 m 2 s 13). L'Américaine Tracy Caulkins s'est imposée dans le 400 mètres quatre nages avec une performance (4 m 39 s 84) éloignée du record du monde de l'Allemande de l'Est Petra Schneider (4 m 38 s 10 en 1982). Mais depuis cette époque, cette dernière a régressé (4 m 39 s 54 en 1983), et en réussissant la meilleure performance de 1984, Tracy Caulkins (comme précédemment Steve Lundquist) a chassé l'ombre du boycottage planant sur sa médaille, nage à peine perceptible sur le podium du 100 mètres dames, avec sur la plus haute marche, le double des Américaines Carrie Steinmeier et Nancy Hoghead (55 s 92, troisième performance mondiale de l'année).

C'est dans la série de cette épreuve que la Française Sophie Kamoun, dix-sept ans, a amélioré le record national (57 s 49) qui appartenait depuis les Jeux de Moscou à Gylaine Berger. Performance insuffisante, toutefois, pour entrer en finale.

Don Gambrell, le coach de l'équipe américaine de natation, a annoncé qu'il comptait sur vingt médailles d'or durant ces Jeux. Vingt pour quarante-trois nageurs et nageuses (deux par épreuve). Le pari est ambitieux. Mais la densité de la natation (comme de l'athlétisme) de ce pays est telle qu'il peut être gagné.

A titre de comparaison, cinq nageurs français seulement auraient atteint la finale d'une des épreuves des sélections américaines pour ces Jeux, et encore en nageant au niveau de leur record de France. Aucun n'aurait terminé à l'une des deux premières places qualificatives. C'est vraiment un autre monde. C'est l'Amérique !

CHRISTIAN BINDER.

TIR

Les Chinois font mouche

De notre envoyé spécial

Los Angeles. — La Chine a déjà remporté deux médailles pour la première finale de tir. Un coup double qui marque son retour, or et bronze, au pistolet libre, une discipline qui consiste à expédier 60 balles à 50 mètres dans une cible avec un pistolet de son choix et de petit calibre. Seul l'éternel Skanaker, un Suédois, vieil habitué des pas de tir a pu leur résister, s'intercalant entre les deux Chinois pour prendre la médaille d'argent. Le premier couronné de cette vingt-troisième session des Jeux olympiques a vingt-sept ans. Il s'appelle Xu. Il y en a deux dans l'équipe chinoise : celui-là se nomme Haifeng. Il serait attaché commercial dans une entreprise spécialisée dans le commerce de la volaille, ne serait pas membre du parti communiste et ne s'entraînerait que depuis deux ans au tir.

Le représentant français Philippe Cola a, pour sa part, pris une sixième place très honorable avec 559 sur 600. Mais il fallait être bien meilleur, aujourd'hui, pour monter sur le podium, bien que le vainqueur n'ait pas, tant s'en faut, avec 566 sur 600, approché le score du Soviétique Melentev acquis en 1980 avec 581 points sur 600. Mais l'on sait bien que les Jeux olympiques, surtout dans ce type de concours, ne permettent que rarement de battre des records du monde.

La cérémonie célébrée sous un soleil de plomb a donné lieu, de la part du public, à un bel élan. Sifflets — il s'agit d'un signe de grande satisfaction —, applaudissements à tout rompre ont accompagné la montée des couleurs et l'hymne national chinois. On ne soupçonnait pas un tel engouement pour une victoire d'un représentant d'un pays communiste.

Ce public se montre parfois moins généreux, comme on a pu le voir au cours de la compétition de « pistolet sport » qui a mis aux prises, toute la journée, les femmes. Ce combat d'esthètes où il faut tirer à 25 mètres, en deux séries, d'abord trente coups de pistolet en cherchant la précision avant tout, puis trente coups à vitesse rapide, avec la même arme, un 22 long rifle, a donné lieu à d'introuvables explosions sonores. A chaque fois que la représentante américaine — une surdouée du nom de Ruby Fox talonnée par une Canadienne qui sera première au barrage (585 600) et par une Chinoise qui finira quatrième — réussissait une série, les applaudissements et cris de joie se déchaînaient.

Il faut dire combien ce genre de concours réclame de sang-froid de la part du tireur et combien des manifestations de ce genre peuvent troubler la concentration des athlètes. Déjà handicapés par une chaleur lourde — la climatisation n'a été installée que dans les locaux fermés, bien sûr, comme les pas de tir des armes à air comprimé — les tireurs sont en outre sans cesse gênés par le passage du public. Qu'on y ajoute des applaudissements à tout rompre et on imagine ce qui peut se passer dans la tête d'un athlète, seul à son pupitre de tir, sans supporter, parfois désespéré, ce n'est pas tolérable. Des remarques vont être déposées auprès des commissaires car il ne s'agit pas, ici, d'une fête foraine, comme certains semblent l'avoir cru ce matin.

Transpiration

Hormis ces « incidents » déjà constatés dans d'autres circonstances, la compétition de tir a pris désormais son rythme de croisière. Tandis que, chargés de sacs et de petites mallettes à glace, les spectateurs débambulent d'un pas de tir à l'autre, allant de boutiques à souvenirs aux petites échoppes à « hot dog » et à boissons fraîches, les tireurs, eux, attendent leur tour dans des « moteurs-homes » réfrigérés pour les plus chanceux, ou assis à l'ombre dans une atmosphère surchauffée, pour les plus infortunés. Car il faut dire qu'à Chino, aux portes du désert et à quelques cent kilomètres du Convention Center où sont installés à Los Angeles tous les

services administratifs, l'air est chaud. La brise qui, de temps en temps, au grand dam des tireurs aux plateaux d'argile soufflé du haut des collines peclées vers la vallée n'apporte pas la moindre amélioration à une température qui avoisine le 40 degrés. Bien que les parcs à voitures situés à près de deux kilomètres soient desservis par des bus climatisés, les quelques mètres qui, à leur arrivée au site, les séparent des gardiens nerveux qui surveillent les entrées, transforment en fontaine de transpiration tout être vivant.

Les installations de tir sont situées près d'un parc aménagé, verdoyant lui, et consacré à la pêche, à l'équi-

UN PERCUTEUR CASSÉ

On espérait beaucoup un succès d'Evelyn Manchon, trente et un ans, vice-championne d'Europe au pistolet « sport ». N'avait-elle pas battu, cette année, d'un point le record de la Soviétique Korsur avec 593 sur 600 ? Evelyn Manchon n'est que neuvième (577/600). Pour elle, la compétition à Los Angeles est terminée. Soulagée, décompressée, elle confie que sa relative contre-performance est due à la chaleur et au bruit plus qu'au percuteur qui s'est cassé durant le concours de précision. Sportive Evelyn, qui est ravie qu'une Canadienne, Linda Thom, ait finalement gagné devant l'Américaine Ruby Fox. D'autant plus qu'elle est un peu de la famille, Linda. N'est-elle pas tir autrichienne au club de la police nationale en France ?

C.L.

LES RESULTATS

Basket-ball

PREMIER TOUR

Poule B
Etats-Unis b. Chine 97-49
Uruguay b. France 91-87
(après prolongation).

Cyclisme

EPREUVE SUR ROUTE

MESSEIERS

1. Alexi Grewal (E-U), 4 h 59 mn 37 s (moyenne 38,046 km/h) ; 2. Steve Bauer (Can.), 4 h 59 mn 57 s ; 3. Dag Otto Lauritzen (Norv.), 5 h 18 s ; 28. Daniel Amardelli (Fr.), 5 h 11 mn 43 s ; 29. Philippe Bouvatier (Fr.), même temps.

DAMES

1. Connie Carpenter-Phinney (E-U), les 79 km en 2 h 11 mn 14 s (moyenne 36,210 km/h) ; 2. Rebecca Twiss (E-U) ; 3. Sandra Schumacher (RFA), même temps ; 4. Jeannie Longo (Fr.), 2 h 12 mn 35 s ; 11. Cécile Odin (Fr.), 2 h 13 mn 28 s ; 14. Dominique Damiati (Fr.) ; 20. Marielle Guichard (Fr.), même temps.

Football

Groupe A

France et Qatar 2-2
Chili et Norvège 0-0

Gymnastique

Après les exercices imposés, la France occupe (avec 287,65 pts) la septième place du classement par équipes derrière les Etats-Unis premiers (295,30 pts), la Chine deuxième (294,25 pts), le Japon troisième (292,40 pts), la RFA quatrième (290,30 pts), la Suisse cinquième (289,95 pts) et le Canada sixième (288,25 pts).

Haltérophilie

52 kg : 1. Guojing Zeng (Chine), 235 kg (105,0 + 130,0) ; 2. Peishou Zhou (Chine), 235 kg (107,5 + 127,5) ; 3. Kazushito Marnabe (Jap.), 232,5 kg (102,5 + 130,0).

Natation

MESSEIERS

200 m libre : 1. Michael Gross (RFA), 1 m 47 s 44 (rec. du monde) (ancien record : 1 m 47 s 55 par lui-même) ; 2. Michael Heath (E-U), 1 m 49 s 10 ; 3. Thomas Fahrner (RFA), 1 m 49 s 69.

100 m brasse : 1. Steve Lundquist (E-U), 1 m 1 s 86 (rec. du monde) (ancien record : 1 m 2 s 13 par John Moffat (EU)) ; 2. Victor Davis (Can.), 1 m 1 s 99 ; 3. Peter Evans (Aust.), 1 m 2 s 97.

DAMES

100 m libre : 1. Carrie Steinmeier (E-U), 55 s 92 ; Nancy Hoghead (E-U), 55 s 92 ; 3. Annemarie Verstaappen (P-B), 56 s 8.

La Française Sophie Kamoun s'est classée cinquième de la finale B en 57 s 81. Elle a battu, en série, le record de France en 57 s 49. L'ancien record était détenu par Gylaine Berger qui avait réalisé 57 s 80 au cours des séries des Jeux olympiques de Moscou en 1980.

400 m x 4 nages : 1. Tracy Caulkins (E-U), 4 m 39 s 24 ; 2. Suzanne Landells (Aust.), 4 m 48 s 30 ; 3. Petra Zindler (RFA), 4 m 48 s 57.

Pentathlon moderne

Après la première épreuve de saut d'obstacles, les Français Didier Boude (1070 pts), Paul Pour (1040 pts), Joël Bouzou (884 pts), occupent respectivement la 11^e, la 20^e et la 42^e place. Par équipe, la France (2994 pts) est 9^e, l'Italie (3240 pts) est première, les Etats-Unis (3186 pts) deuxième et le Japon (3150 pts) troisième.

Tir

PISTOLET LIBRE

MESSEIERS

1. Haifeng Xu (Chine), 566 ps ; 2. Ragnar Skanaker (Suède), 565 ; 3. Yifu Wang (Chine), 564 ; 4. Philippe Cola (Fr.), 559.

PISTOLET PETIT CALIBRE

DAMES

1. Linda Thom (Can.), 585 ps (vainqueur après barrage) ; 2. Ruby Fox (E-U), 585 ; 3. Patricia Dench (Aust.), 583 (vainqueur en barrage) ; 4. Evelyn Manchon (Fr.), 577.

LOGIQUE SOVIETIQUE

Absente des Jeux olympiques, l'URSS pousse sa logique jusqu'au bout. La télévision soviétique n'a pas retracé la cérémonie d'ouverture et n'envisage pas, semble-t-il, de diffuser d'images en provenance de Los Angeles.

En revanche, les téléspectateurs soviétiques ont pu voir sur leur écran un reportage — repris dimanche 28 juillet, par Antenne 2 — qui fait la part belle à l'anti-américanisme. M. Ronald Reagan y est représenté comme un cow-boy dressé à l'arc sur la colombe de la paix. Le président des Etats-Unis apparaît aussi en gymnaste s'entraînant sur un cheval d'arçon posé sur un missile. Même les anneaux olympiques servant chacun de support à des cordes de pendaison n'échappent pas à la caricature.

Les soviétiques, qui, avant de boycotter l'événement, s'inquiétaient pour la vie de leurs athlètes, dénoncent, aujourd'hui, les mesures de sécurité prises par les Américains. Le geste d'un fou fouant avec sa voiture sur la foule est présenté à Moscou comme un attentat.

L'agence Tass parle de la cérémonie d'ouverture comme d'un spectacle digne de la plus mauvaise tradition hollywoodienne. « Beaucoup de drapeaux américains, mais pas de place pour l'idéal olympique du sport. »

GILLES MARTINEAU.

LE FAIT DU JOUR

Un grand dessein pour Paris

De notre envoyé spécial

Los Angeles. — M. Jacques Chirac, député, dimanche 28 juillet, à l'Institut Biltmore de Los Angeles, une réception pour cinq cents personnes en présence de M. Alain Calmet, nouveau maire délégué à la jeunesse et aux sports, et Nelson Pallou, président du Comité national olympique français.

Une jaquette sur Paris a été distribuée à cette occasion. Pour-tant, la candidature de la capitale française à l'organisation des Jeux de 1992 n'a pas été officiellement annoncée. « Elle devrait l'être dans les prochains jours », nous a-t-on assuré. L'adjoint aux sports de la capitale, Paul Violet, Ce délai devra permettre de régler les derniers désaccords financiers entre elle et l'Etat.

M. Michel Aetorg, qui coordonne la préparation des Jeux pour le gouvernement, a élaboré un budget prévisionnel de 10 milliards de francs, en léger excédent. Les financiers de la capitale ont affirmé de leur côté que l'Etat serait de l'ordre de 4 milliards de francs. « Je ne veux pas augmenter la pression fiscale sur les Parisiens et je ne

veux pas que se renouvelle l'échec de l'opération universelle », a déclaré M. Chirac. Pour cela, il a demandé qu'une loi définisse la répartition des responsabilités financières. De plus, le maire de Paris souhaite que la totalité du produit des médailles et monnaies olympiques soit affectée au comité d'organisation ainsi que les droits de télévision. Selon lui, l'Etat doit, en outre, s'engager à prendre en charge plus de 30 % d'un éventuel déficit supérieur à 4 millions de francs et ne pas amputer les recettes de la Ville (prélevement sur le PMU) ou aggraver certaines charges (police, transports).

Dans ces conditions, M. Chirac estime que les Jeux olympiques seront une contrainte assez lourde pour la Ville, mais que leur organisation « constitue la seule opportunité capable de rassembler le pays autour d'un grand dessein ».

L'officialisation de la candidature dépend désormais seulement d'un marchandage politique.

A. G.

D'UN SPORT A L'AUTRE

Automobilisme

1 000 KM DE BRANDS-HATCH

Le Britannique Jonathan Palmer et le Néerlandais Jan Lammers sur Porsche 956 ont remporté, dimanche 29 juillet, les 1 000 km de Brands-Hatch (Grande-Bretagne) devant le Français Henri Pescarolo et l'Allemand de l'Ouest Jochen Mass, également sur Porsche 956. Ce dernier occupe, avec 54 points, la première place du classement général provisoire du championnat du monde des pilotes d'endurance devant Henri Pescarolo (53 pts) et Jonathan Palmer (50 pts).

Motocyclisme

Les Américains Mike Baldwin-Fred Merkel sur Honda ont gagné, dimanche 29 juillet, les huit heures de Suzuka (Japon) comptant pour le championnat du monde d'endurance devant les Français Guy Bertin-Dominique Sarron, à deux tours, et Patrick Igo-Gérard Courday à trois tours, également sur Honda. Ces derniers occupent avec 25 points la première place du classement général provisoire devant Bertin-Sarron (22 pts).

Natation

CHAMPIONNATS D'EUROPE

Jeunes

Le Français Yann Cardinet a remporté, dimanche 29 juillet, la médaille d'or du 100 m des championnats d'Europe juniors qui se sont terminés, dimanche 29 juillet, à Luxembourg.

Tennis

TOURNOI DE KITZBUHEL

Heurpiste a été éliminé, dimanche 29 juillet, par le Paraguayen Victor Pecci (6-3) en demi-finale du tournoi de Kitzbuehl (Autriche), doté de 100 000 dollars et comptant pour le Grand Prix.

LOUPE DE GALÉA

La Tchécoslovaquie a gagné, dimanche 28 juillet, la Coupe de Galéa réservée aux joueurs de moins de vingt ans en battant en finale l'Argentine 2 à 1.

Voile

COURSE EN SOLITAIRE

DU « FIGARO »

Christophe Cudenne a gagné la troisième étape La Rochelle-La Corogne (Espagne) de la course en solitaire du Figaro devant Benoît Caignaert à 3 mn et 26 s. Le Breton compte désormais 4 h 10 mn 27 s d'avance sur Trensseau et 4 h 22 mn 23 s sur Damien Savatier au classement général provisoire.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DUREE
1-1 h 30 semaine - 2-3 ou 4 mois
TOUS NIVEAUX. Cours d'entraînement
Pistes d'Orléans, d'Avry de la Chapelle
Pond de Neuilly, de Meudon Fontenay

TENNIS
734-36-36 ACTION
Equipe par 12 EN 120

O ne donne pas,
elle accorde.

277.00.00

U.S.A. NEW-YORK 2800
à partir de
CHARTERS ETE 84
AIRCOM 93, rue de Monceau 75008 Paris

lentilles de contact souples
C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

Ysoptic
80, bd Malesherbes
75008 Paris Tél 563 85 32
Venez vite faire un essai
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Ysoptic

Le Monde

culture

FESTIVALS

ORANGE

Carmen au pied du mur

Aux neuf mille spectateurs qui ont assisté, le 28 juillet, à la représentation de *Carmen* au Théâtre antique d'Orange, il faut ajouter le nombre beaucoup plus important de ceux qui ont suivi la retransmission en direct sur TF 1, ou se sont contentés des places aveugles que leur offrait France-Musique.

Tout cela fait une somme impressionnante de gens qui ont vu ou entendu à peu près la même chose ou, plus précisément, qui ont cru voir et entendre la même chose, car l'impression qu'on peut se faire d'un spectacle depuis le dix-septième gradin de côté, lorsqu'un mistral capricieux s'amuse à couler sur les sons, n'a rien de commun avec celle qu'on aurait chez soi devant le poste.

Heureusement le public est assez averti, de nos jours, pour se faire une opinion par lui-même; comme les irrémédiables défauts acoustiques d'un lieu où les voix perdent la moitié de leur chaleur, ou les cordes sonnent à peine tandis que les cuivres et les percussions semblent exagérément puissants, sont suffisamment connus, les Chorégraphes n'accueillent que des spectateurs fidèles et endurcis. Toute critique se heurte donc à un mur d'indifférence qui n'a rien à envier à celui dont le Théâtre antique s'enorgueillit: trente-sept mètres de haut sur trois cents de large.

Abus de confiance

En revanche alors qu'un souci d'authenticité, louable dans son principe mais très mal appliqué, a favorisé ces temps derniers un retour à la version originale de l'œuvre, avec des dialogues parlés au lieu des réécrits composés ultérieurement par Guiraud, on peut s'interroger sur le bien-fondé d'une pro-

duction qui semble ignorer ces préoccupations.

C'est qu'il s'agit d'un faux problème car les réécrits de Guiraud sont très satisfaisants et l'expérience récente a prouvé qu'aucune distribution internationale (ni peut-être française) n'est capable à l'heure actuelle de donner aux scènes par-lées un minimum de vérité dramatique. En outre, la volonté qui anime l'auteur de la prétendue version originale, de rétablir les fragments coupés par le compositeur lui-même, relève presque de l'abus de confiance, aussi condescendant-il de louer plutôt que de dénoncer la sagesse du choix qu'on a fait ici.

On a beaucoup insisté depuis quelques années sur le côté exotique du personnage de Carmen. On a voulu voir, calquée sur le modèle masculin, l'image prophétique d'une femme libérée, et l'on a beaucoup parlé de cela. Comme don José, mais d'une autre manière, elle appartient plutôt à la race des héros négatifs; l'un et l'autre sont complètement étrangers. René Terrasson a bien respecté l'ambiguïté du drame et si, dans ses mises en scène précédentes, il avait su donner au personnage de Michaëla plus de consistance qu'on ne lui en accorde généralement, il faut croire que la version de Michaëla de Barbara Hendricks perdue sur ce vaste plateau l'ont conduit à revenir en arrière.

Cette dernière remarque pourrait valoir pour l'ensemble de la mise en scène, assez différente de ce qu'il avait fait auparavant. Il semble que René Terrasson ait voulu tout à la fois éviter les jeux de scène trop indistincts, inefficaces dans un tel cadre,

et les effets de grand spectacle qui, à Orange, tombent généralement à plat; il ne s'est accordé que la parade du dernier acte qui était, selon nous, le seul moment où l'œuvre ne jurait pas avec le cadre. Pour le reste, il a voulu retrouver quelque chose de l'éloquente simplicité de la tragédie antique comme semblait l'indiquer les gradins situés de part et d'autre de la scène où des choristes-figurants assistaient au spectacle. Ce parti pris d'austérité a certes ses limites, mais il vaut toujours mieux que l'inverse, et l'on aurait aimé qu'il aille jusqu'à s'interdire ces pantomimes obscures sur la musique du prélude et des trois entractes.

La distribution et l'exécution musicale répondaient à ce qu'on peut attendre d'un festival qui se veut international. José Carreras (don José), José Van Dam (Escamillo), Barbara Hendricks (Michaëla) sont assez connus pour se passer d'éloges. Yves Bisson (Zuniga), Gérard Garino (le remendado) et Jacques Triguero (le danseur) qui le sont moins, Lucia Scappaticci (Frasquita) et Anne-Marie Gracia (Mercedes) qui le sont un jour, ne paillissent pas à leurs côtés. Enfin, Stéfania Toczyńska (Carmen) semble posséder d'émouvantes qualités en dépit d'une tendance à appuyer certaines notes.

Les chœurs des opéras de régions ont dû travailler spécialement la dic-tion car on les comprenait mieux qu'à l'ordinaire, et l'Orchestre national de Lille ne méritait pas les reproches qui lui adresse, par habitude, une partie du public, persévérant dans son erreur de jugement. L'auteur n'est rien heureusement, mais c'est là un aspect des grands mystères d'Orange.

GÉRARD CONDÉ

AVIGNON

Le bilan de Bernard Faivre d'Arcier

L'annuelle conférence de presse-bilan du Festival, après quelques hésitations sur le lieu et la date (c'est samedi au Jardin, protégé du mistral. Bilan de ses cinq ans de direction par Bernard Faivre d'Arcier, qui a démissionné le 19 juin, mais garde son titre jusqu'au fin de contrat, c'est-à-dire en décembre. Son successeur, Alain Crombecq, n'était pas présent, il ne fera pas de déclaration avant d'avoir à annoncer des faits précis, ceux qui le connaissent ne s'étonnent pas. Bernard Faivre d'Arcier lui-même, en décembre, c'est-à-dire en décembre. Son successeur, Alain Crombecq, n'était pas présent, il ne fera pas de déclaration avant d'avoir à annoncer des faits précis, ceux qui le connaissent ne s'étonnent pas. Bernard Faivre d'Arcier lui-même, en décembre, c'est-à-dire en décembre. Son successeur, Alain Crombecq, n'était pas présent, il ne fera pas de déclaration avant d'avoir à annoncer des faits précis, ceux qui le connaissent ne s'étonnent pas.

Nombre de spectateurs, jauges remplies à 100 %, ouverture de nouveaux lieux, ouverture de nouveaux lieux techniques et formes d'expression, le bilan personnel de Faivre d'Arcier est positif. Il se défend d'avoir eu cette année moins de créations et dit que « le Festival est fait d'abord pour le public, et non pas pour le milieu professionnel ». Il aurait pu faire l'économie de ce cliché démagogique qui ferait croire que la création n'est pas faite pour le public. Encore une fois, si le Festival d'été plus que la réunion des meilleurs spectacles de l'année, s'il sert uniquement de compensation aux spectacles frustrés, son intérêt, son caractère, son intérêt, son prestige. Et de son prestige, la ville a besoin.

La seule amertume de Bernard Faivre d'Arcier porte sur l'apathie de la profession. Il regrette que le débat sur les relations entre le spectacle vivant et l'audiovisuel n'ait pas été approfondi: « Dieu sait pourquoi si nous avons cherché, notamment à travers le thème du vivant et de l'artificiel à rappeler l'urgence de débattre de quelques questions de fond. Je sais le climat général d'incertitude politique, mais il ne faudrait pas confondre morosité et lâcheté collective. Personnellement, je ne me sens ni morose ni déçu. Je déplore certaines absences singulières de réactions. Sa démission, effectivement, a lancé un coup de projecteur sur la fragilité des institutions culturelles, sur la précarité de leur indépendance. Tout est affaire de rapports de forces entre les équipes artistiques et les pouvoirs locaux. Aucun contrat, aussi précis soit-il, ne protège d'hostilités quotidiennes, plus usantes qu'un conflit ouvert.



NUIT DE LA DANSE

FORT D'AUBERVILLIERS

le 1^{er} août
de 20 heures à l'aube

Avec les compagnies :

PLACE BLANCHE,

CLAUDE BRUMACHON,

TRAFIC DANSE,

MARK TOMPKINS,

ESTHER WILSON et ses percussionnistes,

RUE TERRAIN VAGUE

et ANDREW DE GROAT

« Faire vivre les projets urbains à travers les fêtes »

Billetterie : sur place et aux 3 FNAC, information : 671-07-75

FÊTES ET FORTS 89

COLETTE GODARD.

THÉÂTRE

« L'ARLÉSIENNE » à l'Eldorado

L'odeur et l'accent

L'Arlésienne: femme obsédante et sensuelle, divine créature. Elle a tourné le cœur de Frédéric, qui désire l'épouser. Mais, quelques jours avant les noces, le fiancé apprend que sa belle lui a été infidèle. Et Frédéric, malgré l'amour de Vivette, ne retrouvera pas le goût du soleil.

Ecrit par Alphonse Daudet d'après une des nouvelles des *Lettres de mon moulin*, sur une musique de Bizet, *L'Arlésienne* est une histoire d'amour enluminée de charme et de poésie. Ronde de méditerranéenne, née de gaieté méditerranéenne, qui a pour cadre un mas provençal sur les bords du Vaccarès. C'est un endroit simple et naïf, où la chaleur du Midi fait éclore les pastèques. A l'espace Eldorado, le mas en question ressemble à l'état de la nature. Sinistre. Tout est enligné par une mise en scène lourde, sans imagination, sans humour, sans poésie. Les auteurs ont à tout prix voulu conserver l'ambiance « folle » de l'œuvre, du conte. Ils ont même semé dans la salle des feuilles de thym ou de laurier ou d'eucalyptus (on cherche le troupeau de chèvres) afin de faire resurgir des odeurs de garigue.

Les comédiens jouent avec l'accent, sans se forcer puisque c'est leur, mais, mal dirigés, ils se croient sur scène comme les horreux gardes du palais de Buckingham. La seule qui, à l'exception de cette règle est Jolène Miquel (Vivette), qui chante comme un ange. Les musiciens de l'orchestre de Saint-Maur, sont ramassés sur le côté droit de la scène.

Encore heureux qu'ils ne subissent pas le sort des chœurs, qui n'apparaissent qu'à l'ultime fin du spectacle pour la fête de la Saint-Jean. Pour redonner vie à cette *Arlésienne*, il faudrait que passe sur la scène de l'Eldorado un grand coup de mistral.

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ Espace Eldorado, jusqu'au 31 juillet.

JAZZ

KENNY DREW au Petit-Opportun

L'aisance et l'expérience

Kenny Drew est né à New-York en 1928. Après de précoces débuts classiques, il donna son premier récital à huit ans, - il entre dans l'activité professionnelle par la grande porte : celle des clubs de la 52^e rue (décoré baptême *Swing Street*), en compagnie de Coleman Hawkins, Lester Young et Charlie Parker. Au milieu des années 50, on le retrouve et aimablement pathétique vit sa vie sans même se douter qu'on l'affablie de l'étiquette *West Coast*. Retour à New-York fin 57, où il accompagne en indépendant (*free-lance*) Coltrane, Griffin, Donald Byrd, avant de s'engager dans l'orchestre de Buddy Rich.

Installé au Danemark au début des années 60 - on sait qu'il épousa la fille du pianiste danois Leo Mathisen, - il se fait une spécialité de l'accompagnement des musiciens de passage, souvent en tandem avec le bassiste Niels-Henning Ørsted Pedersen, plus brièvement connu sous ses initiales NHOP. A son aisance technique, Kenny Drew ajoute un sens harmonique et une expérience solide qui lui permettent d'affronter avec fermeté un vaste répertoire et de proposer de séduisantes compositions. Au Petit-Opportun, il se produit avec une excellente rythmique : Abby Collaz à la basse et un Américain de Paris, Al Levitt, à la batterie.

Il faut se méfier des petits clubs pendant l'été : il arrive, comme pour celui de la rue Saincte-Opportune, qu'ils poursuivent avec intrépidité leur programmation.

FRANCIS MARMANDE.

★ Au Petit-Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune (16^e), 236-01-36) : Claude Tissendier Sextet (1^{er} au 7 août), Pepper Adams (8 au 14 août), Clark Terry, Alain Jean-Marie (15 au 21 août), Johnny Griffin (22 au 28 août), Michel Roques (29 août au 4 septembre).

★ MORT DU CHANTEUR FRED WARING. - Le chanteur et chef de chorale américain Fred Waring est mort dimanche 29 juillet à l'âge de quatre-vingt quatre ans, à Danville (Pennsylvanie). M. Waring avait été appelé « l'homme qui apprend à chanter l'Amérique ». Sa carrière, à la radio, à la télévision, au cinéma et à Broadway s'étend sur plus de cinquante années, depuis sa première chanson à succès, *Sleep*, en 1923.

CINÉMA

REPRISE D'« IL BIDONE » DE FELLINI

Le vrai et le faux

Sous un aboi pimpant, canaille, *Il Bidone*, tourné en 1955, est un film atrocement triste. Ce n'est pas inhabituel chez Fellini, mais ce qui l'est plus, au point d'en devenir pénible, c'est la façon dont l'émotion est dispensée et appuyée, elle grince sur l'histoire.

Il Bidone vient du jargon *idone*, qui veut dire tromper. Le « bidone », alors, plus que le vol lui-même, est sa façon, feintes et astuces qui doivent se transformer en art. Le « bidone » réussi ne se calcule pas à l'argent qu'il rapporte, mais à l'absurdité de son idée et aux difficultés qu'elle nécessite. Trop facile de voler les riches, puisque leurs portefeuilles sont pleins, et puis les vrais riches sont insaisissables. Non, ce sont les plus soupçonneux, ils cachent bien leur argent. L'exploit absolu, pour un « bidoniste », consiste à entourlouper un autre « bidoniste ».

Fellini et son scénariste Pinelli ont commencé par faire une enquête dans ce milieu. Ils avaient déjà rencontré des « bidonistes », ils avaient aimé leur bagout souvent désenchanté, la lâcheté de leur courage. Les modèles des personnages venaient du creux pour du plein, du faux pour du vrai, de fausses cigarettes américaines, manteaux de fausse laine, montres qui s'arrêtent dès qu'on les met au poignet, bouillottes de whisky pleines de thé, cocacola à base de talc. Le génie du bidon, tel que le raconte Fellini, n'est pas seulement de vendre à un touriste allemand dix mètres cubes de mer devant un hôtel à Rimini, mais de se faire payer à boire toute sa vie en montrant le récit de cet exploit sans doute mensonger.

Fellini invente un trio de « bidonistes »-clowns, Marx Brothers de la grugerie. L'un est peintre et s'appelle Picasso. *Il Bidone* est d'abord construit comme un film à sketches, sur une alternance de saynètes - à la fois enluminées et décolorées - qui précèdent de véritables mises en scène (avec faux accélérateurs et faux trépas - ce qui ne cessera de faire Fellini par la suite dans ses films), et de scènes de défoulement où, après le suspense, on découvre l'argent durament arraché, on retrouve vers les femmes (Giulietta Masina en campe une, bien sûr malheureuse). Là, on trouve des esquisses de la *Dolce Vita* : les croquis de Fellini s'annoncent. Les choses se gâtent quand il glisse dans son trio un cas de conscience : vieux père fatigué qui s'est bouché de faire boate à sa fille trop jolie et bien élevée, victime paralytique qui s'accroche à la main du faux évêque.

En restant sur ce personnage d'Augusto, qu'il avait écrit pour Humphrey Bogart et fut joué par Broderick Crawford, Fellini ne reconnaît plus ses oncles. Il fait du Bontal lourd, Augusto meurt dans un désert aride, après avoir retiré son déguisement d'évêque et proféré les mots d'un simulacre de repentir, peut-être sincère après tout. Il a pillé la paralytique et fait croire à ses acolytes qu'il a abandonné l'argent. Les serments de cœur sont pleins de gêne. *Il Bidone* est une méchante petite tragi-comédie entre la *Strada* et les *Nuits de Cabiria*. Au moins Fellini s'est efforcé pour toujours le talent du « bidon », transposé sur l'échelle grandiose de Choccola, faisant passer des bouts de plastique pour des tempêtes.

HERVÉ GUBERT.

★ Voir les grandes reprises.

« LE CHALLENGER » de David Fisher

Echec et Matt

En 1949, dans une bourgade du Texas, un adolescent, fils de fermier, s'oppose à une blonde pimbêche, fille de banquier, le décide à fuir avec lui en Louisiane. Ils se marient, elle est enceinte. Partez : la mère du garçon avait dû se marier du père de la fille (on s'en doutait depuis les scènes « mystérieuses » du début), donc, ils sont frère et sœur.

Liar's Moon (pourquoi le *Challenger* ?), tourné en 1982, est un film constamment de belle simplicité, puis de naturalisme outrancier. Tout y est moche : la composition des plans, les couleurs, la plupart des interprètes (dont deux vieilles gloires d'Hollywood plutôt tapées, Broderick Crawford et Virginia Mayo). Cela ressemble à un téléfilm bidon et, à part une copie en v.o. du quartier Latin, on a droit, même aux Champs-Élysées, à une v.f. dont le doublage suscite la rigolade, jusque dans les moments dramatiques.

La raison de cette sorte ? La présence de Matt Dillon, consacré à nouveau James Dean « depuis qu'il a été détesté dans *Enders* et *Rusty James* de Coppola. Il est mignon, Matt, mais on ne le voit pas, il se cache dans la gloire. Regardez sur les affiches, cela suffit, le pire vous sera évité ».

JACQUES SICLER.

★ Voir les films nouveaux.

Volker Schlöndorff monte « la Bohème »

On connaît Volker Schlöndorff à travers ses films, moins pour son goût de l'opéra. Six mois à peine après avoir achevé le tournage d'*Un amour de Swann*, le cinéaste allemand vient de signer une mise en scène de *la Bohème* de Puccini, qui est taillée au triomphe par de la première, samedi dernier, à l'Opéra de Francfort, avec pour principaux interprètes la Roumaine Nelly Miricioiu dans le rôle de Mimì et le Hongrois Peter Kelen dans celui de Rodolfo.

Refusant de tomber dans le piège du folklore, du sentimentalisme, Schlöndorff a restitué, avec le concours de l'orchestration de Michael Gielen, une version dépouillée, rigoureuse, de l'œuvre de Puccini. On n'est pas là pour s'apitoyer, pour la nostalgie d'une vie de Bohème galvaudée à toutes les sauces, mais pour vibrer à une histoire d'amour de « tous les jours », « aux sentiments purs ». D'où un parti pris de resserrer la mise en scène, de la mettre au service des héros de l'histoire. « Dans un film, j'aurais pris les personnages en gros plan ou, au maximum, en plan américain, c'est-à-dire de la tête aux genoux, pour ne pas m'éloigner d'eux », commente Schlöndorff.

La Bohème est le quatrième opéra monté par le cinéaste allemand depuis 1974; après *Katja Kabanova*, de Leon Janak, à l'Opéra de Francfort, *Wir Erreichen den Fluss*, de Henze, à l'Opéra allemand de Berlin, et *Zooquadrant*, de Thomas Mann, pour la télévision. « L'opéra et le cinéma sont deux genres qui se complètent très bien », estime Schlöndorff en citant l'exemple de Visconti. « L'opéra, ajoute-t-il, permet d'aller à la source des émotions. On ne peut pas traiter des sentiments de cette manière, à l'état pur, au cinéma ». Le cinéaste, qui souhaite pouvoir d'ici quelque temps consacrer entièrement, pendant deux ou trois ans, à l'opéra, souligne qu'il sort « revigoré » de *la Bohème*. « Cela me faisait du bien de parler d'une histoire d'amour ».

HENRI DE BRESSON.

MORT DE LA FILLE DE MODIGLIANI

Jeanne Modigliani, fille du peintre et sculpteur italien Amedeo Modigliani, est morte, vendredi 27 juillet à Paris. Elle était âgée de soixante-cinq ans.

Résistante durant la seconde guerre mondiale, agrégée d'italien et enseignante, elle avait publié en 1961 un ouvrage consacré à son père, *Modigliani sans sa légende*. Elle participait ces derniers temps à la préparation de l'exposition commémorant le centenaire de la naissance de son père. C'est à l'occasion de cette exposition que deux têtes sculptées de Modigliani ont été récemment repêchées dans un canal de Livourne (le *Monde* daté 28-29 juillet).

théâtre

cinéma

مهرجان الكحل

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : *Le roi se meurt* ; 21 h 30 : *Le roi se meurt* ; 22 h 30 : *Le roi se meurt*.

Les autres salles

COMÉDIE-CAUMARTIN (743-43-41), 21 h : *Revue de la Comédie* ; 22 h 30 : *Le roi se meurt* ; 23 h 30 : *Le roi se meurt*.
THÉÂTRE DE LA VILLE (222-10-01), 20 h 15 : *Le roi se meurt* ; 21 h 15 : *Le roi se meurt* ; 22 h 15 : *Le roi se meurt*.

Les cafés-théâtres

AU BOCAL (296-26-35), 21 h : *Le roi se meurt* ; 22 h 15 : *Le roi se meurt* ; 23 h 15 : *Le roi se meurt*.
CAFÉ DES ARTS (222-11-02), 20 h 15 : *Le roi se meurt* ; 21 h 15 : *Le roi se meurt* ; 22 h 15 : *Le roi se meurt*.
CAFÉ DES ARTS (222-11-02), 20 h 15 : *Le roi se meurt* ; 21 h 15 : *Le roi se meurt* ; 22 h 15 : *Le roi se meurt*.
CAFÉ DES ARTS (222-11-02), 20 h 15 : *Le roi se meurt* ; 21 h 15 : *Le roi se meurt* ; 22 h 15 : *Le roi se meurt*.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : *On perd les pédales*.

La danse

GYMNASÉ RENARD (606-33-60) : *Jeune ballet classique*.

Le music-hall

LUXERNAIRE (344-67-34), 21 h : *A. T. M.*

Les concerts

Salon Chopin, 18 h 45 et 21 h : voir le 25.
Salon Chopin, 18 h 45 et 21 h : voir le 25.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (236-65-05), 21 h 30 : *P. S. M. / R. V. M.*
CAVEAU DE LA HUCHETTE (236-65-05), 21 h 30 : *P. S. M. / R. V. M.*

Festival estival de Paris

Faculté d'Arts, 20 h 30 : *Orchestre Philharmonique de Paris* ; 21 h 30 : *Orchestre Philharmonique de Paris*.

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Les 11 h et 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Lundi 30 juillet

Scène (633-79-38) : *Châli*, 19 h (359-20-46) ; *Montparnasse*, 19 h (327-52-37).
UN HOMME PARMI LES LOUPS (A. v.l.) : *Napoli*, 19 h (755-63-42).
VENDREDI 13, LE CHAPITRE FINAL (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
VIVA LA VIE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
VIVE LES FEMMES (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
VLA LES SCHTROUMPES (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
XTR0 (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).

07-76 : *UGC Marbeuf*, 19 h (225-18-45) ; *UGC Marbeuf*, 19 h (225-18-45).
LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES DIX COMMANDEMENTS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
EL (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
EMMANUELLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
L'ENCHANTEMENT DE GASPARD HAUSER (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
L'ÉTÉ MEURTRE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
ET LA TENDRESSE BORDEL (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
L'ÉTRANGER (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
ENCALIBRE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
FAME (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
FANNY ET ALEXANDRE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LE FAUX COUPABLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
PLM (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA FILLE DE RYAN (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA FEMME DE RYAN (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA FEMME DE RYAN (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA FEMME DE RYAN (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).

Les grandes reprises

ALIEN (A. v.l.) : *Châli*, 19 h (359-20-46) ; *Montparnasse*, 19 h (327-52-37).
AMÉRIQUE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
AMERICA AMERICA (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
L'ANNÉE DE TOUTES LES DANGERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
ANTONIO DAS MORTES (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
L'ARNAQUE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES ARISTOCRATES (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES AVENTURIERS DE L'AMÉRIQUE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
BARBEROUSSE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
BARRY LYNDON (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
BLADE RUNNER (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
BLADE RUNNER (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
BLOW UP (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
CHALISTE ET ROUSSEAU (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
CITIZEN KANE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
CONAN LE BARBARE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
DE L'OR EN BARRE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LE DERNIER TANGO A PARIS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES DIAMANTS SONT ÉTERNELS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CHALLENGER, film américain de David Fisher : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
DE L'OR EN BARRE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LE DERNIER TANGO A PARIS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES DIAMANTS SONT ÉTERNELS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
MISSION FINALE, film américain de Robert Young : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
UN AMO DE SWANN (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
UN BON PETIT DIABLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
UNDER SIE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
TOOTSIE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA TRAC (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA ULTIMA CENA (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
UN AMO DE SWANN (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
UN BON PETIT DIABLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
UNDER SIE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
TOOTSIE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA TRAC (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA ULTIMA CENA (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA MORT AUX TROUSSES (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
NOBLESSE OBLIGE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
ORFÈVE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
OUTSIDERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
PHANTOM OF THE PARADES (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA PLAGE DU DÉSIR (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
PARIS VU PAR (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
RAGTIME (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
RAMBO (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
RASHOMON (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LA RUÉE DES VIKINGS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
RUSTY JAMES (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES SEIGNEURS DE LA ROUTE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
SHOGUN (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
SOIF DU MAL (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
SUR LES PIEDS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
SUPERMAN II, LE DÉSIR (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
TAXI DRIVER (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
THE BROTHERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
THE BROTHERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
THE BROTHERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
THE BROTHERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
THE BROTHERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
THE BROTHERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
THE BROTHERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
THE BROTHERS (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).

LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.l.) : *St-Germain*, 19 h (339-55-01) ; *St-Germain*, 19 h (339-55-01).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



USA LANGUAGE

Attrapez l'accent américain
Stages d'Anglais-américain, tous niveaux, matin ou soir. En juillet et en août. Professeurs américains. Ambiance américaine. Petits groupes. Inscription dès maintenant. Rencontres "Open House".
COUNCIL
Centre Franco-Américain
1, place de l'Odéon, 75006 Paris
Tél. : 634.16.10

CHAI LOT THEATRE NATIONAL

on s'abonne dès maintenant
1984-1985
POUR RECEVOIR LE PROGRAMME DE LA SAISON
7 2 7 8 1 1 5

COMMUNICATION RADIO-TÉLÉVISION

RADIOS LOCALES PARISIENNES

La Haute Autorité menace NRJ

Le SOS à M. Laurent Fabius lancé par la radio parisienne NRJ (le Monde du 26 juillet) a reçu, dans la soirée du 25 juillet, une réponse cinglante - et menaçante - de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

« Votre lettre au premier ministre, dont la presse a publié le texte, dépasse les limites de la décence », écrit notamment M^{me} Michèle Cotta, la présidente. « Comme vous le savez parfaitement, votre radio émet sur une fréquence qui ne lui est pas attribuée et avec une puissance très supérieure à celle qui vous met en mesure de couvrir dans des conditions normales de confort la ville de Paris. Par là, vous troublez très gravement l'écoute d'une radio de service public, Radio 7, ainsi que plusieurs radios locales privées autorisées. »

M^{me} Cotta ajoute que, en continuant à ignorer ces faits, NRJ oblige la Haute Autorité à suspendre son autorisation, si elle promulgue la nouvelle loi sur les radios locales prévues que le Conseil constitutionnel vient de déclarer conforme à la Constitution et qui sera publiée au Journal officiel dans les prochains jours. La station s'exposera en outre aux sanctions financières et pénales que prévoit la loi.

La menace n'a pas laissé insensible NRJ, laquelle, par courrier, a tenté de s'expliquer : « Vous nous laissez le choix entre l'asphyxie et la suspension d'autorisation si nous restons sur la fréquence 92 et si nous allions sur la fréquence 84, comme vous nous en faites l'injonction, nous allons vers une confrontation avec la Fédération anarchiste dont vous connaissez la détermination et les moyens. (...) Nous n'espérons qu'une chose : c'est que vous puissiez résoudre notre problème. »

M. Gérard Eymery directeur général de Télé Monte-Carlo

Le conseil d'administration de la Société spéciale d'entreprise (présidée par M. Jean-Louis Médéric, maire de Monaco), qui exploite Télé Monte-Carlo, a décidé, vendredi 27 juillet, de nommer au poste de directeur général M. Gérard Eymery, directeur des affaires commerciales de Télédiffusion de France (TDF). Le conseil d'administration a, d'autre part, entériné la modification dans la répartition du capital : Principauté de Monaco 40 %, Europe 1 Communication 30 %, Radio Monte-Carlo 30 %.

[Né le 25 janvier 1941 à Nice, M. Gérard Eymery est ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur des télécommunications. Il a commencé sa carrière à l'ORTF en 1966 avant d'entrer, à partir de 1975, dans différentes responsabilités à TDF, notamment dans le domaine de la télématique. Il est directeur des affaires commerciales de TDF depuis février 1983 et membre de la nouvelle commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et de vidéographie diffusée.]

EN BREF

● **Symposium sur la communication gouvernementale.** - Un symposium international sur la communication gouvernementale aura lieu les 6 et 7 décembre prochains au palais du Luxembourg, organisé par l'Institut de la communication sociale (ICCS), que préside M. Michel Le Moay, directeur de la communication du pouvoir et de l'Etat, participation des citoyens aux décisions, conditions d'une communication gouvernementale démocratique, tels seront les principaux thèmes discutés. Des spécialistes français et étrangers, des universitaires participeront à ce colloque. Le débat de clôture sera présidé par M^{me} Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, avec la participation, notamment de M. Jacques Fauvet, ancien directeur du Monde et nouveau président de la commission nationale Informatique et Libertés.

★ ICCS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris, tél. : 548-81-73.

● **Le personnel de « France-Soir » se mobilise.** - Dans une déclaration commune adoptée vendredi 27 juillet, l'ensemble des organisations syndicales (CGT, CFTD, FO, CGC, CFTC) de France-Soir déclarent qu'« en tout état de cause elles prendront toutes les mesures permettant d'assurer la poursuite du titre ». Les journalistes présents du quotidien parisien ont procédé séparément à un vote sur ce texte : 42 oui, 19 non, 2 bulletins blancs, une abstention.

Lundi 30 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Le Rouge et le Noir (deuxième partie).
Film français de Claude Autant-Lara (1954), avec G. Philippe, A. Lualdi, D. Darrieux, J. Mercier, M. Ellis, G. Descrières (Rediffusion).
A Paris, Julien Sorel se rend indispensable au marquis de la Mole, dont il est devenu le secrétaire et conquiert sa fille Mathilde, qui le déçoit. Assassinat et chute du personnage stendhalien (Gérard Philippe à jamais).
Ni l'adaptation ni la mise en scène n'ont trahi le roman. Bel exemple de la « qualité française » des années 50, injustement décriée.

22 h Portrait : Gérard Philippe.
Emission de Brigitte Carraro, Réal. A. Ferrati (Redif.).
Sur les traces de l'« éblouissant jeune homme », avec des images de Juliette et la clé des songes, de Marcel Carné, du Diable au corps, de Claude Autant-Lara, de la Charentaise de Parme, et d'autres films.

23 h 5 Journal.
23 h 20 Le jeune cinéma français de court-métrage.
Mamadou n'aime pas la Madelon, de Philippe Niang.
Oppression, de Jean Cayrol.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Finta Giardiniera.
En direct du Festival d'Avignon. Opéra-bouffe en trois actes de Mozart. Mise en scène de G. Bourdot, réal. G. Paumier. Avec R. Alexander, Ch. Weidinger, J. Rodgers. Par le Nouvel Orchestre philharmonique sous la direction de S. Bichkov (diffusion simultanée sur France-Musique en stéréo).
Mozart avait dit : « Si un jour j'écris la Finta Giardiniera » sur une commande de la principauté de Bavière. L'opéra fut créé en 1775 au carnaval de Munich, il marqua les débuts de Mozart comme dramaturge. Jolies comédies, chagrins d'amour, vains coups de poignard et balais à la débouche : sujet bouffé mais des personnages de chair et de sang.
Pendant l'entracte (vers 21 h 40) « Phaisir du théâtre », le magazine de Pierre Laville consacre trente minutes à un spécial Festival d'Avignon avec les Shaloupes mis en scène par Ariane Mnouchkine, un

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF1 Vision plus.
11 h 58 Quarante ans déjà.
12 h Jeux olympiques. Résumé.
12 h 55 Consommer sans pépins.
13 h Journal.
13 h 30 Série : la conquête de l'Ouest.
14 h 20 Micro-puce. Magazine de l'informatique.
Le mur de R. Portico, la ferme à Jean, de R. Prérot.
16 h 30 Croque-vélocité : Variétés, dessins animés, bricolage, feuilleton.
18 h 5 Série : l'ordre auto a écrit une
La Rolls Royce, l'automobile des rois.
18 h 16 Contes à vivre debout.
Saint-Guilhem Story : l'ancienne drupe de la route de Saint-Jacques-de-Compostelle.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Point : Prix vacances.
19 h 40 Jeux olympiques. Résumé.
20 h Journal.
20 h 35 Les Mardis de l'information : la prison sans haine et sans crainte. Magazine de la rédaction de TF1. (Rediffusion).
Roger Gicquel et Alain Rastin ont franchi les hauts murs de la dernière centrale construite en France, celle de Saint-Maur, à quelques kilomètres de Châteaufort. Une de ces prisons trois étages, béton et verre, où vivent quatre cents hommes condamnés à de lourdes peines (dont quatre-vingt-sept à perpétuité), des « dangereux » contrôlés par un double mur d'enceinte et un mirador. Les journalistes ont eu « carte blanche » pour filmer ce qu'ils voulaient et interroger qui ils voulaient à condition de respecter l'anonymat des détenus (d'où les surnoms). Quatre jours pour écouter, enregistrer un monde lourd où l'on ne parle pas à la légère. L'intention est passée en juin 1983.

21 h 50 Dialogue avec le sacré : la société des masques.
Réal. St. Kuro. Les chasseurs d'esprits maléfiques, les masques Wabale en pays senoufo.
Situé dans les savanes du Nord ivoirien, les Senoufo ou Senoufo sont des agriculteurs qui partagent leur univers en deux mondes, celui des puissances invisibles et inconnues de la brousse et le monde des règles sociales du village et des champs. Chaque village possède un bois sacré - que l'on peut assimiler à un temple - où se déroulent les initiations, avec les différents objets liés au culte, dont les masques.

22 h 20 Journal.
22 h 35 Cinéma : le Troupeau.
Film turc de Y. Güney et Z. Ökten (1978), avec M. Demirag, T. Akan, T. Kurtiz, L. İzzet, M. Niren (v.o. sous-titrée).
Une famille de bergers d'Anatolie, dominée par un patriarche tyrannique, prend le train pour aller vendre un troupeau de moutons à Ankara. Une partie des bêtes meurt en route, la famille se désagrège. Écrit en prison par Y. Güney, réalisé, sous son contrôle, par son ami le cinéaste Zeki Ökten, ce film montre le choc violent et tragique de deux mondes (rural et urbain), la débâcle d'un ordre pastoral ; la condition féminine opprimée, les contradictions du développement industriel en Turquie, une grande œuvre humaniste.

DEUXIÈME CHAÎNE : 2

8 h Journal météo.
8 h 5 Jeux olympiques.
10 h 30 Antiope.
12 h Journal (et à 12 h 45 et 13 h 40).
12 h 10 Série : Les globe-trotters.
12 h 30 Feuilleton : les Amours de la Belle Époque.
13 h 35 Série : Chaparral.
14 h 30 Sports été : Jeux olympiques.
18 h Récit A 2.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre du Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Anthracite.
Film français d'E. Niemans (1980), avec B. Cremer, J. Boissin, J.-P. Dubois, J. Zuco, J.-P. Ragot, P. Bisciglia.
En 1952, dans un collège de jésuites, un surveillant s'élève contre l'éducation trop autoritaire. Son zèle évangélique, ses excès mystiques, ne lui valent que ralleries, cruauté, abandon, de la part des élèves. Inspiré par les souvenirs d'adolescence du réalisateur, ce film est un peu forcé dans sa volonté de nuire. On remarque le soin apporté à la mise en scène, Jérôme Zuco en garçon fragile et Jean-Pol Dubois, en « Anthracite ».

22 h 5 Documentaire : Artistes contemporains.
Les sculpteurs Bernard Pagès et Toni Grand. Réal. P.-A. Boutang et Y. Michaud.
Troisième et dernière partie. Bernard Pagès, né en 1940 à Cahors, installé aujourd'hui dans le haut pays nicois. Proche du groupe Support-Surface, il a été

reportage sur le Prince de Hambourg, la Coréenne, l'échec rouge, le théâtre off. Invité : Gilles Bourdet.
23 h 40 Journal.
0 h 0 h 20 Bonsoir les clips.
0 h 20 Jeux olympiques.
Nations et olympisme.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : Kennedy.
Le chef du FBI menace le président Kennedy de faire publier des documents sur sa vie privée. Le premier soldat US tombe au Vietnam. Les Etats-Unis se préparent secrètement à une attaque massive contre Cuba. Suite du feuilleton très « à l'américaine » de la vie du président Kennedy.
21 h 30 Journal.
21 h 50 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Pernoud.
L'île des requins géants (en Irlande), reportage de Claude Rives et Éric Jommard.
22 h 35 Histoire de l'art : la seconde.
Série de trois émissions de trois heures conçues par les conservateurs des musées nationaux. Réalisation Alain Ferrati.
22 h 50 Prélude à la nuit.
Sept variations sur le thème de la Finta enchanteur de W.A. Mozart, par le Centre national de musique de chambre d'Aquitaine.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dramatique : Colombine des tropiques, de P. Louki, avec C. Piépi, T. Chelton, F. Beret, M. Moretti.
21 h La crise aux confins du monde, en Égypte.
22 h 30 Bonsoir les clips.
23 h 40 Place des étoiles.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Musique à écouter : œuvres de Gluck, Ravel, Puccini, Beethoven, Weber, Pader.
20 h 35 Concert (en liaison avec A 2) : la Finta Giardiniera, de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. S. Bichkov.

Mardi 31 juillet

peintre avant de devenir sculpteur, il est passé de la pierre aux tôles et aux brachages, puis des classements aux assemblages. Il se définit comme un « baroque européen ». Yvon Grand, né en 1931 près de Nîmes, trouve sur le bois et les brachages, qu'il double depuis quelques années par des moulages.
23 h 5 Journal.
23 h 25 Bonsoir les clips.
23 h 45 Jeux olympiques.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 3 Jeu littéraire : Les mots en tête.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 André... Evelyn... Souvenirs, souvenirs.
Sylvie Dandry, bordelaise, laque de cœur, accompagnée des ballades de la chorale d'Oldarra, nous fait découvrir son père - André Dassary - et les chants et danses de son enfance.
19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Cinéma : Lucky Luciano.
Film italien de F. Rosi (1973), avec G.-M. Volonté, R. Scler, Ed. O'Brien, C. Siragusa, V. Gardesio, C. Claffi (Rediffusion).
Chef de la Mafia aux États-Unis, condamné à une lourde peine de prison, puis libéré du bout de nez, pour avoir contribué à la réussite du débarquement allié en Sicile, exilé à Naples, en 1940, Lucky Luciano a-t-il organisé le trafic international de la drogue ? Film-enquête, film-puzzle, rassemblant des morceaux épars de chronologie, des faits vrais, des éléments de dossier : film politique qui n'a pu complètement déchiffrer une figure très complexe, mais à l'habileté, comme toujours chez Rosi, une réflexion sur le pouvoir, légal ou non.
22 h 20 Journal.
22 h 40 Histoire de l'art : la Vénus de Milo.
Deuxième émission d'une série consacrée à des œuvres connues au point d'être mythiques, tableaux, sculptures, tapisseries.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Sonate pour harpiste et piano, de Francis Poulenc, par les lauréats de la Fondation Samson François, avec David Walter, harpiste, et Dominique My, piano.

FRANCE-CULTURE

7 h Chac regarde sur la société d'aujourd'hui : l'éthique punk : pour un humanisme stellaire.
8 h 5 Fêtes entomologiques de Jean-Henri Fabre.
9 h 5 Un maître comme art : le restaurateur de tableaux, René Vassallo.
10 h Histoire de la planétaire.
11 h Musique : Black and Blue, un disque, un livre.
12 h 30 Panorama.
12 h 35 Feuilleton : « Aïné de son concubine ».
13 h Les cultures face aux vertiges de la technique : Amazonie, le Grand parler et la Terre laide.
15 h 35 Musique : les terrasses de l'été, en France et à l'étranger.
16 h 30 Frontières ethnologiques en France : Rameau dans les Pyrénées.
17 h 30 Entretien - Arts plastiques : Mayo ou le bonheur par petites touches.
18 h La deuxième guerre mondiale : la remilitarisation de la Rhénanie le 7 mars 1936.
19 h 25 Lectures.
19 h 30 Histoire de la société française.
20 h Blaise Cendrars, poète international : le démon du voyage.
20 h 30 Dramatiques : « (Mauque d') Aventures en Pangeon », par P. Kéring, avec P. Clément, B. Bloch, M.G. Pascal.
22 h La crise aux confins du monde : Maman Maximov, tzigane.
23 h 30 Bonsoir les clips.
23 h 40 Place des étoiles.

FRANCE-MUSIQUE (à Aix-en-Provence)

6 h Musique légère.
7 h 10 Actualité du disque compact.
9 h 5 Méditerranées : L'Antiquité revisitée : œuvres de Stravinski, Debussy, Ravel.
12 h Concert : œuvres de Xenakis, Ravel, Schumann, par l'Orchestre de la Méditerranée, dir. M. Tabachnik, sol. Z. Gal, soprano.
13 h 20 Jazz.
14 h Courrier de Sol : Un livre à Majorque.
17 h L'Impérative (en direct des Deux Garçons) et à 19 h 5.
18 h 5 Une heure avec... Ghislaine Raphaël.
19 h 30 Jazz (en direct de la Fête de la Musique).
20 h Musiques à écouter : œuvres de Debussy, Ravel, Schostak, Boulez, Riley.
21 h 30 Concert (en direct du théâtre de l'Archocité) : œuvres de Brahms, Strauss, Duparc, Satie, par Jeroen Nommam, accompagnée par Philipp Moll, piano.
23 h 35 Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direct du Hot Brass) : les groupes Koops et Galgali.

CARNET DU Monde

Naissances

— Michèle et François BLANCHARD, Délégué à Amélie, ont la joie de faire part de la naissance de leur fille Virginie, le 18 juillet 1984, 128, rue Montferrand, 75005 Paris.

Décès

— M^{me} André Madré, M^{me} et M^{me} Jacques Gosselin, M. Hugues Gosselin, ont la douleur de faire part du décès de

M. ERIC GOISBAULT,

leur fils et frère, survenu subitement le 29 juillet 1984, à Paris, à l'âge de trente ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} août, à 8 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, 1, place Laveran, à Paris-9.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Montparnasse à 18 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président, Le conseil d'administration, Les directeurs, L'ensemble du personnel de Schneider S.A.,

survivent subitement le 29 juillet, à Paris, Beller SA, 83, boulevard Ecolemar, Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès à Paris, le 24 juillet 1984, de

M^{me} PAULE MAILLOUX,

présidente honoraire de l'Association des anciens conseillers de l'Assemblée de l'Union française.

De la part de M^{me} Claire Mailloux, M^{me} Anny Mailloux.

L'inhumation aura lieu le vendredi 3 août, à 8 h 30, au columbarium du cimetière de Père-Lachaise, où l'on se réunira.

2 bis, rue Péral, 75015 Paris.

— M^{me} Hélène Falcooni, M^{me} et M^{me} Jean-Guillaume Nicolas, Et leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès

accidental de

Gérard NICOLAS-FALCONETTI,

leur fils et parent, survenu à Paris, à l'âge de trente-cinq ans.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale le mercredi 18 juillet 1984, en l'église de Noisiel.

3, avenue Albert-Messier, 77420 Noisiel.

20, rue Parmentier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} et M^{me} Daniel Berthou, leurs enfants et petits-enfants, Ses neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} René FALLEZ,

né à Annecy, survenu le 18 juillet 1984.

Une messe, suivie de l'inhumation, a été célébrée à Saint-Nicolas d'Aumagne le 20 juillet.

Ils rappellent à votre souvenir un cœur

M^{me} Paulette BERTHON,

rappelée à Dieu le 19 juillet 1984.

Priez pour elle.

— M^{me} André-Louis Pissel et M^{me} Lucie Mangard

ont la douleur de faire part du décès de leur fils

Jean-François PISSEL.

1, rue Jean-Jaures, 87200 Saint-Junien.

8, place du Docteur Paul-Michaux, 75016 Paris.

Remerciements

— Saint-Martin-le-Beau (37).

Gérardine Dubois, ses enfants et petits-enfants, remercient du plus profond de leur cœur les innombrables amis qui leur ont exprimé leur affectueux soutien, lors du décès de

M^{me} Georges REVERS,

née Charlotte Rémy,

survenu le 23 juillet 1984.

Les obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, avenue Perichon, 75016 Paris.

5, avenue Constant-Coquelin, 75007 Paris.

Anniversaires

— Une affectueuse pensée est

demandée à ceux qui gardent le souvenir de

Albert SERRAND,

proche,

qui quitte les siens le 30 juillet 1983.

Communications diverses

— Les anciens des Chantiers de jeunesse - groupement 43 d'Artemare - organisent leur quatrième rassemblement général à l'occasion du quarantième anniversaire de la libération du Bugy (Ain), les 7, 8 et 9 septembre, aux plans d'Homme, Artemare et le Grand Colombier.

S'adresser à M. Jean Thaller, 1, rue des Chartrons, 69001 Lyon.

Collection Islam d'hier et d'aujourd'hui dirigée par A.M. TURK, Mikal de EPALZA et Suzanne GUELLOUX

Le Cid

personnage historique et littéraire

Anthologie de textes arabes, espagnols, français et latins, avec traductions

284 pages : 110 F.

En vente chez tous les libraires ou par mail chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. : 354 22 73

مكتبة المصطفى

من العالم

111 Monde

Le Monde ECONOMIE

... LE MONDE - Mardi 31 juillet 1984 - Page 15

Faut-il avoir peur d'ATT ?

L'offensive européenne d'American Telephone and Telegraph (ATT), premier groupe mondial toutes catégories, inquiète les Européens. Ses opérations avec Philips et Olivetti ont été spectaculaires. Mais aux Etats-Unis, sur ses bases arrière, la compagnie ATT est violemment attaquée, et, malgré la « déréglementation », le groupe n'a pas tout à fait les comptes franches.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT, la déréglementation des télécommunications aux Etats-Unis... »
Immédiatement, M. Charles Brown coupe la parole à son interlocuteur : « Quelle déréglementation ? Il n'y a pas de déréglementation des télécommunications aux Etats-Unis. Il n'y a ni entrée ni sortie libre de ce marché. De la part du président d'ATT, cette déclaration faite sur un ton de visible envenement a de quoi surprendre. N'a-t-on pas cru partout hors des Etats-Unis et sur le sol américain que la modification des lois et l'éclatement du monopole d'ATT au 1^{er} janvier 1984 marquaient le retour à la « libre concurrence » sur les communications ? Un retour jugé « nécessaire et salutaire » par les libéraux de l'administration fédérale.

ATT était la plus grande compagnie privée du monde avec un million de salariés et un chiffre d'affaires de 69,8 milliards de dollars (en 1983). Avec les Bell Laboratories, ATT disposait aussi du plus prestigieux des centres de recherche privés (quatre prix Nobel) ; avec Western Electric, ATT fabriquait ses propres équipements. A travers vingt-deux compagnies locales, ATT avait fait du téléphone américain l'un des modèles et des moins coûteux du monde. 80 % des cent quatre-vingt millions d'abonnés au téléphone étaient clients d'ATT, nommé System Bell ou encore familièrement Mama Bell aux Etats-Unis. Ce « monopole » acquis depuis près de cent ans (le Monde daté 1^{er} et 2^{er} janvier 1984) a fini par disparaître au profit de nouveaux opérateurs, spécialisés sur les liaisons longue distance, comme MCI, Sprint, filiale du groupe General Telephone and Electronics (GTE), International Telephone and Telegraph (ITT) ou US Telephone.

Après une quinzaine d'années de luttes juridiques contre les autorités fédérales, M. Brown acceptait le 11 août 1982 de se séparer de ses vingt-deux filiales locales auxquelles sont rattachés les abonnés, ATT conservant les Bell Labs, Western Electric et les liaisons longue distance. L'opération d'éclatement (divestiture) s'est réalisée au 1^{er} janvier 1984. Les vingt-deux filiales ont été regroupées en sept compagnies régionales, qui conservent, chacune, un monopole local pour les conversations locales. Pour les conversations « longue distance », inter-villes pour simplifier, l'abonné a le choix entre ATT et ses concurrents.

La « concurrence » sur les liaisons longue distance était donc « rétablie », mais également la concurrence industrielle : les sept compagnies régionales ont le choix d'acquiescer les équipements de Western ou d'autres firmes américaines, japonaises ou européennes.

La doctrine qui inspire les autorités fédérales de la FCC (Federal Communication Commission) est en outre de rétablir la vérité des tarifs, c'est-à-dire de mettre fin aux redistributions internes que pratiquait de tout temps ATT (comme les PTT dans tous les autres pays) : la compagnie taxait en dessous de leur coût les liaisons locales (1) en se « rattrapant » sur les liaisons longue distance qui sont de ce fait « chères ».

Le rétablissement de la concurrence sur ces dernières, utilisées surtout par les entreprises, doit provoquer une baisse de tarifs, bénéfique à l'économie américaine.

« Est-ce la liberté ? »
Mais, derrière les déclarations de principe, il y a la réalité, explique-t-on chez ATT. « Nous souhaitons baisser nos prix des appels téléphoniques longue distance (inter-Etats) de 10,5 % pour mieux lutter contre MCI et les autres. Mais Washington n'a autorisé, en mai dernier, qu'une baisse de 6,1 %. Est-ce la liberté ? ».

La Federal Communication Commission a été créée en 1934 pour réguler le téléphone, c'est-à-dire pour empêcher de trop élever nos tarifs, aujourd'hui, avec la pseudo-dérégulation, la FCC nous empêche de les baisser », note M. Brown.

Autre exemple : la concurrence rétablie devait autoriser ATT à se diversifier vers les terminaux, la télématique, l'informatique. Ce fut fait, mais la FCC a contraint la compagnie à confier cette activité à une filiale commerciale « séparée ».

ATT Information Systems. Cette filiale, outre une surveillance étroite de ses rapports financiers et techniques avec sa maison mère, a l'obligation d'offrir à ses clients des matériels concurrents d'ATT. Comme si les vendeurs d'IBM devaient, de par la loi, présenter des ordinateurs Univac ou Apple à leurs clients. « Nous avons officiellement demandé le 30 avril 1984 la fin de cette obligation pénalisante à la FCC. Mais nous n'avons pas eu de réponse avant deux ans. Est-ce la liberté ? »

Pour la FCC, la « déréglementation » est un processus long. La liberté, la concurrence pure et parfaite, ne peut être rétablie du jour au lendemain parce qu'ATT, trop puissante, écraserait ses jeunes concurrents. En somme, elle paraît Saint-Just : « Pas de concurrence pour l'ennemi de la concurrence » (2).

Mais, de ce fait, la nouvelle ATT n'est pas une compagnie comme les autres. Elle reste entravée, au moment où elle doit opérer une révolution culturelle interne pour mettre un trait sur la mentalité de « services publics » qu'elle avait développée chez ses « agents ». Face à IBM, libre, elle, de ses mouvements après l'abandon du procès antitrust qui la contraignait également, la nouvelle ATT apparaît beaucoup moins puissante qu'il n'y paraît. « Notre éclatement a été épuisant et traumatisant », note M. Brown. Nous repartons d'une base très réduite ; tout reste à créer. »

Face à ses jeunes concurrents des liaisons longue distance, ATT reste « régulée » par la FCC. Autrement

dit, « leurs tarifs sont libres, pas les nôtres », comme le regrette le président d'ATT. Un exemple : ATT Communications, la filiale spécialisée, paie une taxe (environ 2 cents) aux compagnies régionales chaque fois qu'un de leurs abonnés choisit d'emprunter les lignes ATT pour une conversation longue distance. Or MCI, Sprint et les autres paient cette taxe (per call charge) 45 % moins chère.

Une part importante du revenu d'ATT Communications est ainsi reversée aux compagnies régionales. Sans cette « subvention » obligatoire (elle devra disparaître progressivement à l'avenir) contraire aux principes de vérité des tarifs, ATT pourrait baisser de 40 % ses tarifs longue distance.

MCI (1,8 milliard de dollars de chiffre d'affaires en 1984), Sprint-GTE (1 milliard de dollars) sont d'un poids faible face à ATT (35 milliards prévus en 1984) qui détient 91 % du marché (61 % selon ATT). Mais leur part devrait augmenter rapidement. En matière de transmission de données informatiques, ATT devra faire également face à d'autres concurrents comme SRS (filiale à 33 % d'IBM).

Menaces sur les bases arrière

On estime toutefois aux Etats-Unis que le danger majeur pour ATT ne vient pas pour l'instant de cette activité de télécommunication où la compagnie dispose d'une avance confortable et d'un savoir-faire reconnu. La menace la plus impor-

tante pèse sur Western Electric, devenue ATT Technologies. Les acquisitions de 50 % des télécommunications de Philips et de 25 % de l'italienne Olivetti, les percées en Irlande, à Taiwan ou en Corée du Sud, ont fait oublier l'essentiel : ATT est attaquée violemment sur ses bases arrière américaines. Or un gain à l'extérieur ne compense pas une perte sur un marché intérieur qui est le plus important du monde (les Américains représentent 40 % du marché mondial), et qui est appelé à croître rapidement (on parle de 30 %) à partir de 1985, quand les problèmes liés à l'éclatement seront réglés. ATT Technologies dispose d'environ 70 % du marché de la commutation, 50 % de celui des transmissions et 25 % de celui des terminaux. Du fait que chacune des compagnies régionales va choisir deux ou trois fournisseurs pour équilibrer ses risques, au lieu d'un seul comme autrefois (Western Electric), ATT va inévitablement perdre des parts de marché au profit des autres constructeurs américains (ITT, par exemple, mais aussi de nouvelles compagnies qui naissent pour l'occasion), japonais (Nippon Electric), canadien (Northern Telecom), voire européens. On estime que la part du marché d'ATT en commutation par exemple descendra à quelque 50 % en 1990. En outre, ATT avait déjà perdu un terrain considérable avant la « dérégulation » dans les terminaux et les centraux privés (PBX), les PBX, supérieurs à 400 lignes, la part d'ATT est revenue de 60 % à 30 % entre 1980 et 1983.

La contre-attaque d'ATT à l'étranger pour l'instant n'a pas encore clairement apporté les fruits qu'on en attend. Choisir Philips pour pénétrer les marchés fermés des Européens n'était pas forcément le meilleur choix : la compagnie néerlandaise ne dispose que de quelques pour cent du marché du Vieux Continent. Olivetti en revanche ne manque pas de dynamisme sur les terminaux. C'est au travers de ce nouvel allié qu'ATT va porter son effort en informatique et en bureautique : le prochain micro-ordinateur proche d'un poste de travail universel du groupe devrait être inspiré du M 20 d'Olivetti.

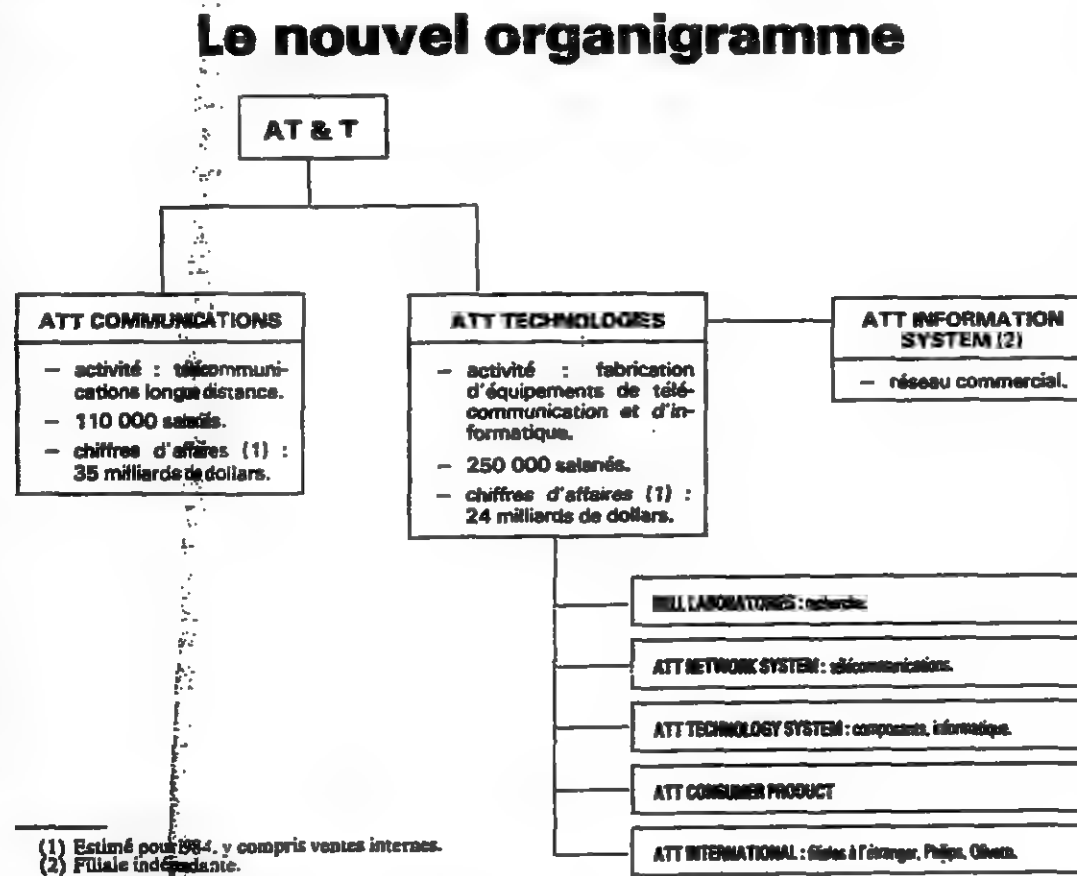
Les appréhensions des chercheurs

Comme ATT manque de produits pour affronter ses concurrents, tout l'avenir du groupe dépend des fameux Bell Labs. Ce « trésor » d'ATT misé plus sur la qualité des équipes que sur son budget qui n'est pas considérable (1,9 milliard de dollars). Ses 18 000 chercheurs mondialement réputés répartis en dix-sept laboratoires vont devoir découvrir le marketing. Une révolution qu'il s'agit d'introduire sans heurt. La mentalité « service public » d'ATT plaisait aux meilleurs universitaires qui trouvaient chez Mama Bell des moyens et surtout une totale liberté, absente chez IBM par exemple. ATT récoltait les premiers de la classe. Qu'en sera-t-il demain ? « Les chercheurs ont très peur de l'éclatement d'ATT. Ils craignent — à tort — des mesures d'économie sur le matériel, et une censure sur les publications de leurs travaux », explique-on aux Bell Labs. Les dirigeants essaient de les rassurer, mais le risque existe que, de ce fait, les chercheurs les quittent.

Au bout du compte, les faiblesses du « géant » ATT sont plus évidentes que ses forces. M. Brown ne l'ignore pas. Il apparaît très prudent sur les intentions de diversification qu'on lui prête dans la télévision par câble, la télématique. Prudence, mais ambition. « L'informatique ne représente que 500 millions de dollars de vente, mais si nous y sommes entrés, ce n'est pas pour y demeurer marginal. »

ATT après-demain sera peut-être puissante en s'appuyant sur son savoir-faire dans les composants électroniques et sur ses capacités financières qui restent grandes. Mais les autorités fédérales ont cassé un fantastique outil qui a du mal à s'en remettre. « Les Etats-Unis ont fait une erreur nationale qu'ils regretteront un jour », note M. Brown.

ERIC LEBOUCHER.
(1) Une ligne d'abonné revient à 26 dollars par mois selon ATT, alors qu'elle ne produit que 11 dollars de revenus de conversations locales. La différence est donc très importante.
(2) Voir les articles de M. Yves Stourz à « Etats-Unis : la guerre des communications » (le Monde daté des 13, 14 et 15 décembre 1978).



Un entretien avec M. Henri Mendras

L'agriculture moderne doit s'intégrer au milieu rural

Tableau contrasté de l'agriculture : l'essentiel de ses produits ne sont pas directement consommables, mais une production de qualité à circuit de distribution court reprend une place importante. La révolution agricole qui a commencé dans les années 50 va déboucher, d'ici les vingt-cinq prochaines années, sur d'autres bouleversements amenés par la technique.

Cependant l'évolution en cours est aussi d'ordre sociologique. Le milieu rural, qui est en majorité composé de non-agriculteurs, se diversifie, cela est une façon de renouer avec le passé où l'ensemble des activités étaient exercées dans les villages et les gros bourgs. Parallèlement, on assiste à de nou-

velles formes d'intégration de l'agriculture dans cette société rurale aux multiples facettes. Les dirigeants agricoles doivent saisir la chance qui s'offre à eux, plutôt que d'ignorer cette évolution.

Cette société rurale élargie constitue déjà l'exemple pour l'ensemble de la société, dans la mesure, notamment, où elle donne un rôle à jouer aux personnes du troisième âge, qui deviennent un des facteurs de son dynamisme.

Tels sont quelques-uns des thèmes ici abordés par le sociologue, spécialiste de l'agriculture, qu'est M. Henri Mendras, directeur de recherches au CNRS, professeur à

l'institut d'études politiques de Paris et conseiller sociologique à l'Observatoire français des conjonctures économiques.

M. Mendras, qui est aussi vice-président de l'Association Tocqueville, association pour le développement des relations en sciences sociales entre la France et les Etats-Unis, a notamment publié : *La Fin des paysans*, éd. Cofin, 1970, réédition en cours aux éditions Actes Sud, à paraître en octobre accompagné d'une nouvelle postface : « Réflexions, vingt ans après » ; *Voyage au pays de l'utopie rurale*, éd. Actes Sud, 1979 (*le Monde* du 19 mai 1979) ; *La Sagesse et le Désordre* ; la France en 1980, Gallimard 1980 (*le Monde* du 10 avril 1980) ; *Le Changement social*, avec Michel Forsé, Colin, 1983.

pour l'instant, nous n'avons pas d'expérience en vraie grandeur d'une agriculture redevenue biologique.

De plus, depuis très longtemps, on veut faire sortir l'agriculture de son rôle alimentaire pour qu'elle devienne productrice industrielle d'autres secteurs. Jusqu'à présent, on n'y a pas réussi. Est-ce que la biotechnique le permettra ? J'en suis convaincu pour le vingt et unième siècle, mais pas pour les vingt prochaines années. Je ne pense pas que ce soit mûr.

Propos recueillis par **FRANTZ WOERLY.**
(Lire la suite page 16.)

(1) *Le Monde* Dimanche du 23 janvier 1983.

Déflation

Il est une notion qui a le plus grand mal à s'acclimater alors que le monde n'est pas encore sorti d'une des plus longues et des plus fortes vagues d'inflation qu'il ait connues au cours de l'histoire : qu'à l'inflation succède la déflation. Le processus est pourtant en marche depuis déjà deux ou trois ans au moins, selon les secteurs. Mais c'est seulement maintenant qu'il commence, notamment aux Etats-Unis, à être reconnu dans toute son ampleur.

Les prix du pétrole ne sont pas les seuls à être orientés à la baisse. Sont actuellement plus ou moins dans le même cas ceux des produits agricoles, de la plupart des métaux, des produits chimiques, sans parler des maisons (en Californie notamment), comme le notait un article publié cette semaine par notre confrère *l'Herold Tribune* (numéro du mardi 24 juillet).

Les cours d'une autre catégorie de biens sont également sur la pente descendante. Il s'agit des actions de Wall Street et des obligations depuis que les taux d'intérêt ont recommencé à monter outre-Atlantique. Rares ont été les économistes et les observateurs qui pendant les années d'inflation triomphante ont accordé toute l'attention voulue à la signification d'un fait tout banal : la hausse simultanée de cette époque de pratiquement tous les prix et des taux d'intérêt.

Cela voulait dire que, tandis que la valeur des biens réels augmentait, celle des créances avait, au contraire, tendance à diminuer. Les raisons de cette double évolution sont devenues plus manifestes aujourd'hui car le monde a appris à ses dépens les effets d'une expansion inconsidérée du crédit. N'est-ce pas normal que, au fur et à mesure que les débiteurs ajoutent à leurs charges, les créances sur eux se déprécient ?

Mais les prix ne sont plus tous uniformément promus à la hausse. Ce renversement est, lui aussi, directement lié au phénomène de l'endettement. Cela est particulièrement évident dans le cas des matières premières produites en Amérique latine et en Afrique. Pressés par leurs créanciers, les producteurs primaires n'ont pas d'autre parti à prendre que de vendre, quelles que soient les conditions du marché, pour se procurer les liquidités dont ils ont besoin pour servir les intérêts de leur dette.

Cet état de choses, à son tour, contribue à aggraver la crise de trésorerie rampante. La question des prix du pétrole a été par exemple la cause de pertes subies par la Continental Illinois. Celle-ci avait prêté à des entreprises du secteur énergétique aujourd'hui incapables de rembourser. Résultat : aucun groupe privé n'ayant voulu reprendre la grande banque de Chicago, l'administration Reagan, malgré ses principes, s'est résolue à la nationaliser en rachetant pour 3,5 milliards de dollars de créances dont la valeur nominale était de 4,5 milliards.

On pourrait citer de nombreux précédents d'une pareille situation dans l'histoire. Ce qui est nouveau est qu'un mouvement important de déflation se produise dans une économie en forte croissance. Mais le taux de croissance est lui-même une résultante qui dissimule d'un secteur à l'autre, d'une entreprise à l'autre.

PAUL FABRA.

(Publicité)
« ESPOIR VERT »
le projet global autarcique de restauration des terres déshertées est enfin disponible.
200 F (franco - Tél. : 11 374-69-27)
et EXPOSITION
ÉCOLOGIE ÉNERGIE SURVIE
38, rue de Vercennes
41400 MONTRICHARD

SELON LA CFDT

Près d'un salarié sur trois utilisera directement l'informatique en 1990

Le nombre de postes de travail utilisant des matériels informatiques devrait tripler d'ici à 1990, selon la CFDT. A cette date, pratiquement un salarié sur trois travaillera donc au moins une heure par jour sur console, ou devant un micro-ordinateur, contrôlera un tableau de commandes électroniques, ou programmera un automate. Ces estimations de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFDT précisent l'ampleur des changements technologiques à venir et parlent d'elles-mêmes. 2,1 millions de personnes concernées en 1984 et 6,3 millions en 1990 : autrement dit, 4,2 millions de personnes vont devoir se former en six ans ! Chiffre énorme.

Tâche gigantesque pour les organismes de formation, pour le nouveau gouvernement, et pour les salariés eux-mêmes, puisque tel est bien le sens du document de la CFDT : la vitesse croissante de diffusion des technologies montre à l'évidence que nous sommes tous concernés. D'autant plus d'ailleurs, remarque M. Yves Lasfargue, secrétaire national de l'UCC-CFDT et auteur de l'étude, qu'en dehors du travail les Français vont avoir à se familiariser chez eux avec les consoles de l'annuaire électronique. « En 1986, la France sera le seul pays au monde où le nombre de terminaux interactifs sera plus élevé dans les

foyers, avec 3 millions de Minitel installés, que dans les entreprises. » Les détails des évolutions sont moins intéressants dans la mesure où les chiffres sont calculés trop simplement à partir d'une hypothèse de croissance de 20 % l'an que M. Lasfargue a appliquée uniformément à l'ensemble des postes de travail, alors qu'à l'évidence les différents matériels, donc les postes concernés, auront des vitesses de diffusion différentes. Il faut donc plutôt s'attacher à lire les estimations de 1984 du nombre de salariés aujourd'hui concernés par type de matériel (première colonne du tableau).

On y observe surtout que, pour l'heure, il y aurait déjà 800 000 terminaux dans les bureaux. Le travail sur écran — et les problèmes qu'il pose — constitue le quotidien de 1,2 million de salariés, secrétaires ou employés le plus souvent. Dans l'industrie, les machines-outils à commande numérique ou les divers automatismes concernent déjà quelque 250 000 ouvriers ou techniciens qui doivent avec plus ou moins d'autonomie les « programmer ».

On mesure donc l'importance des négociations qui débuteront en septembre entre le CNPF et les organisations syndicales sur le thème : « Mutations technologiques et emploi ».

E. L. B.

Nombre de postes de travail utilisant directement (au moins une heure par jour) des matériels informatiques

		Nombre de postes de travail concernés	
Types de matériels installés		en 1984	en 1990 Hypothèse : + 20 % par an, soit 3 fois plus en dix ans
BUREAUTIQUE	Terminals à écran cathodique	800 000	1 200 000
	Micro-ordinateurs professionnels	200 000	200 000
	Machines de traitement de textes	50 000	100 000
			300 000
ROBOTIQUE	Systèmes de CAO (Conception assistée sur ordinateur)	800	8 000
	MOON (Machines-outils à commande numérique)	15 000	45 000
	Automates programmables	50 000	100 000
	Manipulateurs / télémanipulateurs	40 000	80 000
	Machines spéciales automatisées	-	100 000
	Processus continus automatisés	-	200 000
	Robots	1 400	5 600
	Ateliers flexibles	13	400
INDUSTRIE	Matériels divers (EAO (1), terminaux, points de vente, etc.)	-	100 000
	Total du nombre de postes de travail utilisant directement des matériels informatiques		environ 2,1 M soit 10 % des emplois
			environ 6,3 M

Estimation : UCC-CFDT.

(1) Enseignement assisté par ordinateur.

(Suite de la page 15.)

Le phénomène de double activité (2) n'est-il pas également un facteur d'intégration de l'agriculture à l'ensemble de l'économie ?

Aujourd'hui, l'homme peut être agriculteur à plein temps et la femme avoir son métier à elle. Si bien qu'on se trouve dans une situation identique à celle des villes, où l'homme a son métier et la femme en a un autre, ce qui était inconcevable dans l'idée de l'exploitation agricole comme exploitation familiale. Maintenant, le métier de l'agriculteur est séparé de la vie familiale. C'est l'achèvement de la disparition de la paysannerie, mais aussi la grande nouveauté des dix dernières années.

L'informatique arrive en force dans l'agriculture, et curieusement celle-ci est extrêmement réceptive ?

C'est tout à fait normal. Cela correspond à la structure dispersée de l'agriculture.

Je ne pense pas que cela transforme énormément les rapports sociaux. Mais cela risque d'être un instrument de pouvoir pour les organisations agricoles. Le contrôle démocratique de ces nouvelles techniques est un problème important. C'est pour ça qu'il est intéressant que cela se développe dans le monde agricole et rural, où l'autogestion, c'est-à-dire la gestion par les gens de leurs problèmes, est la plus claire.

Il est normal que là encore les agriculteurs soient en pointe. Les agriculteurs ont été les grands révolutionnaires des trente dernières années. Ce sont eux qui ont posé les bons problèmes de notre société et inventé des solutions nouvelles : des institutions de type fédératif et d'implantation locale qui sont pionnières, et dont il faudrait s'inspirer pour recréer des institutions urbaines qui nous manquent complètement.

N'y a-t-il pas un paradoxe entre cette agriculture qui vous dit qu'elle est à l'économie et la médiane d'un fort pouvoir paysan ?

Mais justement, en même temps qu'ils étaient intégrés à un système de production, les agriculteurs ont réussi à conserver un pouvoir de gestion et de représentation à travers les coopératives, la mutualité et les syndicats. Quand on pense qu'ils représentent environ 8 % de la population active, et encore, là-dessus beaucoup ont une double activité, il est certain qu'ils exercent

une influence supérieure à leur poids économique parce qu'il y a confusion dans la tête de tout le monde entre agriculteur et rural, et lorsque les agriculteurs manifestent, on les prend comme représentants de la population rurale.

Dirigeants agricoles ou leaders ruraux ?

Pensez-vous qu'ils vont conserver cette position de leaders ?

Je crois surtout que les dirigeants agricoles ont tort de jouer la politique agricole au sens économique strict du terme. Ils feraient mieux de redevenir des leaders ruraux, c'est-à-dire de prendre en charge tous les problèmes de la France rurale, y compris ceux de la population qui vit d'activités artisanales, petites industries, et y compris ceux des retraités.

Il devraient jouer l'animation sociale, le développement local, parce que, de plus en plus, le pouvoir politique va être lié au pouvoir culturel et de moins en moins au pouvoir économique.

Faudrait-il concevoir le développement agricole intégré dans un développement rural ?

Absolument. Une bonne partie de l'agriculture s'oriente de plus en plus vers des nouvelles formes de production dont j'ai parlé, liées à toutes les activités rurales. Par conséquent, on retourne vers une nouvelle forme d'intégration des productions agricoles dans la société locale. Cela se voit bien. Pendant un certain temps, les agriculteurs n'ont pas voulu occuper de postes politiques locaux. Maintenant, au contraire, ils se sont aperçus de leur erreur et essaient de retrouver leur place dans les conseils municipaux.

« Ils font fausse route »

D'ailleurs, j'ai parlé de deux formes d'agriculture. Il y en a une troisième, qui est l'agriculture d'appoint, c'est-à-dire de gens qui ne sont pas agriculteurs et qui vivent à la campagne ou dans la retraite, cultivent ou font de l'élevage. Mais là la frontière est extrêmement floue. Cela commence avec le jardin potager, et il ne faut pas oublier que un jardin potager, cette agriculture d'appoint est plus orientée vers l'autosubsistance et vers l'autosommation. Elle va se développer à

cause du temps libre et parce que de plus en plus de gens habitent dans des pavillons du fait d'un desserrement de la structure urbaine.

Ce type d'agriculture ne repose-t-il pas le problème de la politique agricole de masse ?

Il faut faire une politique agricole pour toutes ces situations intermédiaires. C'est ce en quoi je crois que les dirigeants agricoles font fausse route à long terme en ne défendant que les productions agricoles « à plein temps » et « productivistes ». Les pouvoirs publics également ne pensent la politique agricole à Paris et à Bruxelles qu'en ces termes-là. C'est une nouvelle forme de politique agro-alimentaire qu'il faut développer en tenant compte de ces productions artisanales, de l'autosommation, des rapports plus directs avec le consommateur, etc. J'ai esquissé cette politique dans *Voyage au pays de l'utopie rurale*.

La encore les agriculteurs posent les problèmes qui vont apparaître dans d'autres secteurs grâce à la télématique, à de petits ateliers, au travail à domicile, pour lesquels l'expérience de l'agriculture sera utile.

Le rôle dynamique du troisième âge

Vous préconisez une nouvelle politique. Vous-même, avez-vous des actions à proposer ?

Il faudrait aider les productions agricoles directement consommatrices, organiser des marchés locaux, développer les publicités de vente directe, favoriser le contact entre producteurs et consommateurs. On peut imaginer des comités agricoles qui ne seraient plus centrés sur le succès technique, mais intégreraient également les productions artisanales et les réseaux télématiques. On peut imaginer que le consommateur au centre de Paris plante sur son balcon pour se mettre en relation avec son producteur de vin dans le Bordelais ou son producteur de fromage en Dordogne. Il n'y a plus aucune difficulté technique. Il n'y a qu'une question d'organisation et de gestion des rapports. Evidemment c'est moins impressionnant que le prix du blé ou que les manifestations des viticulteurs.

La population rurale augmente plus vite que la moyenne nationale. Quel est son nouveau profil ?

D'abord, la population rurale n'est plus en majorité agricole. Le résultat c'est que la majorité de cette population forme une nouvelle bourgeoisie rurale faite de personnes du tertiaire, d'un peu d'activités industrielles dispersées, d'artisans et de beaucoup de gens qui vivent de transferts sociaux. La population rurale est plus âgée que la population urbaine. Mais contrairement à ce que tout le monde dit, elle va continuer à se développer tout en étant âgée, parce que le troisième âge devient un facteur de développement, de notre économie et de notre société. On traite le troisième âge comme un poids pour la nation. C'est exactement le contraire. Dans les prochaines années, il aura un rôle dynamique. C'est une des nouvelles chances du monde rural qu'il faut plus de personnes du troisième âge que les régions urbaines. La raison de leur dynamisme est très simple : les personnes âgées disposent de leur temps, d'un revenu assuré, d'une partie du patrimoine nettement supérieure à la moyenne nationale. D'ailleurs, les clubs du troisième âge

ont eu un succès ahurissant en milieu rural.

Le mélange de populations au sein d'une commune ne va-t-il pas poser des problèmes de communication et susciter des conflits ?

Les gens étant différents ont des intérêts différents. Mais c'est la vie ! Ce qui était la mort, c'était les communes composées uniquement d'agriculteurs ; parce que tous les gens étaient pareils. Maintenant, il y a de nouvelles possibilités d'échanges.

Une cause de vitalité

On a cru longtemps à la fin des communes. On avait d'ailleurs envisagé de les regrouper. Or, actuellement, il se produit l'inverse : les communes revivent. Que se passe-t-il ?

Cet échec était prémoniteur et exemplaire de la démarche technocratique des années 60. Avec 36 000 communes, la France est le pays du véritable « self-government rural ». Il y a plus d'échecs locaux proportionnellement aux citoyens qu'en Suisse, qui est en principe le pays de l'élection locale. Cet échec s'est révélé être au bout du compte la sagesse, parce que le système politique représentatif fonctionne de façon satisfaisante. Les 450 000 conseillers municipaux ruraux sont certainement une des raisons de la vitalité du monde rural.

Sur le plan culturel, c'est la même chose : avec tous les efforts pour créer des musées locaux, des associations, des comités de villages, des fêtes traditionnelles, etc. La vie sociale est infiniment plus active qu'en ville.

La mode rurale renvoie donc aux problèmes urbains ?

Il n'y a aucun doute ! Les gens qui partent en week-end dans des endroits extraordinaires ne vont pas simplement retrouver la nature, ils vont retrouver une autre forme de sociabilité. A certains égards, la mode de vie rural ressemble au mode de vie urbain, en termes d'équipement. Mais il reste néanmoins une différence structurelle, beaucoup plus subtile, qui est certainement, pour une part, un facteur spatial.

Une ferme, autrefois, c'était un endroit perdu au fond d'un chemin où personne n'allait et où les gens étaient isolés. Maintenant, un agriculteur normalement actif a trois réunions dans sa semaine. Une ferme est un endroit où il y a plus de gens qui frappent à la porte que n'importe quel appartement ou pavillon urbain.

A la campagne, autrefois, c'est la proximité qui vous imposait vos relations sociales. Maintenant, les moyens de communication ne les imposent plus, vous devriez vous retrouver dans la même situation qu'en ville, où vous pouvez vivre toute votre vie dans le même immeuble sans connaître les gens de l'appartement du dessous.

C'est l'échelle de la vie locale a radicalement changé. Ce n'est plus l'échelle des 3 kilomètres à pied, c'est-à-dire des voisins immédiats ; c'est celle d'un quart d'heure en voiture. Ce qui était instauré, d'où que ce changement d'échelle, au lieu d'aboutir à une diminution des échanges sociaux, a abouti à leur intensification.

Propos recueillis par FRANTZ WOELLY.

(2) Le Monde Dimanche daté 25-26 décembre 1983.

Un entretien avec M. Henri Mendras

BIBLIOGRAPHIE

« LA MONNAIE ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE », de J.-H. David

Les limites d'un instrument anti-inflation

Le « monétarisme » a profondément marqué de son empreinte le monde politique et universitaire, mais aussi celui des praticiens du marché.

Pour s'en convaincre aujourd'hui encore, il suffit de passer quelques instants dans le trading room d'un courtier new-yorkais ou d'une grande banque de Chicago au moment où la Réserve fédérale américaine va publier — comme elle le fait chaque jeudi soir — ses statistiques hebdomadaires sur les variations des principales composantes de la masse monétaire. A en juger par le psychodrame collectif que vivent alors l'ensemble des places financières, la monnaie, à la fois instrument des échanges, unité de compte des valeurs et réserve de pouvoir d'achat mais aussi expression de l'unité et de la cohésion d'une nation, comme le rappelle M. Jacques-Henri David dans l'ouvrage qu'il vient de consacrer à la Monnaie et la Politique monétaire, constitue bien l'un des leviers essentiels de la vie économique.

Passant en revue l'apport des théories monétaires, notamment celle de Keynes (« la monnaie considérée comme actif financier ») ou celle de M. Milton Friedman, le père du monétarisme pur et dur mis en pratique par les « Chicago Boys », l'auteur trace les limites de ce schéma de pensée. « Les monétaristes ont fait du tort à la politique en affirmant trop haut que l'inflation pouvait être combattue uniquement par des mesures monétaires, sans mettre en évidence les coûts sociaux considérables qu'impliquait une telle orientation dans un monde qui s'est habitué à vivre dans la croissance, dans l'inflation et dans une protection sociale croissante, et sans mettre en évidence la nécessité d'accompagner la politique monétaire par d'autres mesures complémentaires destinées à faci-

liser les adaptations des structures de l'économie », souligne-t-il.

A ce stade de l'analyse, M. David estime que « la demande de monnaie n'est plus, comme autrefois, une demande spécifiquement nationale, mais une demande internationale » qui doit prendre en compte des phénomènes tels que le gonflement des dépôts des non-résidents dans les banques américaines, par exemple, et, bien plus encore, l'évolution des anticipations dans le domaine des taux de change. « Ce phénomène de forte variabilité des taux de change étant encore relativement récent, on n'en a pas encore pris exactement la mesure du point de vue des analyses de la demande de monnaie ». Or, « si l'on tient compte des déplacements de la demande de monnaie d'une devise sur une autre provoqués par des anticipations sur l'évolution des taux de change, il est difficile d'apprécier l'orientation d'une politique monétaire à la seule lecture des statistiques concernant l'évolution du stock de monnaie. Il faut recourir à des indicateurs complémentaires, tels que le niveau des taux d'intérêt ou des taux de change réels, pour juger du degré de contrainte imposé par les autorités ».

Ce phénomène d'interaction entre flux monétaires et taux d'intérêt/taux de change est d'autant plus important que le système économique international vit actuellement un phénomène sans pareil de taux d'intérêt réels (loyer de l'argent diminué du taux d'inflation) largement positifs dans la quasi-totalité des pays industrialisés, à commencer par les Etats-Unis bien sûr, vers lesquels se dirigent actuellement les liquidités en mal de placements rémunérateurs, mais également en France, où, par exemple, les détenteurs d'obligations, si lourdement pénalisés dans le passé, bénéficient à

présent de taux nets très attractifs, ce qui explique le boom du marché obligataire national.

En France, explique justement l'auteur, « la généralisation des mécanismes d'indexation rend très difficile la réorption de l'inflation » au même titre que « la structure et l'importance du financement du secteur public ». D'où l'intérêt de surveiller la variation du stock monétaire en circulation, qui avoisine actuellement quelque 3 000 milliards de francs, soit près de 50 000 F de liquidités par Français. Pour contrôler la variation de cette monnaie, sensiblement identique au total de la consommation des ménages ou encore au produit intérieur brut (marchand) de la France, pour fixer quelques ordres de grandeur, les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments, dont le marché monétaire, où viennent s'approvisionner les banques démunies de guichets pour au moins 90 % des ressources dont elles ont besoin.

Un instrument-clé : l'encadrement du crédit

Au fil des ans, marqués, notamment, par la mise en place du système des réserves obligatoires, la spécialisation des établissements de crédit et le cloisonnement croissant du marché de l'argent, l'instrument-clé de contrôle de la circulation de l'argent dans notre pays est resté l'encadrement du crédit.

L'auteur y consacre un chapitre entier : écho de la polémique qu'il suscite régulièrement dans les milieux financiers.

Mais, fait remarquer M. David, les banques en général et la banque centrale en particulier « ne sont pas seules responsables de la création monétaire », à laquelle participent indirectement ou directement tous les agents économiques : ménages,

entreprises, institutions financières, résidents ou non-résidents.

Il n'existe pas, selon l'auteur, de théorie universelle de la création monétaire, celle-ci dépendant, au premier chef, de l'organisation du système bancaire et financier de chaque pays et des structures internes du système bancaire de ce pays. Un sujet sur lequel il a eu tout le temps de méditer après avoir exercé, d'avril 1980 à mai 1981, les fonctions de directeur de cabinet auprès de M. René Monory, alors ministre de l'économie et des finances, pour occuper ensuite le poste de secrétaire général du Conseil national du crédit.

Polytechnicien, inspecteur des finances, M. David ne se contente pas, dans cet ouvrage clair, tiré en partie du cours qu'il professe à l'Institut d'études politiques de Paris, de démythifier les phénomènes monétaires « pour les rendre accessibles à tous ceux qui sont curieux de les comprendre », à l'aide de nombreux documents amers et récents intégrés — heureuse initiative — à chaque chapitre concerné. Dans une réflexion plus prospective, il aborde aussi le cas des « super-marchés financiers » en train de se créer depuis que le système bancaire se diversifie en plaçant ses pions à la fois dans l'assurance et dans les grandes maisons de courtage.

Mais c'est surtout la « monnaie de demain » qui retient son attention. Suite logique de la carte à crédit, la carte à mémoire, où la France possède (pour combien de temps encore ?) une indéfinissable avance technique, va probablement modifier profondément les flux monétaires. Ce sujet — l'avenir de la monnaie électronique — l'auteur se contente de l'évoquer, car son intention est de lui consacrer bientôt un autre livre.

SERGE MARTI.

★ La Monnaie et la Politique monétaire. 350 pages. Editions Economica, 98 F.

RENTREE 84
Pour mieux connaître les écoles, les métiers et les débouchés.

ORIENTATIONS 84
Le guide ORIENTATIONS 84 : 300 pages de conseils 3000 adresses.

Pour recevoir ORIENTATIONS SERVICE et le guide ORIENTATIONS 84 :
A adresser à : ORIENTATIONS SERVICE/DECOM - 57, passage Montaigne, 75008 PARIS - accompagné d'un chèque de 70 F (54 F par chèque de port).

Non _____
Adresse _____

A adresser à : ORIENTATIONS SERVICE/DECOM - 57, passage Montaigne, 75008 PARIS - accompagné d'un chèque de 70 F (54 F par chèque de port).

vient de paraître

Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts
a publié :

Constat de l'évolution récente des revenus en France (1980-1983)

Documents du CERC
n° 71 50F

Abonnement :
4 cahiers/an : 142F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Crédit du Sud

COMMERCE

UNION CHRETIENNE COMPTABLE

DIRECTRICE

RIDIQUE 20.000 F

VENIENS SUPER ELECTROTECHNIQUE

Schlumberger

Mendras

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 31 juillet 1984 - Page 17

	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	22,00	25,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,55
IMMOBILIER	55,00	66,42
AUTOMOBILES	55,00	66,42
AGENDA	55,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70



emplois régionaux

Crédit Mutuel du Sud-Ouest

recherche

COMMERCIAUX BANQUE

chargés de prospecter, suivre et développer la clientèle de particuliers d'agences (5 à 10 personnes).

PROFIL : 3 ans minimum d'expérience bancaire, formation de préférence BP Banque, jeune professionnel dynamique.

Evolution de carrière pour candidats motivés.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : C.M.S.O. - Direction du Personnel - rue du Pave - 16003 ANGOULEME

Importante société industrielle filiale groupe Thomson

cherche pour son établissement de Toulouse

UN (E) CHIEF COMPTABLE

Il (elle) aura pour mission :

- de mettre la comptabilité générale ;
- de paramétrer un nouveau logiciel comptable ;
- de participer à l'élaboration du budget ;
- d'établir des déclarations fiscales et publications obligatoires et éventuellement pourra être chargé du suivi de la trésorerie.

Nous souhaitons rencontrer des candidats (es) ayant une expérience professionnelle de plusieurs années en milieu industriel.

Titulaires au moins d'un BTS et possédant des qualités de rigueur et d'assiduité.

Prérez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° T066.957 M

REGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, Paris-7.

Grand organisme du Val de

ADJOINT DE DIRECTION

Formation : HEC ou équivalent. Adresser dossier de candidature complet sous référence 83/41767 à DL CONSEIL, 1, rue de la République, 91010 TOURS CEDEX.

L'Institut Saint-Pierre de Roumies, 59510, téléphone : (27) 80-34-34

recherche pour la rentrée scolaire un professeur en méthodes, techniques informatiques, classes de 1^{re} et terminale H. Diplôme souhaité : M.A.G.E., Ingénieur, professeur d'informatique.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SOCIETE DES CEMENTS FRANCAIS

La société des CEMENTS FRANCAIS, C.A. 2,8 milliards (consolidé 4 milliards) nombreuses filiales en France et à l'étranger.

La Direction Administrative et Financière des CEMENTS FRANCAIS recherche :

Chef du service comptabilité générale R# 73727/M.

Directement rattaché au Chef du Département Comptabilité il aura la responsabilité du groupe comptabilité générale (8 personnes).

MISSIONS :

- traiter les problèmes courants liés à la comptabilité générale et analytique,
- suivre les enregistrements comptables,
- coordonner tous les travaux liés à la sortie des résultats et des bilans,
- gérer les relations comptabilité - Informatique,
- améliorer les systèmes existants,
- faire des études dans les domaines fiscal et comptable.

Le candidat retenu aura 30 ans mini, une solide formation comptable et fiscale (niveau DECS ou équivalent) il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans les mêmes fonctions et au même niveau de responsabilité dans une société industrielle à forte organisation comptable et informatique, une bonne connaissance du plan comptable révisé et de la fiscalité. Lieu de travail : LA DEFENSE.

Contrôleur filiales H/F R# 73728/M.

Directement rattaché au Chef du Département Filiales, il aura pour missions :

- le contrôle de la gestion administrative et comptable des filiales,
- la conception et l'harmonisation des méthodes et procédures comptables,
- l'assistance aux filiales en matière de fiscalité, de droit des sociétés, etc.,
- l'exécution de missions ponctuelles d'audit,
- la collecte et le traitement des informations en provenance des filiales,
- l'établissement des comptes consolidés au niveau des sous-groupes et du groupe.

Nous recherchons un excellent praticien de la comptabilité - 25 ans mini - ayant une solide formation de base, soit école supérieure de commerce ou de gestion et/ou D.E.C.S. ou équivalent, ayant une expérience minimum de 2 ans acquise dans un cabinet d'expertise comptable ou le service financier d'un groupe industriel important. Bonne pratique de l'utilisation de l'informatique. Anglais souhaité. Ce poste peut être évolutif pour un candidat de bon potentiel en raison du développement du groupe. Des déplacements courts et fréquents sont à prévoir. Lieu de travail : LA DEFENSE.

séle CEGOS

Les convocations pour ces deux postes sont prévues pour début septembre.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence chotale à Mme CLERE, SELE-CEGOS, Tour Chénouaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

Organisme aéronautique à vocation internationale recherche pour son département PROJETS

Ingénieur chef de projet

ayant une expérience de laboratoire de recherche et d'essais dans le domaine aéronautique, pour assurer la direction d'un important programme d'ingénierie pédagogique et de formation d'ingénieurs, de techniciens supérieurs et de techniciens. Dispositif immédiat. Anglais courant indispensable. Poste basé à Paris avec missions de courte durée en Indonésie, jusqu'en 1987. Expérience possible dans ce pays à partir de 1988. Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions à RIAS, 37 boulevard Malesherbes 75008 Paris.

Importante société d'électronique recherche pour un de ses établissements situé en proche banlieue sud

DUT Gestion de Personnel débutant (e)

Il (elle) se verra confier les problèmes de formation professionnelle ainsi que les études et statistiques liées à la fonction personnel.

Avantages sociaux, restaurant d'entreprise, 13ème mois, horaires variables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 5071 M. à rscg carrières - 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

PARIS OPERA
DIRECTRICE
OU DIRECTEUR
JURIDIQUE
220.000 F

Pour groupe dynamique solide, 10 ans d'expérience droit des bds, droit social.

Envoyer C.V. et dates présentes à Paris, SAFED 50, Champs d'Orléans 75008 Paris.

ASSOCIATION DE TOURISME
DIRECTEUR DE VILLAGE
pour région ILE-DE-FRANCE
Cadre permanent, il sera un manager réalisant la restauration et la gestion. Qualités relationnelles et grande faculté d'adaptation nécessaires.
Salaire annuel 140.000 F + logement + avantages sociaux. Poste à pourvoir rapidement.
Adresser C.V., lettre manuscrite sous n° 3.988 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75008 Paris Cedex 02.

VILLE DE BANLIEUE SUD (+ 40.000 habitants) RECRUTE
1 DIRECTEUR
(MISSILE ATTACHE) POUR LE MAIRAT DE QUARTIER
Expérience de direction d'équipement nécessaire.
Le candidat sera recruté par voie de mutation ou devra être titulaire d'une licence de sciences et techniques de l'air ou du DEFA.
R. s/n° 8.202 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

VILLE DE + 40.000 habitants RECRUTE
1 DIRECTEUR
DU SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE
Le candidat sera recruté par voie de mutation ou devra avoir une expérience de direction dans un secteur identique et être titulaire d'une licence d'administration ou du DEFA.
R. s/n° 8.202 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

emplois internationaux (et départements d'outre-mer)

SHELTER-AFRIQUE S.P. 41478 NABRES KENYA
Des candidatures accompagnées de deux références seront reçues jusqu'au 31 août 1984 des nationaux des pays suivants pour les postes suivants :

a) Chef des départements de l'administration, des finances et des opérations. Les candidats doivent être âgés de 35 à 50 ans, avoir un bon diplôme universitaire et une longue expérience dans le secteur du logement et être bilingues en anglais et français. Les salaires sont compris entre 3 E.L. 28 300 et 51 180 p.a. Diverses indemnités sont aussi accordées.

b) Un juriste (angl. et franç.) deux traducteurs (angl. et franç.) un analyste financier un chargé des investissements, des finances un assistant personnel (du Directeur général) un fonctionnaire de l'administration (personnel) un comptable vérificateur interne : et trois secrétaires bilingues (anglais/français).

Les personnes intéressées sont priées de contacter leurs gouvernements, auxquels ils les détails de ces vacances ont déjà été communiqués.

Envoyer C.V. à : The Analyst Schlumberger S.P. N° 1 Lant. 64143 BILLERE

THE ANALYSTS Schlumberger

BANQUE PRIVEE A PARIS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

recherche

PROFIL DU CANDIDAT :

- Environ 40 ans ;
- Très bonne formation ;
- Expérience confirmée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous n° T 066.955 M

Régie Presse

7, rue de Montesson, Paris 7.

INGENIEUR L'AVENIR DEVANT SOI

Malgré une conjoncture morose, les perspectives de recrutement pour les ingénieurs demeurent favorables en ce début d'année 1984.

Face à une stabilisation du nombre d'ingénieurs diplômés par les Grandes Ecoles, qui plafonne depuis 2 ans à 10.500 par an, de nouveaux modes de recrutement ne vont-ils pas apparaître ? Quelle est la part prise par l'approche directe ?

Quels sont les postes de direction d'entreprises industrielles détenus par les ingénieurs ?

Les entreprises du "tertiaire" s'ouvrent aujourd'hui davantage aux ingénieurs, mais quelles autres structures et autres fonctions vont s'offrir plus largement à eux ?

Une enquête réalisée par Régie-Presse le Monde apporte un éclairage nouveau sur l'ensemble de ces questions. Destinée aux Ingénieurs, Responsables d'entreprises, Responsables du Personnel et de Recrutement elle fait le point sur ce métier et son avenir.



regie presse Le Monde

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite, de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presse Ing. 7, rue Montesson, Cedex 75382 PARIS Cedex 07.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Vous avez 10 bonnes raisons de rejoindre IBM France.

- UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVEE FRANÇAISE.** Plus de 20.000 Français et Français travaillent chez IBM France, 5ème exportateur français, dans des unités à taille humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.
- UN SECTEUR D'AVENIR.** L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.
- L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.** A l'écoute du besoin des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.
- UNE ENTREPRISE EN BONNE SANTE.** Nous nous portons bien, grâce à des efforts de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de sécurité pour nos collaborateurs.
- DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL.** Vivre et travailler dans un climat social serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.
- DE REELLES RESPONSABILITES.** Analyser le besoin du client, l'étudier, soumettre une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsabilités de nos ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
- UNE EVOLUTION OUVERTE.** Toutes les évolutions sont envisageables dans des postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entreprise, mais changer de métier.
- UNE FORMATION REPUTEE.** Quand vous entrez, elle complète vos études par la théorie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes ingénieurs que de jeunes diplômés d'Ecoles de Commerce. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de votre évolution.
- UNE GRANDE LIBERTE.** Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillons ni systématiques.
- LA DERNIERE RAISON...** Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous le disent. Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

Jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce,

hommes et femmes, vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial ou technico-commercial, adressez-nous votre candidature. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de formation, nous vous demandons de bonnes connaissances en anglais. IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseil (Référence ICM90/7) - 2, rue de Marenco 75001 PARIS. Nous traiterons votre candidature avec discrétion et vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

Au service des Entreprises du BTP et des Transports.

PARIS - BORDEAUX - LYON
Organisme de réputation nationale, nous commercialisons une gamme complète de services destinés à financer les investissements des entreprises et maitres d'ouvrages du BTP et des Transports.
Au sein de nos délégations régionales, les cadres que nous recrutons devront, sur leurs secteurs, développer le portefeuille de clientèle, analyser les besoins en financement des entreprises, monter les dossiers de crédits, promouvoir nos produits et notre image auprès de nos partenaires : banques, organismes professionnels, administrations, etc... Une mission passionnante mais difficile que nous ne confierons qu'à de jeunes diplômés (DESS, ESC ou équivalent) débutants ou justifiant d'une expérience de quelques années en entreprise ou dans un organisme financier (par exemple en analyse financière, ou en commercialisation de produits...), et fortement attirés par une carrière commerciale.
Merci d'adresser candidature motivée en précisant l'affectation de votre choix sous référence 4697 M à l'agence DESSEIN - 89 rue de Provence - 75009 Paris. Les contacts auront lieu localement et au siège parisien.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER PARIS

Au sein de la Direction Organisation et Informatique, le

chargé d'études organisation

que nous cherchons, agit en prestataire de service auprès des différentes directions de l'entreprise. Ses études, qui sont soit des missions ponctuelles, soit des opérations de long terme, étayées sur des arguments financiers, visent à rationaliser l'organisation en place.

Homme ou femme, 27 ans minimum, de formation HEC, ESSEC, IEP ou équivalent, il a au cours d'une première expérience acquise de préférence dans le secteur tertiaire, traité des questions d'organisation. Il a le sens du travail en équipe, un esprit minutieux et synthétique, des qualités de rédaction, et suffisamment de connaissances en informatique pour pouvoir dialoguer avec les spécialistes. Une culture juridique serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 367 LM à Catherine de LA ROCHE - JACQUES TIXIER SA - 7, rue de Logelbach 75017 PARIS.

JACQUES TIXIER S.A.
MEMBRE DE SYNTHE

PIGIER ENSEIGNEMENT PRIVE recherche de nouveaux COLLABORATEURS

pour leur confier, après une formation spécifique, soit la
DIRECTION D'UN ETABLISSEMENT
D'ENSEIGNEMENT
COMMERCIAL,
soit LA FONCTION
D'INSPECTEUR COORDINATEUR.
Formations supérieures
et pratiques confirmées
de l'enseignement supérieur.
Ecrire à PIGIER S.A.,
Direction du Personnel,
26-28, r. de Madrid,
75008 Paris.

Société Nationale de Télévision recherche pour son siège à Paris

le CHEF DU SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Le candidat, titulaire d'une maîtrise de droit privé et d'un diplôme de 3^e cycle, aura une connaissance approfondie du droit de l'audiovisuel, du droit des contrats et du droit des affaires et justifiera d'une importante expérience professionnelle dans ce domaine.

Ecrire avec c.v. détaillé et prétentions au
Directeur administratif et financier de FR 3,
116, avenue du Président-Kennedy,
75116 Paris.

O.P.H.L.M. de Clichy (2.400 logements) recherche

UN REDACTEUR COMPTABLE

Si possible inscrit sur la liste
d'aptitude.
Possède un baccalauréat de gestion
ou une exp. de la comptabilité
publique M. 31.
Disponible, du poste immédiat.

UNE CONSEILLERE EN EDUCATION SOCIALE ET FAMILIALE

Pour un poste de rédacteur
avec possibilité d'évolution.
Chargée : un baccalauréat de gestion
ou une exp. de la comptabilité
publique M. 31.
Disponible, du poste immédiat.

Candidatures et c.v. à faire
parvenir à :
M. le Président
de l'Office d'H.L.M.,
17, rue Villeneuve,
92110 Clichy.

SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICES PETROLIERS RECHERCHE Chefs de fabrication équipement électronique

Formation : ingénieur ou équivalent en électronique.
Mission : responsables de l'organisation et supervision pour la fabrication, maintenance et qualification d'outils de mesures électriques et électroniques mis en œuvre dans les puits pétroliers. Bonne connaissance en mécanique et en hydraulique.

Expérience : 5 à 10 ans dans la fabrication de matériels électroniques à partir de composants ou similaires. Connaissance de la langue anglaise.

Postes basés banlieue Nord de Paris.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3089 à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

GRUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE RECHERCHE POUR SA DIRECTION FINANCIERE :

AUDITEURS CONFIRMES

responsables des missions d'audit opérationnel
auprès d'entités industrielles et commerciales

- Diplômés de grande école (commerciale ou d'ingénieur) et/ou 3^e cycle d'université.
- Expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit ou d'organisation.
- Hommes ou femmes de contact et à forte personnalité.
- Pratique courante de l'anglais et/ou de l'espagnol.
- Vastes perspectives de carrière dans le Groupe en France ou à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser, sous réf. 8652, à :
Media-System, 101 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICES PETROLIERS RECHERCHE

Jeunes ingénieurs d'études

Formation : universitaire, ingénieur AM ou équivalent.

Chargé de : étude pour la conception et le suivi de fabrication de matériels mécaniques et hydrauliques destinés aux opérations sur champs dans le domaine du contrôle et des essais de puits.

Pratique de la langue anglaise indispensable.
Expérience de 2 à 3 ans en étude mécanique ou chantier souhaitable.

Postes basés en banlieue Nord de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. en précisant sur l'enveloppe la réf. 3088 à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

FRANCERECO

recherche pour son centre de recherches
et développement de Beauvais (60)

UN INGÉNIEUR

formation : AGRO - ENSIA - INSA - etc.
expérience professionnelle : 2 à 3 ans dans le domaine des produits agro-alimentaires
anglais souhaité.

UN TECHNICIEN

- niveau BTS ou équivalent

de préférence avec expérience professionnelle

Envoyer C.V. avec photo à : FRANCERECO S.A.
rue Charles-Tollier 60000 BEAUVAIS.

STAM, Bureau d'études
recherche

INGÉNIEURS

CHAM, A et M ou ESTACA
(étudiants acceptés)

Pour laconnerie
produits nouveaux.
Ecrire impérativement
SA, en Philippe-Auguste,
75011 Paris. Mme COLIN.

Le Centre d'Informations
Francisco organise au mois
d'août un stage pour recruter

de

CONSEILLERS

COMMERCIAUX (H. F.)

- Ayant goût des contacts à

haut niveau, sans des res-

ponsabilités ;

- Formation assurée, rémuné-

ration motivante.

Tél. pour Paris et Versailles à

Mme AGLIDA, 500-24-03,

pour banlieue sud

à M. BOQUET, 860-62-82.

M.D.

Sté de micro-informatique

recherche

INGÉNIEURS

grandes écoles ou

DIPLOMÉS

École supérieure de commerce,

Débutants ou quelques années

d'expérience, diplôme O.M. et

diverses immatriculations.

Env. c.v., photo et prétent.

M.D. M. LAMARCA,

96, bd Richard-Lenoir,

75011 Paris.

مكتبة النجف

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 30 juillet à 0 heure et le mardi 31 juillet à 24 heures.

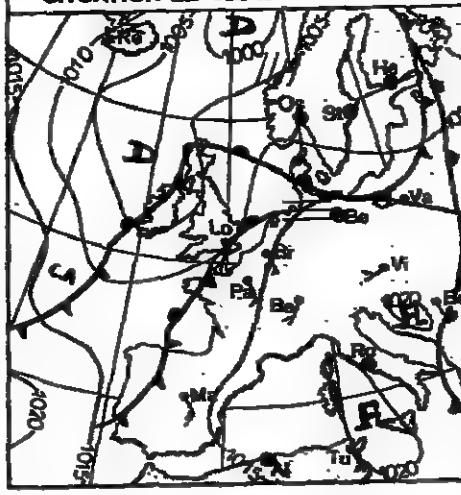
Le temps chaud et sec qui règne actuellement sur notre pays se dégradera rapidement, en liaison avec l'arrivée d'une perturbation orageuse très active.

Mardi, en matinée, le beau temps se maintiendra des Alpes aux régions méditerranéennes. Plus à l'Ouest, le temps sera nuageux et très lourd : des averses et orages se produiront par endroits. L'activité orageuse s'intensifiera sur les régions voisines de l'Atlantique : beaucoup de nuages, des pluies abondantes et de violents orages. En cours de journée, ce mauvais temps se décalera vers l'Est, atteignant en soirée les régions s'étendant des Ardennes à la Bourgogne, à l'Auvergne et au Roussillon. Des orages éclateront également des Vosges aux Alpes et à la Méditerranée, mais de façon plus sporadique. Une amélioration se développera dans l'après-midi sur les régions de l'Ouest : fin des orages et apparition d'éclaircies. Les températures, voisines de 20 degrés au lever du jour sur l'ensemble du pays, atteindront un maximum d'environ 30 degrés sur la moitié Est; elles ne s'élèveront que très peu sur les régions occidentales. De très fortes rafales de vent pourront être observées sous les orages.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 juillet à 8 heures, de 1 011,6 millibars, soit 758,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juillet; le second le minimum de la nuit du 29 au 30 juillet) : Ajaccio, 29 et 15 degrés; Biarritz, 36 et 18; Bordeaux, 35 et 17; Bourges, 33 et 17; Brest, 27 et 14; Caen, 32 et 16; Cherbourg, 29 et 15; Clermont-Ferrand, 32 et 19; Dijon, 31 et 14; Grenoble-St-M.-H., 33 et 16; Grenoble-St-Georges, 32 et 17; Lille, 29 et 17; Lyon, 32 et 20; Marseille-Marganne, 31 et 21; Nancy, 30 et 19; Nantes, 34 et 14; Nice-Côte d'Azur, 27 et 19; Paris-Montsouris, 31 et 18; Paris-Orly, 30 et 15; Pau, 35 et 18; Perpignan, 30 et 20; Rennes, 33 et 15; Strasbourg, 29 et 12; Tours, 33 et 15; Toulouse, 35 et 19; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

SITUATION LE 30.07.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 31.07.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 31 JUILLET A 0 HEURE (GMT)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 16; Amsterdam, 24 et 17; Athènes, 23 et 16; Berlin, 22 et 13; Bonn, 27 et 14; Bruxelles, 27 et 18; Le Caire, 33 et 21; Les Canaries, 29 et 21; Copenhague, 22 et 13; Dakar, 31 et 26; Djibouti, 28 et 21; Genève, 31 et 15; Istanbul, 20 et 18; Jérusalem, 27 et 16; Lisbonne, 33 et 17; Londres, 28 et 18; Luxembourg, 26 et 16; Madrid, 36 et 19; Moscou, 22 et 14; Nairobi, 32 et 13; New-York, 25 et 17; Palma-de-Majorque, 30 et 15; Rio-de-Janeiro, 23 (maxi); Rome, 29 et 19; Stockholm, 22 et 12; Tassar, 32 et 23; Tunis, 30 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ÉTÉ

Histoire d'Amour par konyk

ELLE M'A DIT DES MILLIERS DE FOIS QU'ELLE M'AIMAIT...



...MAIS ELLE MENTAIT ET C'ÉTAIT MOI, QUI NE DISAIS RIEN,...



...QUI L'AIMAIS.



(A suivre.)

Résumé. — Mais dans les couples qui se séparent quel est le vrai fautif ? On aura deviné que, dans ce récit, notre héros s'estime plus souvent innocent que coupable.

PARIS EN VISITES — MERCREDI 1^{er} AOÛT

« La place de la Concorde », 15 heures, devant le musée de Jeu de paume, M^{me} Bouquet des Champs.
« L'Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Zupovic (Caisse nationale des monuments historiques).
« Hôtels et jardins du Marais illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Filles du Calvaire).
« Tombes d'artistes au cimetière Montparnasse », 15 heures, métro Raspail (P.-Y. Jastel).
« Le Val-de-Grâce », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques.
« La Conciergerie », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).
« Jardins du vieux Vaugirard », 14 h 30, métro Vaugirard (Paris pittoresque en insolite).
« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Les hôtels et l'église de l'île Saint-Louis », 15 heures, angle quai de Bourbon-Pont-Marie (M^{me} Roman).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 29 juillet :

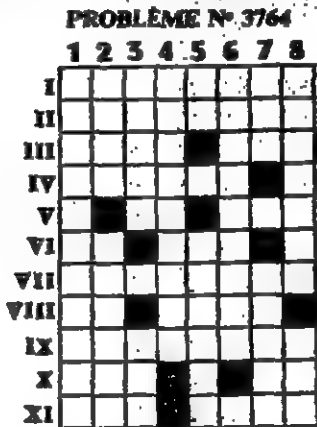
DES DÉCRETS

- Portant modification des tarifs des télécommunications dans le régime intérieur.
- Modifiant le décret du 13 avril 1983 relatif au Conseil supérieur des universités et le décret du 15 mars 1982 relatif aux conditions de nomination des professeurs du 1^{er} et du 2^e grade de chirurgie dentaire-odontologie des services de consultation et de traitement dentaires.
- Prix pour l'application de la loi de 24 février 1984 et portant modification corrective de certaines dispositions des livres III, V et VI du livre IX du code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat), concernant les droits individuels et les droits collectifs des salariés en matière de formation.
- Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

- Fixant la liste des emplois et des activités offerts au titre de la mobilité.

MOTS CROISÉS — PROBLÈME N° 3764



HORIZONTALEMENT

- Communication des plus alarmantes. — II. Grenouille qui fait un effet bœuf. — III. Arbitre parfois des ducs. Place des grèves. — IV. Sa disparition fait toujours couler beaucoup d'encre. Voie d'eau. — V. Foyer d'Anciens. Demande d'avancement. — VI. Abréviation. Paris donc pour ne rien dire. Note. — VII. Arrivée d'eau. — VIII. Sont attachées à un « port » privé. C'est la vie ou c'est pour la vie. — IX. Une manière de fancher le bié à l'ancienne. — X. Il peut lui arriver d'occuper la ligne. Coule en Roumanie. — XI. Donne encore plus de prix à l'union. Farce piquante.

VERTICALEMENT

- Tout ce qu'elle fait est conditionné. — 2. Donne un sens à la vie. Chaine très solide. — 3. S'oppose au zénith. Un usage ou un grain. — 4. Conduisait comme un chef. — 5. Symbole. Se font voir respectueusement chez les Grecs. — 6. Ne fait pas honneur à la cuisine. — 7. Manière d'aller. Gros dormeur. — 8. Un œuf avec des champignons. Commence au Chili, finit en URSS. — 9. Notes d'hôtel. Aide à supporter les charges d'une maison. Est souvent annoncée par une vigile.

Solution du problème n° 3763

Horizontalement

- Electrification. — II. Xiphodite. Li. Lu. — III. Atout. Ergologie. — IV. Mou. Repérage. — V. Itinéraire. Glas. — VI. Nelumbo. Suer. — VII. Paulette. Ca. — VIII. Tus. Alco. Ho. Phi. — IX. Gâteau. Epulis. — X. Emetteur. Rues. — XI. R.R. Mais. — XII. Promis. Coin. Il. — XIII. Appuis. Snob. — XIV. Né. Lérots. El. Té. — XV. Aide. Sous-verre.

Verticalement

- Examinateur. Ans. — 2. Litote. Appel. — 3. Epouillage. Rp. — 4. CHU. Nu. Ampoule. — 5. Tôk. Empâté. Mûre. — 6. Ri. Arbalétrier. — 7. Ide. Aditit. Oo. — 8. Ferri. Loués. BTU. — 9. Germe. SS. — 10. Clope. Thermos. — 11. Aile. Stop. Ainée. — 12. Orgue. Urinoir. — 13. Gale. Plus. — 14. Oligarchie. Te. — 15. Nufes. Aisselle.

GUY BROUTY.

« PARIS PIÉTONS »

L'opération « Paris Piétons », organisée chaque année en août par la mairie de Paris et la préfecture de police, permet aux touristes de visiter, en toute tranquillité, les principaux sites parisiens.

Cette année, la circulation et le stationnement seront interdits sur le parvis de Notre-Dame et le pont au Double jusqu'au 2 septembre. Les voitures seront déviées vers le pont d'Arcole et le pont Saint-Michel.

Les contre-allées de l'avenue du rond-point des Champs-Élysées seront réservées aux piétons jusqu'au 19 août, tandis qu'à Montmartre la place du Tertre et les petites rues adjacentes seront, jusqu'au 22 août, fermées à la circulation de 15 heures à 2 heures du matin.

Aux Tuileries, les voitures ne pourront emprunter l'avenue du général Lemaître, dont l'accès leur sera interdit jusqu'au 15 août, afin d'assurer une continuité piétonne entre les jardins des Tuileries et ceux du Louvre.

Les services municipaux mettront en place une signalisation provisoire indiquant les déviations.

EN BREF

ENVIRONNEMENT

CONSERVER LE PATRIMOINE.

Les propriétaires d'une forêt, d'un parc, d'un étang, d'une prairie, d'un château, qui souhaitent les préserver pour toujours peuvent s'adresser à Espaces pour demain. Cette association protège les sites en danger, les espaces naturels fragiles, les arbres précieux pour la science. Reconnaissances d'utilité publique, exonération des droits de succession, Espaces pour demain peut recevoir des donations et des legs.

* 7, place France-Liège, 75010 Paris, tél. : (1) 526-55-57.

GUIDE.

Édité par le secrétariat d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie et préfacé par Huguette Bouchardou, ce guide (le premier du genre) a pour objectif de familiariser les usagers avec le fonctionnement de l'administration face aux problèmes d'environnement. Au sommaire, trois grandes rubriques : la prévention des pollutions, la protection de la nature et la qualité de la vie.

* Disponible gratuitement à la documentation centrale du secrétariat d'Etat : tél. 758.12.12, dans les délégations régionales de l'architecture et dans les préfectures. 48 pages.

FORMATION

« PÉNÉTRER » L'ORDINATEUR.

La mission locale de Nantes et le centre de formation à l'informatique et à ses applications pédagogiques de l'université de Nantes proposent, du 3 au 7 septembre, une université d'été sur le thème « l'informatique dans les formations jeunes ». Cette session s'adresse aux formateurs des sections jeunes, enseignants, éducateurs ou animateurs, etc., ayant déjà une expérience d'utilisation pédagogique de l'informatique, et un projet d'utilisation dans un but éducatif. Cela devrait permettre de dresser une typologie des utilisations de l'informatique dans les stages d'insertion et (ou) de qualification. (Coût : 900 F, repas et hébergement non compris).

* Mission locale, 56, quai de la Fontaine, 44000 Nantes. Tél. : 26-33-03 (M^{me} Christiane Potron).

RAPACES EN TIMBRES

PREMIER JOUR. — Le Fonds d'intervention pour les rapaces (FIR) a été chargé de la vente « premier jour » d'une série de quatre timbres émis par les PTT. La vente aura lieu en septembre au Muséum d'histoire naturelle.

* Commandes au FIR, BP 27, 92250 La Garenne-Colombes.

LOTO

TRUCÉ DU JOURNÉE 31 JUILLET 1984

3 7 14 18 25 40 39

PROCHAINES TIRAGES : SAMEDI 3 AOÛT 1984 ET DIMANCHE 4 AOÛT 1984

VALÉANT : ASSURANCE VIE AVANTAGE POUR LES 7 TIRAGES DE LA SEMAINE

RECAPITULATIF DES GAGNANTS

5 BONS JEU 1 322 275,00 F

5 BONS JEU 57 135,00 F

5 BONS JEU 4 480,00 F

4 BONS JEU 85,00 F

3 BONS JEU 8,00 F

SUPER BONUS DE JUILLET 130 227

1 BONS JEU 8 F x 10 : 80,00 F

مكتبة الناصر

DÉMOGRAPHIE

La mortalité a légèrement augmenté en France au cours de l'année 1983

M^{me} Georgina Dufoix vient d'adresser aux parlementaires le treizième rapport sur la situation démographique de la France préparé par l'Institut national d'études démographiques (INED). Ce document qui porte sur l'année 1983 confirme, pour l'essentiel, le bilan publié il y a quelques mois par l'INSEE (le Monde du 9 février 1984). Si la population française a continué à croître (de 0,4 % pour atteindre 54 746 000 au 1^{er} janvier 1984, selon l'estimation décomposant du recensement de 1982), cette croissance s'est ralentie du fait d'une nouvelle diminution des naissances et d'une augmentation de la mortalité.

On a enregistré en France en 1983 749 000 naissances (l'INSEE annonçait 750 000), soit 48 000 de moins qu'en 1982. C'est le nombre le plus faible depuis 1979 (757 000), année qui marquait pourtant un redressement après quatre années consécutives de déclin. Comme le note l'INED, « le taux de natalité, 13,7 p. 1000, est proche du niveau le plus bas observé durant l'après-guerre (13,6 p. 1000 en 1976) ».

Quant à l'indice synthétique de fécondité (rapport entre le nombre des naissances et celui des femmes en âge d'avoir des enfants), il retrouve avec 1,82 les taux les plus bas de 1976 et 1978 (1,83). Depuis 1974 la France n'est pas revenue à l'indice de 2,1 qui est nécessaire pour assurer le renouvellement des générations. Et comme l'observe l'INED, « depuis 1975, la France se situe au-dessous du niveau qui était le sien dans les années 30 ».

Les auteurs du rapport ne cultivent pas un excès d'optimisme quant aux perspectives démographiques pour la France puisqu'ils attendent « comme possibles pour les générations postérieures à 1949 une descendance finale inférieure au niveau nécessaire au strict remplacement des générations ». Cependant la France se tient plutôt mieux que d'autres pays comparables avec une fécondité supérieure à celle de la Grande-Bretagne (inférieure à 1,8), de la RFA (égale à 1,8), de la Suède (en-dessous de 1,6), des Pays-Bas (en-dessous de 1,5). Elle se situe légèrement au-dessus des États-Unis même si ce pays est toujours dans une phase de « stabilisation » de sa fécondité.

L'INED apporte également quelques précisions sur la contribution des étrangers à la fécondité en France. La nationalité des pères étant inconnue dans soixante-trois cas sur cent pour les naissances hors mariage, l'Institut considère que « on ne peut mesurer la contribution des étrangers à la natalité en France que sur la base de la nationalité des mères. Dans ce cas, la proportion des naissances de mères étrangères est passée de 10,2 % en 1975 à 10,9 % en 1982 ». Ainsi, suivant le mode de calcul, cette contribution est de l'ordre de 11 à 12 %, soit un

pourcentage nettement supérieur à la proportion d'étranger dans la population du pays (6,8 %). L'indice de fécondité était, en 1975, de 1,93 enfant par femme, il était pour les étrangers de 3,4 et pour les Françaises de 1,84.

Le rapport fait état d'une stabilité « remarquable » pour le nombre d'avortements, qui est passé de 180 879 en 1981 à 180 746 en 1982 et 182 026 en 1983. Quant à la mortalité infantile, elle poursuit en 1983 son mouvement ininterrompu de baisse avec un taux de 9 pour 1 000 contre 9,5 en 1982, 11,5 en 1977 et 18,2 en 1970 et 23,4 en 1964.

Mais au des signes marquants de l'année démographique 1983 reste l'augmentation des décès : 539 000 contre 542 000 en 1982 soit 17 000 de plus. Il faut remonter à 1975 (560 000) et à 1973 (559 000) pour trouver des chiffres aussi élevés. Cette augmentation, que l'INED qualifie de « légère », est attribuée aux conditions épidémiologiques et notamment à une épidémie de grippe. Même si l'espérance de vie à la naissance baisse d'une manière très infime pour 1983 (70,6 ans pour les hommes contre 70,8 en 1982 et 78,8 pour les femmes contre 78,9), un tel résultat ne devrait pas remettre en cause le mouvement de diminution de la mortalité qui avait repris, malgré quelques à-coups, depuis 1975.

Pour les causes de la mortalité l'INED ne dispose que des données provisoires de 1982, année où on aurait enregistré une diminution du nombre de décès de 12 000 par rapport à 1981. Ces données font apparaître parmi les causes de mort une très légère hausse des cancers mais une baisse des maladies cardiovasculaires, des maladies du cœur et de l'appareil digestif, des décès dus à l'alcoolisme et à la cirrhose du foie. Quant aux accidents mortels de la circulation ils sont en baisse continue depuis 1980.

Un autre constat de l'INED retiendra l'attention, c'est celui concernant les mariages et les divorces. Comme l'avait déjà indiqué l'INSEE, il y a eu 300 000 mariages en 1983 (12 000 de moins qu'en 1982 et... 117 000 de moins qu'en 1972). Le rapport fait apparaître que « après une année de pause en 1982 », le mouvement de baisse se poursuit depuis 1973, cette baisse étant « non justifiée par l'évolution marquée des générations en âge de contracter une union ». L'étude des « indices synthétiques de nuptialité des célibataires (nombre de mariages de célibataires pour mille hommes et mille femmes) est à cet égard très éclairante : ils étaient de 601 pour les hommes et de 627 pour les femmes en 1983 contre respectivement 916 et 947 en 1972... « Jamais les indices n'ont été aussi bas ».

Pour l'INED l'importance du refus du mariage pour les générations à venir « reste pendante ».

Mais il souligne que « en cette période de développement de la cohabitation juvénile, avec le retard au mariage que cette cohabitation implique chez les couples qui entendent régulariser leur union plus tard, il est bien probable que ces faibles proportions n'ont qu'une signification transitoire et que les proportions de non-célibataires dans les générations effectives seront très vraisemblablement plus élevées ». Pour les divorces, les « bouleversements » statistiques qui ont pu intervenir empêchent, selon l'INED, de « disposer d'une série continue de valeurs se prêtant à des comparaisons ». En 1983 il y eut 98 664 divorces et il est « acquis » qu'au cours des neuf dernières années on a assisté à un « doublement du nombre des séparations comme de leur fréquence par rapport aux mariages ». Plus d'un mariage sur quatre se termine par un divorce.

À quelques jours de la conférence internationale sur la population, qui se tiendra du 6 au 13 août à Mexico — sans doute en présence de M^{me} Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, — ce rapport fournit des éléments qui ne peuvent que nourrir certaines préoccupations quant à l'évolution démographique de la France. L'importance relative des jeunes a diminué (29,5 % au 1^{er} janvier 1984 contre 34,1 % au 1^{er} janvier 1966) tandis que la proportion des personnes de plus de soixante ans a légèrement augmenté (17,9 % contre 17,5 %). Conclusion : « Le degré de vieillissement de la population n'a jamais été aussi élevé ».

MICHEL NOBLECOURT.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Accord de pêche franco-japonais.** — La France vient, pour la sixième année, de conclure avec les pêcheurs japonais à pêcher dans la zone des 200 milles marins autour de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna. Contre une redevance de 1,85 million de francs, les chalutiers japonais pourront capturer environ 6 000 tonnes de thon. Le Japon s'est engagé, dans le cadre de cet accord, à mettre à la disposition de la Polynésie française un navire de pêche expérimental et à prendre en charge la formation de deux techniciens de pêche polynésiens.

● **Sidérurgie : le FIS va émettre 1,5 milliard de francs d'obligations.** — Le Fonds d'intervention sidérurgique (FIS) va émettre deux emprunts d'un montant total de 1,5 milliard de francs. Créé en mai 1983, pour procurer les moyens financiers nécessaires aux investissements d'Usinor et de Sacilor, le FIS leur a déjà accordé 9 milliards de francs.

● **Nestlé retire son offre d'achat de la société Copper-Vision.** — Le groupe Nestlé a annoncé qu'il renonce à prendre le contrôle, comme il en avait l'intention, de la société Copper-Vision, quatrième firme américaine spécialisée dans les produits d'entretien pour les litières de contact souples. Cette décision s'explique par la position prise par la Commission fédérale du commerce, laquelle estimant que la fusion projetée de Copper-Vision avec une filiale de Nestlé-Alcon, spécialisée dans le même domaine, risquait d'enfreindre les lois antitrust, s'était déclarée opposée à l'opération.

Agriculture

● **La CEE se secourra du vin et de la viande.** — En dépit de l'hostilité de la Grande-Bretagne à l'égard de dépenses agricoles suppléentaires, la Communauté européenne se portera au secours des deux secteurs agricoles où l'offre excédentaire risque de provoquer un effondrement des prix : le vin et la viande. Six millions d'hectolitres de vin seront enlevés des caves des viticulteurs européens pour laisser la place à la prochaine vendange. Ce stockage coûtera à la CEE 61,2 millions de francs. À partir du 20 août, la Communauté pratiquera des achats d'intervention pour les carcasses d'élevage de bovins et aidera les éleveurs à stocker la viande femelle jusqu'à la fin du mois de novembre. En effet, l'imposition de quotas de lait pourrait provoquer un abaissement massif de vaches d'ici à la fin de l'année.

Social

● **Le licenciement collectif des 106 salariés de Tournon-Confec.** — Le tribunal de commerce de Châteauneuf (Indre) a annoncé, vendredi 27 juillet, le licenciement col-

AFFAIRES

UN « TUNNEL SOUS LA MANCHE »

EDF fournisseur de l'Europe en électricité

Dans quelques semaines, si tout se passe comme prévu, un tunnel sous la Manche reliera le Vieux Continent aux côtes britanniques. La tranchée, démarrée au début du mois de juillet, en est actuellement au kilomètre 21 et devrait déboucher en Grande-Bretagne à la fin du mois d'août. Elle n'abritera ni route ni rail, mais une paire de câbles électriques de très haute puissance. L'événement, passé quasiment inaperçu, est d'importance. Car ce chantier devrait permettre, sans imprévu, d'interconnecter, dès l'automne, le réseau électrique britannique à celui du Vieux Continent.

Sans doute n'est-il officiellement prévu pour l'instant que des échanges de courant entre EDF et son homologue britannique, afin de profiter du décalage existant entre les heures de pointe des deux pays. Mais le coût de l'opération — 2 milliards de francs — l'importance de l'ouvrage — une puissance de 2 000 mégawatts, soit l'équivalent de deux tranches nucléaires — et surtout la situation d'EDF, en passe de devenir, grâce à son parc nucléaire, le principal fournisseur de courant d'Europe, laissent penser qu'on s'acheminera, tôt ou tard, vers des ventes pures et simples de courant à la Grande-Bretagne.

La prudence actuelle s'explique par des raisons essentiellement politiques : l'annonce en pleine phase des négociations d'achat de l'électricité à la France ferait sans doute, outre-Manche, l'effet d'une bombe. On en confie, chez EDF, que compte tenu de l'écart de coût existant entre les deux pays,

l'échange sera probablement fortement déséquilibré. « On voit mal ce qu'on pourrait acheter à des conditions intéressantes. »

Bénéficiant, grâce à son parc de centrales nucléaires installées (36 tranches, soit 28 409 mégawatts au 1^{er} janvier 1984) ou en cours d'achèvement (25 tranches, soit 30 487 mégawatts), d'une capacité de production de courant présente au regard de la consommation, et à des coûts très compétitifs, EDF a développé depuis un an une politique d'exportation qui porte ses fruits. Au cours du premier semestre 1984, les exportations brutes de courant ont atteint 16,6 térawatts/heure (1), soit 74,7 % de plus que l'an passé à la même époque. Et comme, dans le même temps, ses importations ont chuté du tiers, passant de 5 à 3,3 térawatts/heure, les exportations nettes devraient quasiment doubler sur l'année, atteignant quelque 25 térawatts/heure contre 13,4 l'an passé (et 3,8 en 1982) !

Comment s'explique cette poussée spectaculaire, à laquelle les techniciens de l'établissement eux-mêmes ne semblaient guère croire il y a un an ? Tout d'abord par l'accroissement très important du volume des ventes « à bien plaisir », c'est-à-dire au coup par coup (2). Sur la véritable « bourse du courant » constituée par les sociétés européennes d'électricité, les ventes d'EDF ont passées de 0,5 térawatt/heure au premier semestre 1983 à 3,8 térawatts/heure en 1984, les principaux clients étant l'Espagne, l'Italie et la Suisse, tandis que ses achats sur le même marché chutaient de 2,5 térawatts à environ 1 térawatt/heure, ce qui témoigne de la compétitivité du courant français par rapport à ses concurrents. Ces ventes au coup par coup représentent désormais près du quart (23 %) des exportations d'EDF, contre 5 % il y a un an.

Bien qu'en progression moins rapide, le volume des contrats de fourniture de courant a également beaucoup augmenté : de 2,8 térawatts/heure au premier semestre 1983, il est passé à 6,3 térawatts/heure en 1984. Plusieurs pays ou sociétés électriques étrangères, au premier rang desquels la Suisse, l'Italie et la Belgique, ont ainsi conclu depuis un an de nouveaux contrats. Cette semaine, la société allemande EVS a passé commande pour 400 millions de kilowatts/heure, livrables à partir de 1985 pour un montant d'environ 92 millions de francs.

Un « hic » : ces exportations restent relativement fragiles, la plupart des contrats ne dépassant guère un

an, et les ventes à bien plaisir étant, par nature, aléatoires. Ce d'autant que les fournitures réellement assurées d'un avenir à long terme, c'est-à-dire celles qui accompagnent des prises de participation étrangères dans les centrales françaises (Essenheim, Bugey, Tricastin, Cattenom et Chooz), n'ont marqué, elles, que peu d'amélioration : 5,4 térawatts/heure vendus au premier semestre 1984 contre 4,3 térawatts/heure l'an passé. Il est vrai que la situation de l'électricité en Europe est globalement plutôt excédentaire et que certains pays voisins, comme la Grande-Bretagne, mais aussi la RFA, hésitent à afficher au grand jour des perspectives d'importations directes.

EDF n'en escompte pas moins une progression soutenue de ses exportations dans les années à venir. Grâce aux nouveaux contrats actuellement en négociation, avec l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, grâce aussi au quasi-doublement prévu à terme des prises de participation étrangères dans les centrales françaises, l'établissement estime pouvoir vendre en 1990 quelque 30 à 35 milliards de kilowatts/heure par an.

Reste à savoir à quel prix. Sur ce point, le secret est bien gardé. EDF se contente d'affirmer qu'elle ne consent pas de tarifs inférieurs à ceux pratiqués en France et que son souci principal « n'est pas le nombre de kilowatts/heure vendus mais le bénéfice dégagé ». Reste que ses succès actuels — la structure des ventes le montre bien — ne sont fondés que sur un avantage de prix décisif par rapport à ses concurrents, non sur un besoin réel des pays voisins. Et que l'établissement doit, pour équilibrer ses comptes à tout prix, utiliser au maximum les capacités de son parc surdimensionné, sous peine de voir grimper le sacro-saint coût du kilowatt/heure nucléaire. Donc vendre... De là à soupçonner EDF de brader à l'étranger ses surplus, il n'y a qu'un pas... que certains industriels français n'hésitent pas à franchir, dans la sidérurgie notamment, où on trouve paradoxal de favoriser ainsi les concurrents italiens, lesfrances, lesfrances, lesfrances.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) 1 térawatt/heure = 1 milliard de kilowatts/heure.

(2) EDF vend son courant à l'étranger de trois façons : au coup par coup (ventes à bien plaisir), au terme de contrats de fourniture classique, et en contrepartie de prises de participation réalisées par les gouvernements ou les sociétés étrangères dans ses centrales nucléaires.

Accusée de refus de vente Sony-France devra livrer la société Jean Chapel

Le tribunal de commerce de Romans (Drôme) vient de condamner Sony-France à livrer à la société Semaven, appartenant à M. Jean Chapel, le matériel hi-fi qu'elle avait commandé. Sony-France devra, en outre, verser une indemnité de 3 000 F par jour de retard à son client.

C'est la première fois qu'un refus de vente est sanctionné non par une simple amende mais par une obligation de livraison, a déclaré M. Chapel en apprenant la décision du tribunal.

M. Chapel, distributeur d'appareils ménagers, qui dispose de maga-

sins à Valence, Grenoble, Puteau et Paris, s'est heurté plusieurs fois à des refus de vente. Il avait commandé pour 800 000 F de matériels hi-fi à Sony en mai dernier. Le 29 juin, n'ayant toujours pas reçu la livraison, il saisissait le tribunal de Romans en référé. Sony reprochait à son client une publicité comparative illicite, mais le tribunal l'a débouté.

ATT S'IMPLANTE EN ESPAGNE DANS LES CIRCUITS INTÉGRÉS

Le groupe américain American Telephone and Telegraph (ATT) devait signer le 30 juillet un protocole d'accord pour la construction d'une usine de circuits intégrés en Espagne, avec la compagnie gestionnaire du téléphone Compania Telefonica Nacional de Espana (CTNE). Cet accord était en négociation depuis plusieurs mois (le Monde du 1^{er} mars 1984). L'investissement initial sera de 200 millions de dollars. Environ 80 % des productions de « puces » seront exportées.

ATT, au travers de cette filiale commune avec la CTNE, obtient une entrée dans le plan de développement des industries électroniques espagnoles, plan doté de quelque 530 millions de dollars de crédit sur trois ans. Le groupe américain apparaît ainsi bien placé pour élargir sa coopération avec l'Espagne vers les télécommunications, la bureautique et la télématique.

(Lire page 15 l'article d'ÉRIC LE BOUCHER.)

(Publicité)

IRBID DISTRICT ELECTRICITY COMPANY LTD. JORDANIE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE DE JORDANIE - PROJET IRBID NO. 2371 - II

La société Irbid District Electricity Company Ltd. (IDECO), lance un appel d'offres pour la fourniture, CAF Agaba, Jordanie, des matériels d'après spécifications. Les projets seront financés par la Banque Internationale pour le Développement et le Développement (BIRD) et les subventions ne seront accordées que dans les pays adhérents à la BIRD, la Suède et Taiwan. La présente note concernant des travaux spécifiques est la Notice de fourniture générale applicable à la soumission des offres pour la fourniture et la livraison, CAF Agaba, de ce qui suit :

MATÉRIELS DESTINÉS AU RÉSEAU DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE

1) Fourniture de conducteurs acier tubulaires, boutons, électrodes de soudage, ferrules et tôles métalliques et pièces mécaniques — 25114/01.

2) Appel d'offres lancé pour la fourniture et la livraison, CAF Agaba, de ce qui suit :

23 825 tubes acier soudé sans joint, longueur unitaire : 6 m ;

267 300 boutons acier doux ;

5,3 tonnes électrodes de soudage ;

187 tonnes de ferrules et tôles acier au carbone laminé à chaud ;

11 tonnes de couches de fond peinture de protection et couches supérieures pour les charnières métalliques.

Prix cahier des charges USB150 en Jordanie ou E 115 au RU.

3) Fourniture de poteaux en bois haute tension — 25114/02.

4) Appel d'offres lancé pour la fourniture et la livraison, CAF Agaba, de ce qui suit :

4 070 poteaux en bois imprégnés pour les supports de lignes de distribution électrique.

Prix cahier des charges USB150 en Jordanie ou E 115 au RU.

5) Fourniture de câbles de services et souterrains BT et haute tension communs — 25114/03.

6) Appel d'offres lancé pour la fourniture et la livraison, CAF Agaba, de ce qui suit :

2 200 km de câbles 10 000 V, 12,1 km de câbles souterrains 11 kV et 18,5 km de conducteurs isolés de mise à la terre, joints droits, brides gorges parallèles, parties de fraction et câbles de liaison.

Prix cahier des charges USB150 en Jordanie ou E 115 au RU.

4) Fourniture d'isolateurs de lignes et d'équipements de haute tension — 25114/04.

L'appel d'offres est lancé pour la fourniture et la livraison, CAF Agaba, de ce qui suit :

7 040 isolateurs poteaux de lignes, 3 000 isolateurs hauteurs ;

Accessoires préformés spirale ;

Fils tendeurs et fils d'ancrage ;

Fils d'acier, rubans de frottement et divers.

Prix cahier des charges USB150 en Jordanie ou E 115 au RU.

5) Fourniture des accessoires de puissance secteur et de déjonction miniatures ou à boîtiers modulaires — 25114/05.

L'appel d'offres est lancé pour la fourniture et la livraison, CAF Agaba, de ce qui suit :

23 850 compteurs de puissance active, monophasés, 220 V 10/30A ;

550 compteurs de puissance active, triphasés, 380 V 40/100A ;

23 650 disjoncteurs sous boîtiers modulaires monophasés ;

275 disjoncteurs sous boîtiers modulaires triphasés.

Prix cahier des charges USB150 en Jordanie ou E 115 au RU.

Les cahiers des charges seront disponibles à partir du 23 juillet 1984 ; ils pourront être obtenus sur demande formulée par écrit auprès de la société Irbid District Electricity Company Ltd., PO Box 40, Irbid, Jordanie, accompagnée d'un chèque libellé pour le montant approprié en Dinars jordaniens OU auprès de la société Pricewaterhouse & Rider Ltd., Prudential House, North Street, Brighton, Sussex BN 1 1 RW, enquêtes-commissaires auprès de la société Irbid District Electricity Company Ltd., contre paiement des montants en Dinars jordaniens indiqués ci-dessous. Ces sommes ne sont pas remboursables.

Le cahier des charges se compose de trois documents, l'un d'un volume comprenant les conditions générales de vente et d'achat et les spécifications techniques, les deux autres documents étant remis dans les bureaux d'IDECO à Irbid avant le 12 h 00, le 15 septembre 1984, pour les lots 25114/01 et 02 ; le 18 septembre 1984 pour les lots 25114/03 et 04 et le 17 septembre 1984 pour le lot 25114/05.

Des marchés, à forfait sont requis et les offres doivent être valides pendant quatre mois ; elles doivent être accompagnées d'une caution de soumission comme précisée dans les documents, valide pendant quatre mois.

	LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES					
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS	
	+ last	+ haut	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.
\$E-U.....	8,2010	8,2970	- 20	+ 15	- 50	+ 50
\$Can.....	6,7415	6,7465	- 83	- 45	- 117	- 178
Yen (100).....	3,6050	3,6105	0	+ 30	+ 25	+ 30
DM.....	3,0080	3,0700	+ 155	+ 195	+ 380	+ 330
Franc.....	2,72	2,7250	+ 129	+ 145	+ 252	+ 240
L.S. (100).....	15,1800	15,1995	- 35	+ 60	+ 100	+ 600
F.S.....	3,6815	3,6970	+ 200	+ 235	+ 400	+ 440
L.(1 000).....	4,9910	5,0000	- 120	- 120	- 310	- 280
E.....	11,6115	11,6150	- 165	- 80	- 130	- 110

TAUX DES EUROMONNAIES											
\$E-U.....	11 3/8	11 1/2	11 1/16	11 3/8	11 1/4	11 3/4	12 1/4	12 3/8			
Franc.....											
F.S.....											
L.(1 000).....	13 7/8	14 7/8	14 3/8	14 7/8	14 3/4	15 1/4	16	16 3/8			
E.....											
R.ème.....											

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de cotation par une grande banque de la place.

Par suite d'un incident technique, les éléments nécessaires à l'établissement de ce tableau n'ont pu nous être communiqués.

TRANSPORTS

Dix Etats s'engagent à payer à Air Afrique la moitié de leurs dettes

La compagnie Air Afrique l'a échappée belle. Elle ne devrait pas être contrainte de vendre l'un de ses DC-10 pour payer ses dettes venant à échéance le 30 septembre prochain. Les dix Etats africains (1) qui possèdent la majorité de son capital se sont engagés à trouver, avant cette date, la moitié des 320 millions de francs (16 milliards CFA) qu'Air Afrique doit rembourser en 1984. Cet effort financier représente aussi la moitié de la dette qu'ils ont contractée auprès de leur compagnie aérienne.

Les Etats ne seront pas les seuls à contribuer au redressement de la compagnie multinationale africaine. Le personnel est saisi, ces jours-ci, d'un plan de redressement aux contours imprécis. Deux cent cinquante personnes seraient licenciées sur les cinq mille quatre cent quatre-vingt-cinq salariés que compte Air Afrique. Des diminutions de salaire seraient envisagées. Par exemple, les personnels hors cadre et les cadres supérieurs perdraient 20 % de leurs rémunérations ; les cadres moyens, 12 % ; la « haute maîtrise », 8 %.

L'endettement excessif de 2 milliards de francs (100 milliards CFA) et le déficit de 68 millions de francs (3,4 milliards CFA) du dernier exercice budgétaire résultent des anomalies de fonctionnement dont souffre la compagnie, et non de la crise, comme voudraient le laisser croire les déclarations de ses responsables.

Du côté de la direction générale, on souligne le manque de productivité de certains personnels. Chaque Etat actionnaire d'Air Afrique exige qu'un quota d'embauches soit réservé à ses ressortissants. Dans un entretien publié, le 28 juin, par le quotidien ivoirien *Fraternité-Matin*, M. Aoussou Koffi, PDG de la compagnie, reconnaît ce handicap : « On reproche à Air Afrique son personnel multinationnel depuis 1968. Mais il faut avoir toujours à l'esprit que la compagnie appartient à plusieurs Etats. Cela donne à certains recrutements un caractère politique. Ce n'est pas facile de mettre quelqu'un à la porte. » La faible productivité est attestée par la comparaison avec la compagnie UTA qui réalise un chiffre d'affaires deux fois supérieur à celui d'Air Afrique avec seulement un quart de salariés en plus. Le laisser-aller aurait également joué. « Il y a des employés qui brillent par leur absentéisme, accuse M. Aoussou Koffi, des gens qu'on a changés de poste pour leur permet-

tre de se perfectionner et qui ne se sont pas améliorés. »

A ces accusations de pléthore et d'impéritie, le personnel réplique en soulignant la gabegie des dirigeants. Un cadre européen aurait été remplacé par trois Africains. Les notes des téléphones installés au domicile des hauts cadres s'élevaient en un an à 1,6 million de francs (80 millions CFA) et les frais de mission, à 20 millions de francs (1 milliard CFA).

Les syndicats font surtout valoir l'incertitude des Etats qui ne paient pas les titres de transports qu'ils demandent pour leurs fonctionnaires. Douze mille billets « gratuits » ont été émis l'an dernier. Ils auraient rapporté à Air Afrique 60 millions de francs (3 milliards de francs CFA) s'ils avaient été payés. La dette cumulée des Etats à l'égard de leur compagnie atteint aujourd'hui 300 millions de francs (15 milliards de francs CFA). L'argumentation des salariés était toute trouvée : « Que les Etats balayent devant leurs portes avant de nous contraindre à des sacrifices que nous sommes prêts à négocier ultérieurement », disent-ils.

ÉTRANGER

LA CÔTE D'IVOIRE BÉNÉFICIE D'UNE RESTRUCTURATION

La Côte d'Ivoire vient d'obtenir de la Banque mondiale la signature d'un protocole d'accord sur la restructuration de sa dette extérieure, annonce la Banque Nationale de Paris, qui assure la présidence du comité de coordination des banques créancières de ce pays.

Le remboursement des sommes restructurées est prévu sur une période de cinq ans après un délai de grâce de trois ans. Le comité a également proposé l'octroi d'un nouveau crédit de 50 millions de francs (un milliard de francs) à l'approbation des banques créancières. Selon les dernières statistiques de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), les créances bancaires sur la Côte d'Ivoire s'élevaient à 3,2 milliards de dollars à la fin de 1983 (27 milliards de francs).

LE VENEZUELA DEMANDE UN RÉCHÉLONNEMENT

Le Venezuela souhaite un rééchelonnement de sa dette sur plusieurs années afin d'obtenir une solution à plus long terme à ses problèmes fi-

nanciers, a déclaré samedi 28 juillet M. Manuel Azpura, ministre des finances. Jusqu'à présent, le gouvernement n'avait parlé que de restructuration des dettes venant à échéance en 1983 et en 1984, soit un total de 14,5 milliards de dollars. La dette extérieure totale du Venezuela s'élève à 34 milliards de dollars.

L'ARGENTINE VA REMBOURSER 300 MILLIONS DE DOLLARS

Le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grispun, a indiqué, vendredi 27 juillet à Buenos Aires, que l'Argentine rembourserait dès cette semaine, sur

cette réserve de changes, le prêt de 300 millions de dollars que lui avait accordé conjointement le Mexique, le Brésil, la Colombie et le Venezuela.

Les 300 millions de dollars faisaient partie, rappelle-t-on, d'un « paquet » de 500 millions de dollars au total, organisé avec un apport de 100 millions des banques américaines et la garantie du gouvernement des Etats-Unis, pour permettre à l'Argentine, qui apportait le solde de 100 millions, de faire face au remboursement des intérêts sur sa dette extérieure, due au 31 mars dernier. Il s'agissait d'éviter que les banques américaines n'inscrivent en pertes dans leur bilan de fin du premier trimestre les arriérés de remboursement de l'Argentine.

ALAIN FAUJAS.

(1) Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Haïti, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo.

MONNAIES

Une carte bancaire unique

(Suite de la première page.)

Depuis le début de l'année, donc, après la signature de l'accord de principe, on en était à la discussion des modalités, pour aboutir maintenant à un accord final. Désormais, une seule carte sera distribuée, dénommée « carte bancaire » (CB) qui permet de ne pas perdre le bénéfice des investissements corporels et incorporels effectués dans la carte bleue (CB également). Les cartes de paiement seront bleues ou vertes, avec le logo CB en blanc au recto, tandis que celles des retraits seront signalétiques et de couleur libre, avec toutefois le logo CB au verso. L'affichage chez les commerçants s'effectuera par panneau d'une couleur étalée du bleu au vert.

Pour ce qui est de la tarification (ristourne payée par les commerçants), elle sera unifiée, mais une certaine latitude a été laissée en fonction des types de distribution (petits commerçants, grandes surfaces, stations services, etc.). La nouvelle carte sera administrée par un organisme à créer, le GIE carte bancaire, qui se substituera au GIE carte bleue et qui sera opérationnel dès l'automne. Il faudra sans doute un an ou même deux pour adapter et

banaliser les huit mille distributeurs automatiques de billets en service dans tous les réseaux et la masse des terminaux points de vente, qui va frôler les 50 000 l'année prochaine.

Enfin cet accord va permettre un développement rapide de la carte à mémoire, dont le lancement a été décidé le 10 janvier dernier, aux termes d'un accord entre le GIE carte bleue et le GIE carte mémoire, qui prévoit la mise en service progressive d'une carte mémoire comportant à la fois les pistes magnétiques

actuellement utilisées et une puce électronique (micro-processeur, plus mémoire de stockage). Dans ce domaine de la monnaie, la France est en train de prendre une avance certaine, et elle entend se placer au moment où les grands réseaux mondiaux de cartes de paiement, vias et master card, tous deux américains et concurrents, sont en train de végéter. Pour eux aussi, les investissements sont trop lourds pour se permettre de les gaspiller.

FRANÇOIS RENARD.

L'utilisation des cartes de crédit à l'étranger serait rétablie

La levée de l'interdiction faite aux détenteurs de cartes de crédit de les utiliser à l'étranger « serait une bonne idée », a déclaré à Nevers (Nièvre) M. Pierre Bérigoy, lors d'un épisode de presse. Le nouveau ministre de l'économie, des finances et du budget a toutefois refusé de préciser quand interviendrait cette décision permettant aux Français d'utiliser normalement leur carte de crédit.

Cet usage leur est interdit hors des frontières de l'Hexagone (à l'exception de la zone franc) depuis mars 1983, dans le cadre d'un sévère renforcement du contrôle des changes, qui devait, toutefois, être assoupli le 20 décembre dernier. Dans la plupart des cas, notamment pour l'allocation de devises, il s'agissait alors d'un retour pur et simple à la situation antérieure, mais les cartes de paiement délivrées aux particuliers avaient été exclues du champ de cette libéralisation, seules étant autorisées les cartes à usage professionnel.

Depuis, les principaux émetteurs (Carte bleue, American Express, Diner's Club, Eurocard) n'avaient cessé de protester contre cette discrimination en contestant son bien-fondé économique (à titre d'exemple, les voyageurs utilisant la Carte bleue Visa à l'étranger ont dépensé

1.500 F en moyenne en 1982) et en tenant en avant les avantages de la carte pour les autorités d'équilibrer la balance des paiements (commissions, pour cheques transaction, de toutes les informations nécessaires : coordonnées du porteur, date et montant de l'achat, nom du commerçant...).

Se retranchant derrière « une question morale et de solidarité nationale », le ministre de l'économie et des finances de l'époque, M. Jacques Delors, avait systématiquement refusé de lever cette interdiction. Le 13 juin dernier, lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, il avait toutefois entrouvert une porte. « Notre objectif est d'assouplir progressivement la réglementation des changes, qui a été mise en place, je le rappelle, en 1968. Nous souhaitons faciliter davantage les opérations des entreprises, notamment à l'étranger. Nous nous dirigeons, pour le moment, vers un rétablissement intégral du régime antérieur, notamment en ce qui concerne l'utilisation des cartes individuelles de crédit. La construction de l'Europe l'exige. Mais il ne faut pas vouloir aller trop vite », devait-il déclarer à cette occasion.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

Société d'investissement en capital

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en juin : + 0,5 %

	Variation (en %) au cours			
	des 12 derniers mois (juin 84/juin 83)	des 6 derniers mois (juin 84/déc. 83)	des 3 derniers mois (juin 84/avr. 84)	du dernier mois (juin 84/mai 84)
● ENSEMBLE	+ 7,7	+ 3,7	+ 1,6	+ 0,5
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 9,5	+ 3,7	+ 1,7	+ 0,6
Produits à base de céréales	+ 7,9	+ 2,5	+ 0,6	+ 0,2
Vieilles de boucherie	+ 6,1	+ 1,2	+ 1,3	+ 0,6
Pois et charcuterie	+ 6,2	+ 2,6	+ 2	+ 1,7
Vieilles, légumes, produits à base de viande	+ 8,7	+ 1	+ 2,3	+ 0,4
Produits de la pêche	+ 8,1	+ 4,3	+ 2	+ 0,8
Lait, fromages	+ 25	+ 0,9	+ 2,8	+ 2,5
Œufs	+ 18	+ 4,9	+ 1,3	+ 0,2
Corps gras et beurres	+ 18,2	+ 4,9	+ 2,9	+ 0,8
Légumes et fruits	+ 8,9	+ 4,4	+ 2,6	+ 0,7
Autres produits alimentaires	+ 4,9	+ 2,9	+ 1,4	+ 0,3
Boissons alcoolisées	+ 13,7	+ 7,8	+ 3,9	+ 1,1
Boissons non alcoolisées	+ 7,3	+ 3,8	+ 1,5	+ 0,3
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 10,2	+ 4,9	+ 1,8	+ 0,3
1) Habillement et textiles	+ 9,7	+ 4,6	+ 2,4	+ 0,4
Vêtements de dessus	+ 10,7	+ 4,6	+ 2,2	+ 0,4
Autres vêtements et accessoires	+ 9,5	+ 3,9	+ 2,1	+ 0,4
Articles chaussants	+ 10,8	+ 5,1	+ 2,6	+ 0,7
Autres articles textiles	+ 6,7	+ 3,7	+ 1,2	+ 0,3
2) Autres produits manufacturés	+ 6,3	+ 5,2	+ 1,5	+ 0,3
Mobilier et tapis	+ 5,8	+ 1,9	+ 1,3	+ 0,3
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 9,2	+ 4,7	+ 2,2	+ 0,7
Autres articles d'équipement du ménage	+ 5,9	+ 2,8	+ 1,3	+ 0,3
Services de ménage, produits détergents et produits d'entretien	+ 4,3	+ 3	+ 1,1	+ 0,1
Véhicules	+ 8,7	+ 4,3	+ 1,7	+ 0,1
Popote, literie, jouets	+ 2,2	+ 1,9	+ 1,9	+ 0,6
Photo, optique, électro-acoustique	+ 2,8	+ 1,8	+ 1	+ 0,2
Autres articles de loisir	+ 7,4	+ 3,5	+ 1,9	+ 0,5
Consommables, énergie	+ 5,5	+ 3,5	+ 0,3	+ 0,3
Tobac et produits manufacturés divers	+ 10,2	+ 4,9	+ 1,8	+ 0,3
● SERVICES	+ 6,8	+ 3,6	+ 2	+ 0,7
Services relatifs au logement	+ 8,1	+ 3,9	+ 1,6	+ 0,2
Loisirs	+ 7,4	+ 3,6	+ 1,3	+ 0,2
Soins personnels, soins d'hygiène (1)	+ 2,5	+ 2,3	+ 2,8	+ 1,7
Services de santé	+ 7	+ 4,4	+ 1,9	+ 0,1
Transports publics	+ 6	+ 3,6	+ 1,6	+ 0,6
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 7,5	+ 3,2	+ 2,1	+ 0,9
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 7,5	+ 4,5	+ 2,4	+ 0,8
Autres services (3)	+ 7,5	+ 4,5	+ 2,4	+ 0,8

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en juin 1984 à 148,8 contre 148,1 en mai. En rythme annuel, sur les trois derniers mois, les prix ont augmenté de 6,5 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redonneuse TV, etc.

FONDS D'INTERVENTION SIDERURGIQUE
EMPRUNTS DU 30 JUILLET 1984

1,5 milliard de F. - Emission de 300 000 obligations de 5 000 F

GARANTIS PAR L'ETAT

500 MILLIONS A TAUX FIXE

13,80%

Prix d'émission : 4995 F.

Jouissance, règlement : 13 août 1984

Durée : 8 ans, avec possibilité de prorogation pour une période de 6 ans sur proposition de F.I.S. au taux offert à cette époque à l'émission d'obligations de mêmes caractéristiques, majoré de 0,25.

Amortissement : en totalité le 13 août 1992

Taux de rendement actuariel brut : 13,82%

1 MILLIARD A TAUX VARIABLE

Taux d'intérêt : égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés. Les taux moyens mensuels à prendre en considération pour le calcul de l'intérêt seront les taux effectivement établis au cours de la période de juillet à juin précédant chaque échéance de coupon.

Intérêt minimum : 7,5 %.

Prix d'émission : 4990 F.

Jouissance, règlement : 13 août 1984. Durée : 9 ans

Amortissement : en totalité le 13 août 1993

Une note d'information (visa Cob n° 84.190 du 26/7/84) peut être obtenue sans frais auprès du F.I.S., 56, rue de Lille, 75007 Paris, et des Etablissements chargés du placement. Avis publié au B.A.L.O. Clôture sans préavis.

F.I.S. Fonds d'Intervention Siderurgique.

مصاريف التمويل

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales positions relatives à l'étranger (en millions de francs)

ACTIF	30-7-1984
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	401 644
dont :	
Or	238 098
Créances sur l'étranger	163 546
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	14 797
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	198 986
dont :	
Effets escomptés	91 036
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉDÉRAL	75 324
5) DIVERS	1 757
Total	896 425

PASSIF	30-7-1984
1) BILLET EN CIRCULATION	187 245
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	13 211
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	16 838
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	78 322
dont :	
Comptes courants des établissements financiers	14 658
5) ÉCARTS AU FÉDÉRAL	75 605
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	302 814
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	11 424
Total	896 425

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100 en 1980

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice global	1237,5	1288,2
Valeurs étrangères	3011,8	2946,1

Indice des valeurs françaises

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs françaises	162,7	170
Indice des valeurs étrangères	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

Indice des valeurs étrangères

Indice	20 juillet	27 juillet
Indice des valeurs étrangères	162,7	170
Indice des valeurs françaises	168,7	172,8

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours	Dernier
1% 1984-85	25 30	2 487
2% 1984-85	40 20	2 432
3% 1984-85	71 10	2 407
5% 1984-85	118 10	1 581
10% 1984-85	350 10	1 430
15% 1984-85	500 10	1 430
20% 1984-85	650 10	1 430
25% 1984-85	800 10	1 430
30% 1984-85	950 10	1 430
35% 1984-85	1 100 10	1 430
40% 1984-85	1 250 10	1 430
45% 1984-85	1 400 10	1 430
50% 1984-85	1 550 10	1 430
55% 1984-85	1 700 10	1 430
60% 1984-85	1 850 10	1 430
65% 1984-85	2 000 10	1 430
70% 1984-85	2 150 10	1 430
75% 1984-85	2 300 10	1 430
80% 1984-85	2 450 10	1 430
85% 1984-85	2 600 10	1 430
90% 1984-85	2 750 10	1 430
95% 1984-85	2 900 10	1 430
100% 1984-85	3 050 10	1 430

VALEURS	Cours	Dernier
1% 1984-85	25 30	2 487
2% 1984-85	40 20	2 432
3% 1984-85	71 10	2 407
5% 1984-85	118 10	1 581
10% 1984-85	350 10	1 430
15% 1984-85	500 10	1 430
20% 1984-85	650 10	1 430
25% 1984-85	800 10	1 430
30% 1984-85	950 10	1 430
35% 1984-85	1 100 10	1 430
40% 1984-85	1 250 10	1 430
45% 1984-85	1 400 10	1 430
50% 1984-85	1 550 10	1 430
55% 1984-85	1 700 10	1 430
60% 1984-85	1 850 10	1 430
65% 1984-85	2 000 10	1 430
70% 1984-85	2 150 10	1 430
75% 1984-85	2 300 10	1 430
80% 1984-85	2 450 10	1 430
85% 1984-85	2 600 10	1 430
90% 1984-85	2 750 10	1 430
95% 1984-85	2 900 10	1 430
100% 1984-85	3 050 10	1 430

VALEURS	Cours	Dernier
1% 1984-85	25 30	2 487
2% 1984-85	40 20	2 432
3% 1984-85	71 10	2 407
5% 1984-85	118 10	1 581
10% 1984-85	350 10	1 430
15% 1984-85	500 10	1 430
20% 1984-85	650 10	1 430
25% 1984-85	800 10	1 430
30% 1984-85	950 10	1 430
35% 1984-85	1 100 10	1 430
40% 1984-85	1 250 10	1 430
45% 1984-85	1 400 10	1 430
50% 1984-85	1 550 10	1 430
55% 1984-85	1 700 10	1 430
60% 1984-85	1 850 10	1 430
65% 1984-85	2 000 10	1 430
70% 1984-85	2 150 10	1 430
75% 1984-85	2 300 10	1 430
80% 1984-85	2 450 10	1 430
85% 1984-85	2 600 10	1 430
90% 1984-85	2 750 10	1 430
95% 1984-85	2 900 10	1 430
100% 1984-85	3 050 10	1 430

VALEURS	Cours	Dernier
1% 1984-85	25 30	2 487
2% 1984-85	40 20	2 432
3% 1984-85	71 10	2 407
5% 1984-85	118 10	1 581
10% 1984-85	350 10	1 430
15% 1984-85	500 10	1 430
20% 1984-85	650 10	1 430
25% 1984-85	800 10	1 430
30% 1984-85	950 10	1 430
35% 1984-85	1 100 10	1 430
40% 1984-85	1 250 10	1 430
45% 1984-85	1 400 10	1 430
50% 1984-85	1 550 10	1 430
55% 1984-85	1 700 10	1 430
60% 1984-85	1 850 10	1 430
65% 1984-85	2 000 10	1 430
70% 1984-85	2 150 10	1 430
75% 1984-85	2 300 10	1 430
80% 1984-85	2 450 10	1 430
85% 1984-85	2 600 10	1 430
90% 1984-85	2 750 10	1 430
95% 1984-85	2 900 10	1 430
100% 1984-85	3 050 10	1 430

VALEURS	Cours	Dernier
1% 1984-85	25 30	2 487
2% 1984-85	40 20	2 432
3% 1984-85	71 10	2 407
5% 1984-85	118 10	1 581
10% 1984-85	350 10	1 430
15% 1984-85	500 10	1 430
20% 1984-85	650 10	1 430
25% 1984-85	800 10	1 430
30% 1984-85	950 10	1 430
35% 1984-85	1 100 10	1 430
40% 1984-85	1 250 10	1 430
45% 1984-85	1 400 10	1 430
50% 1984-85	1 550 10	1 430
55% 1984-85	1 700 10	1 430
60% 1984-85	1 850 10	1 430
65% 1984-85	2 000 10	1 430
70% 1984-85	2 150 10	1 430
75% 1984-85	2 300 10	1 430
80% 1984-85	2 450 10	1 430
85% 1984-85	2 600 10	1 430
90% 1984-85	2 750 10	1 430
95% 1984-85	2 900 10	1 430
100% 1984-85	3 050 10	1 430

VALEURS	Cours	Dernier
1% 1984-85	25 30	2 487
2% 1984-85	40 20	2 432
3% 1984-85	71 10	2 407
5% 1984-85	118 10	1 581
10% 1984-85	350 10	1 430
15% 1984-85	500 10	1 430
20% 1984-85	650 10	1 430
25% 1984-85	800 10	1 430
30% 1984-85	950 10	1 430
35% 1984-85	1 100 10	1 430
40% 1984-85	1 250 10	1 430
45% 1984-85	1 400 10	1 430
50% 1984-85	1 550 10	1 430
55% 1984-85	1 700 10	1 430
60% 1984-85	1 850 10	1 430
65% 1984-85	2 000 10	1 430
70% 1984-85	2 150 10	1 430
75% 1984-85	2 300 10	1 430
80% 1984-85	2 450 10	1 430
85% 1984-85	2 600 10	1 430
90% 1984-85	2 750 10	1 430
95% 1984-85	2 900 10	1 430
100% 1984-85	3 050 10	1 430

VALEURS	Cours	Dernier
1% 1984-85	25 30	2 487
2% 1984-85	40 20	2 432
3% 1984-85	71 10	2 407
5% 1984-85	118 10	1 581
10% 1984-85	350 10	1 430
15% 1984-85	500 10	1 430
20% 1984-85	650 10	1 430
25% 1984-85	800 10	1 430
30% 1984-85	950 10	1 430
35% 1984-85	1 100 10	1 430
40% 1984-85	1 250 10	1 430
45% 1984-85	1 400 10	1 430
50% 1984-85	1 550 10	1 430
55% 1984-85	1 700 10	1 430
60% 1984-85	1 850 10	1 430
65% 1984-85	2 000 10	1 430
70% 1984-85	2 150 10	1 430
75% 1984-85	2 300 10	1 430
80% 1984-85	2 450 10	1 430
85% 1984-85	2 600 10	1 430
90% 1984-85	2 750 10	1 430
95% 1984-85	2 900 10	1 430
100% 1984-85	3 050 10	1 430

VALEURS	Cours	Dernier
1% 1984-85	25 30	2 487
2% 1984-85	40 20	2 432
3% 1984-85	71 10	2 407
5% 1984-85	118 10	1 581
10% 1984-85	350 10	1 430
15% 1984-85	500 10	1 430
20% 1984-85	650 10	1 430
25% 1984-85	800 10	1 430
30% 1984-85	950 10	1 430
35% 1984-85	1 100 10	1 430
40% 1984-85	1 250 10	1 430
45% 1984-85	1 400 10	1 430
50% 1984-85	1 550 10	1 430
55% 1984-85	1 700 10	1 430
60% 1984-85	1 850 10	1 430
65% 1984-85	2 000 10	1 430
70% 1984-85	2 150 10	1 430
75% 1984-85	2 300 10	1 430
80% 1984-85	2 450 10	1 430

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Des jeunes nous écrivent.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT

- L'union nationale en Israël ne pourrait se faire qu'au détriment du peuple palestinien, nous déclare M. Boutros-Ghali, ministre d'État égyptien des affaires étrangères.

4. AMÉRIQUES

5. AFRIQUE

6. DIPLOMATIE

7. EUROPE

- RFA : controverse autour d'une centrale nucléaire.
- URSS : M. Gromyko ne croit pas que la rencontre de Vienne aura lieu.

POLITIQUE

8. La controverse sur la révision de la Constitution.
7. Les communistes multiplient leurs critiques sur le gouvernement.
6. La mort du colonel Rémy.

SOCIÉTÉ

8. DOSSIER : M. Chevènement à l'éducation nationale.
9. Les incendies de forêt dans le Midi.

JEUX OLYMPIQUES

10-11. Cyclisme, tir, natation.

CULTURE

12. FESTIVALS : Avignon : le bilan de Bernard Favre d'Arcier ; Orange : Carmen au pied du mur.
- CINÉMA : reprise d'Il Bidone, de Fellini.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

15. Faut-il avoir peur d'ATT ?
- Un entretien avec M. Henri Mendras.

ÉCONOMIE

21. AFFAIRES.

22. CONJONCTURE.

- ÉTRANGER.

- MONNAIE.

- TRANSPORTS.

- RADIO-TÉLÉVISION (14).

ÉTÉ (20) :

- Histoire d'amour, par Konik.

INFORMATIONS

- SERVICES (20)

Météorologie ; Mots croisés ;

Journal officiel ; Loto.

Annuaire classés (17 à 19) ;

Cartes (14) ; Programmes des

spectacles (13) ; Marchés finan-

ciers (23).

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX

TRANSPORTS COMMÉ-

MORE L'ACCIDENT DE

BEAUNE (53 MORTS)

Le secrétaire d'État chargé des

transports, M. Jean Auroux, doit

inaugurer, le mardi 31 juillet, une

plaque à la mémoire des cinquante-

trois victimes du carambolage de

Beaune (Côte-d'Or), dont ce sera le

deuxième anniversaire. La cérémo-

nie aura lieu au point kilométrique

313 de l'autoroute du Soleil où, le

31 juillet 1982, s'est produit l'

accident. Elle se déroulera en pré-

sence des familles des victimes pour

lesquelles le secrétaire d'État a

frété un avion spécial.

Avant la fin de l'année, le juge

d'instruction chargé de l'affaire pro-

noncera un non-lieu ou renverra

devant le tribunal correctionnel les

deux personnes inculpées depuis un

an. M. Jean Boutz, propriétaire

des deux cars qui transportaient les

quarante-quatre enfants de la région

de Crépy-en-Valois (Oise), morts

carboneisés, a été inculpé d'homici-

des et blessures involontaires en

raison de l'état défectueux des freins

de l'un des autocars. M. Antoine

Alu, chauffeur rescapé, a été incul-

pé pour homicides et blessures

involontaires et défaut de maîtrise

de son véhicule.

Le 27 novembre prochain, les

familles des victimes verront fixer

par le tribunal de grande instance de

Senlis le montant de leur indemni-

sation. Elles ont collectivement perçu

6 millions de francs au titre du pré-

judice moral subi.

Le numéro de « Monde »

daté 29-30 juillet 1984

a été tiré à 428 723 exemplaires

A B C D F G H

EN COLOMBIE

Le gouvernement tend la main aux guérilleros et « lutte à mort » contre la mafia

De notre envoyé spécial

Bogota. — Le gouvernement de M. Betancour, conservateur modéré, s'efforce de pacifier un pays troublé par une violence politique qui dure depuis plus de trois décennies en négociant avec les différents mouvements de guérilla. Il a aussi déclaré une « lutte à mort » contre la mafia de la drogue, accusée du meurtre du ministre de la justice, Lara Bonilla, le 30 avril, à Bogota. Double défi, qui dérange de longues habitudes, heurte des intérêts puissants, suscite des réserves.

Règlements de comptes, enlèvements, meurtres politiques ou crapuleux, accrochages entre guérilleros et militaires : à lire la presse, la violence, à tous les niveaux, ne désemène guère en Colombie. Le mardi 24 juillet, en plein centre de Bogota, la police a délogé, à la mitrailleuse, un commando armé engagé dans un hold-up. Bilan : cinq morts. Les assaillants se sont réclamés d'un groupuscule dépendant de l'armée populaire de libération (EPL, maoïste).

Paradoxe qui illustre l'ambiguïté de la situation : à la même heure, des représentants de l'EPL et du M-19 (Mouvement du 19 avril, extrême gauche) participaient au palais présidentiel à la cérémonie d'installation d'une commission gouvernementale chargée de négocier une trêve avec leurs deux organisations.

Une trêve a déjà été conclue en mars avec les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, liées au Parti communiste). Le M-19 (Mouvement du 19 avril, extrême gauche) participait au palais présidentiel à la cérémonie d'installation d'une commission gouvernementale chargée de négocier une trêve avec leurs deux organisations.

« En fait, dit un communiste, on note une chute radicale des affrontements. La guérilla et les forces armées jouent le jeu. »

La trêve avec le M-19 et l'EPL doit être en principe signée au début d'août. Il restera à persuader deux ou trois autres groupes insurgés, très minoritaires, de suivre le même chemin.

« La guérilla au palais présidentiel » : le face-à-face, le 24 juillet, du président Betancour, accompagné de ministres, de représentants de l'Eglise et des syndicats, avec des dirigeants du M-19 et de l'EPL, a quand même surpris. Rencontre sans précédent, insolite, mais qui pourrait favoriser un nouveau progrès vers cette « nationalisation de la paix » préconisée par le chef de l'État. Volontariste et optimiste, ce dernier se veut aussi réaliste. Trouver une solution politique et pacifique à l'insurrection armée multiforme ne mettra pas nécessairement fin à toute violence, « car il y a aussi des raisons objectives, celles de la misère et du sous-

développement, qui favorisent cette violence », dit-il.

La bataille contre la mafia n'est pas moins délicate. La mafia est puissante, bien organisée, elle manipule des milliards, elle s'est efforcée d'entrer dans l'appareil de l'État. Elle soutient juges et policiers. Même l'Eglise admet avoir reçu des fonds des mafiosi « pour la bonne cause, celle des pauvres ». La semaine dernière, certains des principaux chefs de la mafia colombienne, réfugiés à Panama, ont offert une « négociation » au gouvernement Betancour, proposant de « payer la moitié de la dette extérieure » à condition de ne pas être extradés aux États-Unis.

M. Betancour :

« Je ne négocierai pas avec les mafiosi »

« Tant que je serai président, affirme M. Betancour, il n'y aura pas de négociation avec la mafia. Et je pense que mes successeurs feront de même. La proposition de la mafia est unilatérale. Elle ne recevra pas de réponse. Nous ne reviendrons pas en arrière. Ces deux derniers mois, nous avons effectué les plus importantes saisies de cocaïne. Nous avons démantelé d'énormes laboratoires situés dans des régions de forêts tropicales. Notre police, qui fait de ce point de vue mieux que la police américaine, a capturé plus d'une centaine de petits avions servant au trafic. Elle a arrêté plus d'un millier de suspects qui doivent s'expliquer devant les autorités judiciaires. Nous avons aussi entrepris de détruire d'immenses plantations de marijuana sans utiliser de produits toxiques pour l'environnement. »

Le président poursuit : « Il est vrai que l'assistance internationale pour combattre ce fléau n'a pas toujours été positive. Nous avons été parfois injustement accusés d'être les promoteurs du trafic alors que nous en sommes les victimes. Il a pris beaucoup d'ampleur parce que les consommateurs de drogues dures ou douces, particulièrement aux États-Unis, sont de plus en plus nombreux. Freud, qui n'était pas colombien, recommandait l'usage de la cocaïne. Le Coca-Cola, qui n'est pas une entreprise colombienne, avait au début de ses activités pris la cocaïne comme ingrédient. En outre, il faut savoir que le plus grand port de trafic de drogue du trafic de drogue va à la mafia américaine qui contrôle l'écoulement de la drogue. Si les gouvernements des pays consommateurs ne prennent pas de mesures rigoureuses, le trafic de drogue restera un défi et un crime contre l'humanité, dont sont victimes d'abord les jeunes du monde entier. Il me semble que les Nations unies pourraient tirer un forum adéquat pour lancer un vaste programme mondial de lutte contre le trafic des stupéfiants. »

MARCEL NIEDERGANG.

UN DC-9 VÉNÉZUÉLIEN DÉTOURNÉ VERS TRINIDAD

Un DC-9 de la compagnie vénézuélienne Aeropostal a été détourné, le dimanche 29 juillet, entre Caracas et l'île néerlandaise de Curaçao. Outre l'équipage, il avait quatre-vingt-sept passagers à bord, dont vingt et une femmes et douze enfants. Les pirates de l'air menaçaient de faire exploser l'avion si le gouvernement de Caracas ne leur donnait pas des armes et une somme de 3 millions de dollars.

Après avoir fait escale à l'île de Trinidad, où les autorités ont refusé de négocier, le DC-9 s'est posé lundi dans la matinée dans l'île néerlandaise d'Aruba. On ignore la nationalité et les mobiles des agresseurs. — (AFP-AP).

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FOREST ACTION HILL

Place d'Orléans, 179
Aubervilliers, la Défense
Fontenay-aux-Bois, Meudon

STAGES INTENSIFS
2 à 20 heures par cours 1 semaine

734-36-36

La 41^e Mostra de Venise s'ouvrira le 27 août

C'est un film du metteur en scène soviétique Andréi Mikhalov-Kantchevski, représentant le cinéma américain, qui ouvrira la 41^e Mostra du cinéma de Venise, le 27 août prochain. Maria's Lovers est le seul film sélectionné par la commission du festival aux États-Unis. Vingt-six films, en tout, seront en compétition pour obtenir le Lion d'or, parmi lesquels les dernières œuvres de Sergio Leone et d'Eric Rohmer. M. Gian Luigi Rondi, directeur du festival de Venise, s'est déclaré « enthousiasmé par la participation française ». Les quatre R — Alain Resnais, Jacques Rivette, Eric Rohmer, et Jean Rouch — constituent « des noms extrêmement importants pour le festival », qui sera celui de l'« espérance et de la vitalité », a-t-il souligné. L'Amour à mort, d'Alain Resnais, est donné pour favori par certains critiques italiens. M. Rondi a également cité l'Amour par terre, de Jacques Rivette, les Nuits de la pleine lune, d'Eric Rohmer, Diablos, de Jean Rouch et la Carmen, de Francesco Rosi, qui figure également dans la sélection française.

Notant également « l'importance du cinéma populaire français », M. Rondi a relevé, dans le secteur Venezia notte, la présence de Claude Berri, metteur en scène de Ciao Pantin. Le festival se terminera le 6 septembre sur un film

NOUVEAU RECORD DU DOLLAR : 8,88 F

Accablant le mouvement de hausse du vendredi précédent, le dollar a enregistré de nouveaux records, mardi 30 juillet, sur les marchés des changes européens, les spécialistes faisant état de quelques schémas commerciaux et de l'absence d'intervention des banques centrales. À Paris, le billet vert se traitait aux alentours de 8,850 F au fin de la séance (après avoir atteint précédemment 8,850 F), inscrivant un nouveau record sur notre place après les 8,8370 F encaissés la semaine précédente. La même hausse était constatée à Francfort où la devise américaine enregistrerait également un cours record : 2,8970/80 DM contre 2,8740/50 DM à la précédente séance et à Zurich où le dollar battait le record de 2,4660/70 FS contre 2,4580/2,4600 FS.

Parallèlement, l'or déjà en hausse au début de la séance à Hong Kong (336,90/337,40 dollars l'once) a continué sa hausse pour s'établir aux environs de 335 dollars sur la place locale.

A compter du 1^{er} août

LES PRIX DU PAIN AUGMENTERONT DE 2,5 % EN MOYENNE

Les prix du pain et de la boulangerie-pâtisserie augmenteront de 2,5 % en moyenne à compter du 1^{er} août. Cette hausse moyenne, prévue par les accords de médiation conclus avec la profession en décembre 1983, sera appliquée différemment selon les produits : les tarifs des pains légers, baguettes et pains, seront majorés de 5 centimes, soit pour la baguette de 250 F à 2,55 F (+ 2 %), — ceux des pains plus lourds, de 400 grammes et 500 grammes, de 10 centimes.

C'est la seconde hausse des prix du pain et de produits de boulangerie-pâtisserie depuis le début de l'année. Les tarifs avaient augmenté de 2 %. Au total sur l'année la majoration des prix du pain atteindra donc 4,5 % en moyenne.

M^{me} DUFOIX : Faire vivre la solidarité est une tâche qui incombe à l'État

M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a confirmé samedi 28 juillet que le projet de loi sur la famille (allocation à la jeune enfant, congé parental rémunéré), présenté lors du conseil de ministres du 25 juillet, serait revu.

M^{me} Dufoux, invitée du « Journal Intérieur » de RFI, a déclaré qu'elle présenterait l'autre texte « dont le double objectif sera toujours une simplification des prestations familiales et le soulagement de la vie professionnelle ». « J'aimerais beaucoup, a-t-elle affirmé, simplifier les aides qui sont apportées par la Sécurité sociale : il faut que chacun sache réellement combien il touche maintenant et combien il touchera dans cinq ans ou dans dix ans, en fonction de sa situation familiale. »

M^{me} Dufoux a fait appel à la solidarité des Français : « Pour ce qui est des grandes masses économiques, faire vivre la solidarité est une tâche qui incombe à l'État, a conclu le ministre, mais la solidarité ne peut être une tâche exclusive de l'État. Dans les mois qui viennent, il m'appartiendra de bien définir ce qui est du domaine de l'État et ce qui ne l'est pas. »

Sous la présidence de Michelangelo Antonioni, le jury du Festival regroupera le poète espagnol Rafael Alberti, le peintre français Balbus, le poète soviétique Evgueni Evtouchenko, l'écrivain allemand Günter Grass, la romancière américaine Erika Jung, le musicien italien Goffredo Petrassi, le Prix Nobel de littérature Isaac Singer, les cinéastes italiens Paolo et Federico Taviani. Trois nouveaux prix ont été créés cette année : le Prix international de la fraternité, fondé sous les auspices de l'UNESCO, dont le jury est présidé par Edgar Faure, le Prix Venezia-télévision et le Prix Venezia de Sica, qui récompensera le meilleur film italien inédit.

Sur le vif

Du gâteau

« Ah, Jean-Pierre ?

— Oui.

— C'est Maurice.

— Salut.

— Tu connais la nouvelle ?

— Laquelle ?

— Nathalie, par exemple. Claude

Sarraute passe le pain.

— Ah, elle a de la veine ?

— Non, elle part en vacances.

— Ah bon, c'est-à-dire que tu

veux que ça me parte ?

— Mais si ! Fais-toi que

pendant un mois elle abandonne

sa rubrique aux lecteurs.

— Bouleversante nouvelle

vraiment. Moi même vieux tu es

un naïf, c'est un truc pour que le

directeur du Monde, dont tout un

chacun sait qu'il doit réduire ses

fruits, ne passe pas un instant

pendant que la dame se dore en

congé payé.

— C'est possible, mais

quand même elle a du culot

d'accepter ou d'avoir suggéré ça.

— Et ! Finalement c'est

peut-être un coup de pub.

— C'est possible. Mais

regarde ça, rue des Italiens, le

député d'un mec ou une nana

ayant plus de talent qu'elle...

— Décidément, Maurice, tu

ne comprends rien, dans le genre

de poulet qu'elle fait, c'est une

question de ton, de musique, de

travail super-contrôlé, malgré les

apparences. On peut lui prendre

sa place, pas sa plume. Au fait,

c'est seulement pour cela que tu

me téléphonais ?

— Pas vraiment. J'avais

pensé m'essayer dans les

colonnes vacantes de Sarraute.

— Alors ?

— Ben je n'ai pas d'idées.

Alors tu pourrais pas me suggé-

rer quelque chose de sympa, tu

vois dans le genre sentimental-
socio-logico-intello-raïde dont le

Monde raffole ? Vraiment t'as

pas quelques idées ?

— Non, aucune idée. Moi je

fais dans le statique, pas dans

les velléités des chaudières cor-

rigées par Foucault.

— Ah bon. Excuse-moi de

t'ennuyer un peu.

— Pas du tout. Il n'y a pas

tellement d'occasions de rigoler

de nos jours. Au fait, tendre

coucou, j'y pense. Hier, dans la

rue, j'ai vu un pauvre type, genre

clochard, entrer dans une pâtis-

serie après quelques instants

d'hésitation. Visiblement, il était

affamé. Quelques secondes plus

tard, il en ressorti les mains

vides. Suivi de la pâtisserie.

Devant la vitrine, elle lui a fait

choisir le gâteau qu'elle lui don-

nait. Il a longuement hésité.

Voilà.

— Tu crois qu'il s'en con-

terrait, rue des Italiens ?

— S'il aime les gâteaux...

peut-être.

R. GUINER DU VIGNAUD

(Cauterets)

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le Front indépendantiste se retire des institutions du territoire

De notre correspondant

Nouméa. — Les cinq partis appar-

tenant au Front indépendantiste de Nouvelle-Calédonie se sont réunis le samedi 28 juillet en convention extraordinaire pour décider de leur stratégie, à l'approche des élections territoriales qui doivent en principe avoir lieu avant le mois d'octobre : l'Union calédonienne (UC, principal composante), l'Union progressiste mélanésienne (UPM), le Parti socialiste calédonien (PSC) et le Front uni de libération kanak (FULK) ont choisi non seulement de ne pas participer à ce scrutin mais aussi de s'opposer au déroulement de la consultation par ce qu'ils appellent « un boycottage actif ».

Cette décision n'est pas surprenante puisque les dirigeants indé-

pendantistes n'ont pas obtenu du gouvernement la réforme du corps électoral